



UNIL | Université de Lausanne

Faculté de Sciences sociales et politiques  
Institut des sciences sociales

# **L'ÉPREUVE DU MICROCRÉDIT: REALITÉ OU ILLUSION?**

## **Étude de cas en Éthiopie**



Mémoire de Master en sciences sociales

Réalisé par: Sara Kidane

Directeur: François-Xavier Merrien

Experte: Angele Mendy

Session d'été 2016

*La science sociale que nous nous proposons de pratiquer est une science de la réalité. Nous cherchons à comprendre l'originalité de la réalité de la vie qui nous environne et au sein de laquelle nous sommes placés, afin de dégager d'une part la structure actuelle des rapports et de la signification culturelle de ses diverses manifestations, et d'autre part les raisons qui ont fait qu'historiquement elle s'est développée sous cette forme et non sous une autre.*

**Max Weber, 1992**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>5</b>
<b>LISTE DES ABBREVIATIONS ET DES ACRONYMES .....</b>	<b>6</b>
<b>CONSIDÉRATIONS IMPORTANTES SUR LA MISE EN FORME DU TRAVAIL .....</b>	<b>8</b>
<b>1 INTRODUCTION.....</b>	<b>9</b>
<b>2 DEMARCHE THEORIQUE .....</b>	<b>13</b>
2.1 DE POLITIQUES TRADITIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT À DES APPROCHES PAR LE BAS.....	13
2.2 L'APPARITION DU MICROCRÉDIT SUR LA SCÈNE MONDIALE .....	15
2.3 LE MICROCRÉDIT : DÉFINITIONS ET PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT .....	17
2.3.1 <i>Qu'est-ce que c'est le microcrédit ?</i> .....	17
2.3.2 <i>Qui sont les bénéficiaires ?</i> .....	18
2.3.3 <i>Le fonctionnement</i> .....	20
2.3.4 <i>Les autres acteurs concernés</i> .....	22
2.4 LE RÔLE DU « GENRE » DANS LE MICROCRÉDIT.....	23
2.5 LA NOTION DE « EMPOWERMENT » .....	24
<b>3 LE MICROCREDIT, MYTHE OU REALITE ? LES DISCOURS SUR LA SCENE INTERNATIONALE</b>	<b>27</b>
3.1 ORIGINE ET ÉVOLUTION DU MICROCRÉDIT .....	28
3.2 OBJECTIFS DE LA MICROFINANCE .....	31
3.2.1 <i>Lutte contre la pauvreté</i> .....	31
3.2.2 <i>Inclusion financière</i> .....	33
3.2.3 <i>Empowerment des pauvres et des marginalisés, notamment les femmes</i> .....	34
3.2.4 <i>Création d'emplois durables et développement de l'entrepreneuriat local</i> .....	35
3.2.5 <i>Participation communautaire au développement local</i> .....	36
3.3 LA DESILLUSION DU MICROCREDIT .....	37
3.3.1 <i>Le poids de la dette</i> .....	38
3.3.2 <i>Les cibles du microcrédit : les plus riches des pauvres</i> .....	38
3.3.3 <i>Le risque de surendettement</i> .....	39
3.3.4 <i>Une effective réduction de la pauvreté ?</i> .....	40
3.3.5 <i>« Success stories » : une forme d'argumentation</i> .....	40
3.4 EN GUISE DE CONCLUSION .....	41
<b>4 DEMARCHE METHODOLOGIQUE .....</b>	<b>42</b>
4.1 MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	42
4.1.1 <i>Terrain exploratoire en Suisse</i> .....	43
4.1.2 <i>Ethiopie : le milieu d'étude</i> .....	44
4.1.3 <i>Le positionnement</i> .....	49
4.2 PRÉSENTATION DU TERRAIN DE RECHERCHE .....	50
4.2.1 <i>Les Institutions de Microfinance (IMF)</i> .....	50
4.2.2 <i>Caractéristiques des interviewés</i> .....	53

<b>5</b>	<b>LES PRATIQUES DU MICROCREDIT DANS LA REALITE LOCALE : ETUDE DE CAS EN ETHIOPIE</b>	<b>62</b>
5.1	LE CONTEXTE SOCIO-CULTUREL, ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DE L'ÉTHIOPIE.....	62
5.1.1	<i>De l'empire d'Ethiopie à nos jours</i> .....	64
5.1.2	<i>La situation politique</i> .....	65
5.1.3	<i>Les inégalités</i> .....	67
5.1.4	<i>Rapport de genre</i> .....	68
5.2	LES APPROCHES DE DÉVELOPPEMENT EN ÉTHIOPIE.....	70
5.2.1	<i>L'émergence d'un état développementaliste démocratique</i> .....	70
5.2.2	<i>Le système ethnofédéraliste en pratique</i> .....	73
5.2.3	<i>Les progrès économiques de l'Éthiopie</i> .....	74
5.2.4	<i>Les programmes de développement</i> .....	76
5.3	APPROPRIATION DES SERVICES MICROFINANCIERS EN ÉTHIOPIE.....	77
5.3.1	<i>Contexte d'émergence de la microfinance</i> .....	77
5.3.2	<i>Secteur financier formel</i> .....	78
5.3.3	<i>Les Institutions de microfinance (IMF)</i> .....	78
5.3.4	<i>Le rôle de l'AEMFI</i> .....	79
5.3.5	<i>Sources de financement</i> .....	79
5.3.6	<i>Diffusion</i> .....	80
5.4	ANALYSE DES DONNÉES EMPIRIQUES : COMMENT LA POPULATION ETHIOPIENNE S'APPROPRIE DU MICROCRÉDIT?.....	80
5.4.1	<i>Des pratiques traditionnelles éthiopiennes de micro-épargne et de solidarité communautaire</i> .....	81
5.4.2	<i>Au financement formel du (micro)entreprenariat féminin</i> .....	85
5.4.3	<i>Quel sens donné au microcrédit par les bénéficiaires ?</i> .....	87
5.4.4	<i>Divergences dans les discours des femmes</i> .....	101
5.4.5	<i>Système de gestion de l'activité entrepreneuriale</i> .....	104
5.4.6	<i>Autre pratiques liées au microcrédit</i> .....	106
5.5	LIMITES DE LA RECHERCHE.....	109
<b>6</b>	<b>DISCUSSION : MISE EN PERSPECTIVE DU DISCOURS GLOBAL AVEC LA REALITE LOCALE</b> .....	<b>113</b>
6.1	LE TERME « MICRO ».....	114
6.2	IMPACT DU MICROCREDIT .....	115
6.2.1	<i>Lutte contre la pauvreté : plutôt promotion sociale et endettement ?</i> .....	115
6.2.2	<i>Empowerment ou instrumentalisation des femmes ?</i> .....	117
6.2.3	<i>Développement d'un emploi durable ou dépendance ?</i> .....	118
6.3	L'INJONCTION PARADOXALE : ENTRE AUTONOMIE ET DEPENDANCE .....	119
6.4	LE MICROCREDIT COMME STRATEGIE SOCIALE OU ECONOMIQUE ?.....	120
6.5	LA FAUSSE DICHOTOMIE DU CREDIT ET DE L'EPARGNE .....	121
<b>7</b>	<b>CONCLUSION</b> .....	<b>122</b>
	<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>126</b>
	<b>ANNEXES</b> .....	<b>137</b>

## REMERCIEMENTS

Je remercie chaleureusement le professeur et directeur de mémoire François-Xavier Merrien d'avoir accepté d'encadrer cette thèse. Je tiens aussi à lui exprimer toute ma gratitude pour l'attention qu'il a porté à mon travail et à ma personne, ainsi que pour son soutien, sa disponibilité et son enthousiasme, non seulement durant la recherche de mémoire mais aussi tout au long de mes études de master à l'Université de Lausanne.

Ma reconnaissance va également jusqu'en Ethiopie, où ma famille et plusieurs personnes rencontrées au cours de ce travail de terrain m'ont aidée pour la collecte d'informations sur le terrain. Je ne peux m'empêcher de citer le nom de Bekalu Genene, le mari de ma cousine, qui, grâce aux informations fournies et sa disponibilité, s'est révélé être une source primordiale lors de mon séjour en Ethiopie.

Bien sûr, je n'oublie pas de remercier mes parents qui ont toujours cru en moi et qui m'ont beaucoup soutenue financièrement et moralement. Je suis particulièrement reconnaissante envers ma mère qui s'est totalement mise à ma disposition pour m'accompagner en Ethiopie et prendre le rôle d'interprète lorsque c'était nécessaire. Cela, malgré ses problèmes de santé. Un grand merci maman. Je suis également reconnaissante envers ma petite sœur et tous mes amis qui, de près ou de loin, m'ont accompagnée pour cette thèse. Je n'oublie pas l'indispensable aide apportée par Jessica, Eric, Ludmilla, Pierre-Yves, Aurélie, Nicole, Elena et Chloé pour leurs rectifications sur l'orthographe de ce travail écrit.

Finalement, j'aimerais remercier mon copain, Nick, qui a toujours été là durant ma recherche de mémoire pour m'encourager et me motiver, spécialement dans les moments de doutes. Merci infiniment pour son soutien indéfectible et son amour qui m'ont permis de tenir durant les moments difficiles.

## LISTE DES ABBREVIATIONS ET DES ACRONYMES

<b>BNE</b>	Banque nationale d'Ethiopie
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>CEA</b>	Commission Economique pour l'Afrique
<b>CGAP</b>	Consultative Group to Assist the Poor
<b>COMESA</b>	Common Market for Eastern and Southern Africa
<b>CRS</b>	Catholic Relief Services
<b>EPRDF</b>	Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front
<b>FDRPE</b>	Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Ethiopien
<b>FMI</b>	Fond Monétaire International
<b>GDP</b>	Gross Domestic Product (PIB en anglais)
<b>GoE</b>	Gouvernement Ethiopiens
<b>GTP I</b>	Growth and Transformation Plan I (2010-2015) Plan de croissance et de transformation I (2010-2015) ( <i>en français</i> )
<b>GTP II</b>	Growth and transformation Plan II (2015-2025) Plan de croissance et de transformation II (2015-2025) ( <i>en français</i> )
<b>IDH</b>	Indice de Développement Humain
<b>IMF</b>	Institution de Microfinance
<b>MC</b>	Microcrédit

<b>MDG</b>	Millenium Development Goals (OMD en anglais)
<b>MF</b>	Microfinance
<b>MFI</b>	Microfinance Institution
<b>MoFED</b>	Ministry of Finance and Economic Development (of Ethiopia)
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le développement
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PAS</b>	Plan d'ajustement structurel
<b>PIB</b>	Produit Interieur Brut
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>RFDE</b>	République Fédérale Démocratique d'Ethiopie
<b>SACOs</b>	Saving and Credit Officers
<b>UN</b>	United Nations
<b>UNCDF</b>	United Nations Capital Development Fund

## CONSIDÉRATIONS IMPORTANTES SUR LA MISE EN FORME DU TRAVAIL

- Les citations textuelles des auteurs ne dépassant pas les 40 mots, sont placées entre guillemets et intégrées dans le texte.
- Au-delà des 40 mots, les citations textuelles des auteurs, en police réduite, constituent un nouveau paragraphe.
- Les citations faisant référence à un témoignage, en police réduite, sont placées en *italique* et constituent un nouveau paragraphe.
- Les citations faisant référence à un témoignage ne sont pas transcrites dans la langue d'origine, elles ont été traduites en français.



# 1 INTRODUCTION

---

L'intérêt de ce travail de master trouve ses racines dans le texte « Femme et micro-crédit en Tunisie : le micro-crédit, outil de valorisation de la femme au sein de la famille ? » de l'auteur Laroussi (2009), dans lequel elle montre les spécificités du micro-financement en Tunisie. C'est la lecture de cet article qui a inspiré le sujet de ce mémoire de master et la recherche d'étude qui s'ensuit. Nous avons ainsi décidé d'étudier le microcrédit, qui est considéré et présenté comme un programme miracle pour lutter contre la pauvreté et améliorer les conditions de vie des femmes dans les pays du Sud. Cet outil consiste dans des prêts à petits montants accordés à une population spécifique, à savoir les pauvres des pauvres qui sont discriminés par le secteur bancaire « classique » puisqu'ils sont jugés trop risqués en ne pouvant pas leur fournir une garantie réelle. La raison de leur appel au crédit s'explique par un manque des moyens nécessaires pour créer et assurer la survie de leur activité rémunératrice sur le long terme. La cible prioritaire des institutions de microfinance (IMF) est la femme, en raison de la discrimination sociale qu'elle subit et qui la rend plus exposée au phénomène de la pauvreté. Nous privilégierons notre attention sur le service du microcrédit, cependant, vu sa corrélation avec les autres services microfinanciers et afin d'aboutir à une meilleure compréhension et analyse du mythe du microcrédit, notre cadre théorique se penchera sur la microfinance en générale.

Nous irons étudier cet outil dans un terrain spécifique : l'Ethiopie. La curiosité et le plaisir du voyage nous ont poussé à mener notre questionnement sur la base d'une expérience vécue et personnelle, plutôt que de se limiter à une analyse de documents théoriques et officiels. Le désir de nous confronter à la réalité d'un pays du « Sud » nous permet de donner une image concrète et humaine à une réalité socio-économique avec laquelle nous n'avions jusqu'ici été en contact qu'au travers de sources théoriques. Le choix de ce pays se fait par le désir de vouloir mener l'étude dans notre pays d'origine. En étant moitié éthiopienne, notre intérêt et notre curiosité de découvrir davantage ce pays sous l'angle du domaine de la protection sociale nous ont motivé à privilégier une enquête de terrain socio-anthropologique. L'intérêt pour ce pays ne se justifie pas simplement pour des raisons personnelles, mais également parce que l'Ethiopie est un cadre de figure scientifiquement pertinent. En effet, ce pays est un point d'intérêt grandissant de la communauté politique

et académique, notamment en raison de ses innovations en matière de ses différentes volées : elle fait l'objet d'une de ses politiques sociales innovantes, mais aussi de sa réussite économique, qui se présente surtout par une décennie d'expansion continue avec un taux de croissance de 10,8 pour cent par an en moyenne (African Development Group, 2011). L'Éthiopie est ainsi l'un des seuls pays africains qui semble avoir un taux de croissance élevé et qui semble faire des vrais progrès en matière de lutte contre la pauvreté ; elle peut être considérée un « laboratoire d'expérimentation » dans le domaine de la politique sociale. Selon le rapport des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) 2014 sur l'Éthiopie (National Planning Commission & United Nations in Ethiopia, 2015), par les récentes progressions, elle est également l'un des rares pays d'Afrique avoir presque atteint tous les huit OMD. L'incidence de la pauvreté a diminué dans toutes les régions et grâce aux programmes de développement du secteur de l'éducation, l'accès à l'enseignement a augmenté sensiblement. L'Éthiopie a également accompli quelques progrès dans l'élimination des disparités entre les sexes, en particulier dans l'enseignement primaire où la parité garçons-filles a pratiquement été réalisée. La participation des femmes dans la sphère politique a aussi montré une amélioration au cours de la période analysée (2000-2015). Des progrès significatifs ont été faits encore dans la réduction de la mortalité infantile et dans l'amélioration de la santé maternelle, en atteignant ainsi les objectifs numéro quatre et cinq des OMD. Toujours dans le domaine de la santé, l'Éthiopie a réalisé la cible le but visant à réduire avant 2015 la prévalence du VIH / SIDA à moins de 4,5 pour cent, en diminuant le taux de prévalence chez les adultes à 1,1 pour cent. L'une des raisons de ces succès observés a été l'expansion et la qualité de la couverture des services de santé et l'installation de programmes de diffusion des infrastructures sanitaires. Bien que les progrès réalisés dans la préservation de l'environnement ont été remarquables, des limites ont été identifiées dans ce secteur. Il est donc important que le gouvernement éthiopien prenne des mesures appropriées pour encourager le secteur forestier afin de soutenir l'excellent progrès actuel dans l'expansion de la couverture forestière du pays. Quant au dernier OMD, l'Éthiopie a toujours joué un rôle de premier dans le partenariat mondial pour le développement, comme l'a démontré en juillet 2015 lorsqu'elle a accueilli la troisième Conférence internationale sur le financement du développement à Addis-Abeba. L'agenda post-2015 va bien au-delà du courant OMD huit, ce qui démontre que l'Éthiopie est bien placée, compte tenu de sa poussée, pour atteindre les objectifs du deuxième plan de croissance et de transformation (GTP II, 2015-2020). Nonobstant le développement

éthiopien soit en ligne avec les huit OMD 2000-2015, il reste encore des différences importantes entre les zones urbaines et rurales, ce qui demande à l'avenir d'accorder plus d'attention à la réduction de ces différences géographiques.

Dans la perspective de confronter le discours tenu sur la scène internationale avec la réalité de la mise en œuvre des approches du microcrédit en Ethiopie, ce mémoire a pour objectif d'examiner la manière dont ce service se traduit sur le terrain. Puisque nous nous inscrivons dans une démarche qualitative, nos données empiriques ne sont pas accompagnées de données chiffrées pour en appuyer la représentativité mais sont à considérer comme des pistes de réflexion sur les aspects marquants de la réalité du microcrédit en Ethiopie, telle que nous avons pu l'observer durant notre enquête de terrain. Ainsi, notre travail ne prétend ni à la généralisation du concept du MC, ni à son exhaustivité. Nous cherchons plutôt à montrer, à travers les expériences des femmes interviewées, comment les objectifs sont transformés en pratiques et réinterprétés dans leur vie quotidienne, avec toutes les limites et les déviations qu'un tel processus peut impliquer. Bref, nous nous interrogeons sur les manières dont les acteurs s'approprient la stratégie du microcrédit. Plus spécifiquement, nous nous focaliserons sur deux principaux axes d'analyses :

1. Le premier axe vise la compréhension du service du microcrédit dans un contexte précis et la manière dans laquelle ses bénéficiaires s'en servent. L'attention sera également donnée à l'impact que cet outil a sur les conditions d'existence des bénéficiaires. Les questions suivantes appuieront l'orientation de notre étude de terrain : comment est-ce que le MC est-il appréhendé et approprié par la population locale ? Quels sont les changements vécus par les populations défavorisées bénéficiaires des services microfinanciers quant à leur situation économique, leurs relations sociales et leur niveau d'« *empowerment* » ?
2. Un deuxième axe se concentrera surtout dans la mise en perspective des arguments présents dans les discours propagés par les acteurs de développement avec les résultats obtenus par notre enquête de terrain. L'objectif sera celui de comprendre si dans un terrain précis comme celui que nous irons étudier, le microcrédit peut représenter un outil efficace et unique tel qu'il est défini par les acteurs du développement. Il s'agira donc de confronter la réalité du terrain avec le mythe du microcrédit. Nous pouvons alors proposer une piste de réflexion en se posant la question suivante : dans cette réalité est-ce que le MC répond aux espoirs des promoteurs de la microfinance ?

Nous avons donc décidé de circonscrire notre terrain en analysant l'ancrage local que la stratégie du microcrédit revêt dans le cas spécifique de l'Ethiopie et les manières dont les acteurs bénéficiaires s'approprient cette stratégie. Dans le cadre de cette enquête, l'intérêt est porté au rôle de la femme, étant donné qu'il s'agit d'une population spécialement visée par les agences de développement. L'étude cherche finalement à répondre à la question suivante :

**Comment est-ce que le microcrédit, présenté sur la scène internationale comme un outil efficace pour le développement, se présente-t-il dans la réalité locale des populations défavorisées éthiopiennes qui s'approprient de cette stratégie ?**

Avant d'entrer dans le vif de la recherche, il est sans doute utile de rappeler quelques grandes transformations des approches de l'aide au développement au cours des dernières décennies et de revenir à certaines notions qui apparaissent centrales dans l'analyse qui suivra, à savoir le « microcrédit », l'« approche genre » et l'« empowerment ». Dans le chapitre suivant nous allons s'arrêter davantage sur la présentation de notre sujet d'étude : le microcrédit. Les discours présentés sur la scène internationale à propos de ce dispositif seront notre principale source d'information. De même, les critiques qui renversent le mythe du microcrédit seront intégrés dans ce chapitre. La démarche méthodologique adoptée tout au long de notre étude sera décrite dans le chapitre qui s'ensuit en cherchant de répondre aux questions suivantes : quelle méthode nous avons utilisé ? Pourquoi ? Comment est-ce que nous avons abordé notre terrain d'étude ? Quelles ont été les personnes que nous avons rencontrées ? Par une description qualitative de notre étude, nous tenterons de donner au lecteur une image de l'expérience que nous avons vécu. La deuxième partie du dossier est consacrée aux réalités des pratiques du microcrédit en Ethiopie. Par ce chapitre nous allons entrer dans la partie empirique de cette recherche. Nous procéderons tout d'abord à un rapide tour d'horizon du contexte éthiopien pour passer ensuite à la description des dispositifs existants sur le marché en matière d'offre de microcrédit pour les gens défavorisés. A la suite de cette mise en contexte, nous porterons notre attention à l'analyse des données récoltées dans la réalité locale éthiopienne et la manière dont la population locale s'approprie de cette pratique. Cette partie terminera par une analyse des limites rencontrées sur le terrain. Pour finir, l'articulation du global au local nous permettra de confronter le mythe du microcrédit avec les réalités étudiées. Ces derniers deux chapitres du mémoire développeront les principales réflexions et théorisations révélées par les résultats de l'enquête de terrain.

## 2 DEMARCHE THEORIQUE

---

*« Poverty is caused by our inadequate understanding of human capabilities and by our failure to create enabling theoretical frameworks, concepts, institutions and policies to support those capabilities »*

Yunus (1998: 47)

La mode du microcrédit comme nouvelle approche au développement apparaît dans les discours et les stratégies de développement des institutions de la coopération internationale durant les années 1970, en rupture avec les approches de développement traditionnelles préexistantes. Afin d'éclairer le contexte dans lequel s'inscrit le microcrédit, il faut avoir une perspective large qui nous permet de comprendre l'évolution de la théorie du développement. Nous commencerons donc par contextualiser dans le premier sous-chapitre les paradigmes classiques qui se sont succédés dans la pensée du développement. Sur cette base, nous poursuivrons en présentant la manière dans laquelle nous sommes passés d'une démarche *top-down* à une approche *bottom-up* qui a permis au microcrédit de voir l'essor de la stratégie de développement. Après avoir introduit le contexte d'émergence de cet outil, nous estimons nécessaire de lui consacrer un troisième sous-chapitre afin de fournir une première compréhension du microcrédit. L'importance donnée par cet outil à l'approche genre et à la notion d'*empowerment* nous oblige à passer par une définition de ces concepts.

### 2.1 DE POLITIQUES TRADITIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT À DES APPROCHES PAR LE BAS

La mobilisation de l'humanité pour faire face au fléau de la pauvreté a réellement commencé vers les années 1950 en créant des institutions et des processus destinés à intervenir pour apporter un aide aux pays sous-développés. La plupart des pays occidentaux, dites « développés », mettent en place des approches classiques qui envisagent le développement comme un passage des sociétés traditionnelles à un mode de fonctionnement institutionnel et technologique. Un développement de ce type est conçu sur la base d'investissements financiers et passe principalement par un transfert de savoirs et d'innovations scientifiques, se basant sur de modèles d'organisation politique des pays développés (Guèye, 1999 ; Long, 1994). Ces années-là sont marquées par un courant de

pensée qui avance l'idée que l'application d'une formule socio-politique et économique du monde moderne aux pays plus démunis privilégiera l'essor de leur agriculture en premier, suivie par l'industrialisation et l'exportation. Un tel type de rattrapage économique, leur permettra de s'intégrer dans l'économie de marché internationale (Tommasoli, 2004). Ces projets de développement aboutissent toutefois à de multiples échecs dûs en partie à des solutions inadéquates aux difficultés socio-économiques et culturelles locales. Ces insuccès sont souvent associés à la conception de ces programmes, menés et imposés de l'extérieur, sans prise en compte des réalités locales et sans engagement des populations bénéficiaires dans les actions de développement (Rahman, 1999, cité par Tommasoli, 2004). Ainsi, une grande partie de l'argent qui était destinée à l'aide pour les pays plus pauvres, n'a pas abouti à son objectif. En plus de cela, ce type d'assistance sociale a sérieusement sapé l'indépendance et l'initiative de beaucoup de pays, en créant fréquemment de la dépendance et la répression de chaque initiative. Ce constat d'échec des approches dites *top-down* fournit les conditions d'émergence d'une nouvelle manière d'envisager l'aide au développement de type *bottom-up*. Avec cette transformation, dès la fin des années 1970 émerge un développement issu de la base en faisant place aux dynamiques locales et aux rôles des organisations de la société civile. Dans cette nouvelle approche nous assistons à une redéfinition des relations entre « développeurs » et « développés » : on donne place à l'action aux communautés locales qui choisissent quels changements effectuer sur la base de leurs savoirs et de leurs connaissances. En effet, contrairement à l'appui sur les connaissances scientifiques issues de l'extérieur et régulièrement inadaptés aux contextes, une condition d'efficacité de cette approche est celle de tenir compte des capacités et les ressources propres des peuples. En effet, Lacalle-Calderón (2011, cité par Sample, 2011) nous explique que l'aide au développement est un travail qui doit se faire *avec* la population concernée, en travaillant sur leurs besoins et en mettant en œuvre leurs capacités (la population locale est acteur de son propre développement), et non *pour* elle, en s'imposant (la population locale est le destinataire de l'aide). Avec la transformation de cette relation, les chercheurs et les techniciens passent du rôle d'extracteur de connaissance qu'ils mettent au service du projet, à celui de facilitateurs de changements, en travaillant au service des acteurs (Chambers, 1994b ; Tommasoli, 2004). Ainsi, selon Lammerink & Wolffers (1998) ils « apportent, sur le plan local, leur soutien aux populations afin d'améliorer leur capacité à gérer les changements dans leur environnement » (p. 18). Plutôt qu'un transfert de technologies, ces approches sont basées sur des échanges de savoirs qui ont pour but la

création d'un auto-développement par les populations elles-mêmes et leur *empowerment* dans les prises de décisions qui les concernent. Ainsi, par le passage *top-down* au *bottom-up*, le pouvoir passe des mains des « développeurs » à celles des populations locales, des pauvres et des marginalisés qui acquièrent la capacité et le pouvoir de mener leur propre analyse et prendre les commandes de leur destin en conduisant eux-mêmes le processus de développement. La popularité de ces approches participatives, dans lesquels sont promues la voix des pauvres et leur participation aux pris des décisions, devient telle que, au début des années 1990, toutes les principales agences de développement appuient les politiques participatives (Henckel & Stirrat, 2001).

Une évolution significative se fait aussi dans la définition de la pauvreté : d'abord centrée sur une idée purement économique où le manque, voire la faiblesse, d'un revenu était la cause d'une impossibilité de mener une vie décente, la pauvreté devient durant les années 1990, et sous l'influence de l'économiste Amartya Sen, une notion plus complexe. Dès lors c'est une notion qui recouvre non seulement la dimension économique, selon laquelle être pauvre signifie manquer de revenu et d'argent, mais aussi sociale : être pauvre signifie également être dépourvu des « capacités », qui renvoie à l'impossibilité pour la personne de faire des choix de manière libre, « de faire ou être ce qu'elle veut, selon ses valeurs (par exemple, dans quelle mesure elle peut se libérer de la faim ou participer à la vie communautaire) » (Sen, 1992, cité par HCNUDH, 2004 : 6). Cette notion est donc appréhendée comme l'impossibilité pour une personne de faire des choix de manière libre, vision dont nombreuses organisation internationales s'inspirent. En renforçant le pouvoir des plus vulnérables, les nouvelles approches de l'aide au développement constituent l'élément essentiel de la lutte contre la pauvreté.

## 2.2 L'APPARITION DU MICROCRÉDIT SUR LA SCÈNE MONDIALE

A partir des années 1990 et dans le nouveau millénaire, de nombreux efforts ont aussi été faits pour réorienter l'attention du monde entier aux pauvres et à des nouvelles approches qui pourront conduire à une réelle réduction de la pauvreté. Les sommets de l'ONU ont joué un rôle important dans ce changement d'attitude vis-à-vis de l'aide étranger : les thématiques comme l'éducation, les enfants, les femmes et bien d'autres ont été sujets de ces rencontres. En 2000, l'accomplissement suprême de l'ONU était le Sommet de Millénaire qui a vu l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Aujourd'hui, seize ans après que les OMD ont été adoptés à l'unanimité par l'Assemblée

générale de l'ONU, le pronostic, semble être généralement positif : les gouvernements et la société civile, **travaillant ensemble**, font des progrès importants en vue d'atteindre les objectifs. Dans la nouvelle logique *bottom-up* et l'idée de travailler *avec* et non pas *pour* les pauvres, la microfinance naît comme nouveau outil d'aide au développement. A cette époque, au début des années 1970, des visionnaires au Bangladesh, au Brésil et aussi en Bolivie ont constaté que le manque d'accès au crédit était l'un des possibles obstacles qui a rendu presque impossible pour les pauvres de sortir du cycle de la pauvreté. Ainsi, les programmes de microcrédit sont apparus sur la scène mondiale comme des nouveaux « îles d'espoir »<sup>1</sup> en fournissant des prêts minuscules aux pauvres afin qu'ils puissent démarrer ou développer des activités génératrices de revenu et travailler par eux-mêmes leur propre sortie de la pauvreté. Après divers de ses réussites, notamment au sein de la Grameen Bank au Bangladesh en 1976, le microcrédit s'est progressivement répandu, à commencer par les régions rurales des pays du « Sud » (Sample, 2011).

Les services microfinanciers, ainsi que les Institutions de Microfinance (IMF), ont été fondés au départ par un désir de fournir des actifs financiers aux pauvres lorsque le système bancaire traditionnel ne l'intéressait pas et les programmes d'aide étranger n'attendaient pas effectivement les pauvres. Bien que la pauvreté affecte la vie d'un grand nombre de personnes, elle a été insuffisamment abordée : les institutions bancaires traditionnelles qui s'étendent dans la plupart des pays en voie de développement n'ont pas été utiles aux pauvres, au contraire elles ont eu tendance à servir uniquement les élites. Non seulement elles n'avaient aucun intérêt dans le service du pauvre, mais ce dernier était considéré comme non bancable. Dans de nombreux pays, l'immense majorité de la population n'a pas accès au secteur bancaire classique puisque sa capacité d'épargne et ses besoins de crédit sont trop faibles par rapport aux coûts que ces opérations engendreraient pour les banques. Sachant que la majorité des impécunieux sont des femmes, nous pouvons croire que leur double discrimination (le fait d'être femme et d'être pauvre) rend beaucoup plus difficile leur accès aux diverses ressources financières dans plusieurs des pays. Le microcrédit a donc été créé dans le dessein de concevoir un projet de transformation des relations sociales qui vise à inclure les exclus en permettant ainsi à tous de pouvoir sortir

---

<sup>1</sup> Yunus Muhammad, dans son discours conclusif de la plenary celebration du « Global Microcredit Summit » (novembre 2011), décrit la MF comme des îles d'espoir apprues dans un monde de morosité.



de cette misère. Cette stratégie prend plus de notoriété grâce aux Sommets du Microcrédit de 1997 et 2000, cependant, ce qui a contribué majoritairement à sa visibilité a été la consécration faite par l'ONU de l'année 2005 comme « Année internationale du Microcrédit ». L'actuelle popularité de cette stratégie fait que divers discours sont présents sur ce sujet : l'accès aux services financiers semblerait être un élément essentiel pour réduire la vulnérabilité de ces populations face aux aléas de la vie (maladies, décès, etc.) et pour permettre le développement d'un tissu de petites entreprises privées, source de dynamisme économique, de création d'emplois et d'augmentation des revenus<sup>2</sup>. Ceci, tout en intégrant la nouvelle approche participative au développement, basée sur la participation active des populations visées, notamment les femmes jusque-là largement exclues. Les experts du développement mettent ainsi largement en avant, dans un discours global très prometteur, les contributions possibles du microcrédit à la lutte contre les inégalités et à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

## 2.3 LE MICROCRÉDIT : DÉFINITIONS ET PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT

Le microcrédit tel que présenté sur la scène internationale participerait au renouvellement de la pensée du développement en se proposant comme une nouvelle alternative aux approches « classiques » de développement qui menaçaient la légitimité de la coopération internationale au développement. Après avoir expliqué le contexte d'émergence du microcrédit, nous le présenterons dans la partie suivante en exposant ses définitions, ses principes de fonctionnement, ainsi que les acteurs qui sont concernés.

### 2.3.1 Qu'est-ce que c'est le microcrédit ?

Avant de nous intéresser aux modalités de fonctionnement du MC, nous retenons comme nécessaire de nous arrêter d'abord sur la définition des termes utilisés dans ce domaine. Certains organismes ont voulu se diversifier de la stratégie de microcrédit en proposant, outre des micro-prêts, d'autres services financiers destinés aux plus démunis en créant ainsi un nouveau type de secteur désigné par le terme de *microfinance*. A l'origine, le terme *microfinance* était étroitement lié au microcrédit, mais depuis il a évolué pour couvrir toute une gamme de produits financiers : tandis que le MC se limite à une seule activité de la

---

<sup>2</sup> Disponible sur [http://www.afd.fr/home/projets\\_afd/appui-secteur-prive/accessibilite-financiere2/Microfinance](http://www.afd.fr/home/projets_afd/appui-secteur-prive/accessibilite-financiere2/Microfinance).

finance, la MF englobe quant à elle tous les services financiers, autant les prêts, les dépôts, les assurances, les épargnes ainsi que les transferts de fonds. La microfinance se présente ainsi comme moyen qui :

[...] a pour objectif de fournir des services financiers aux personnes à faible revenu. Elle s'inscrit dans une démarche envisageant un monde où les ménages à faible revenu disposeraient d'un accès permanent à des services financiers abordables et de qualité pour financer des activités génératrices de revenus, accumuler des actifs, stabiliser leurs dépenses de consommation et se prémunir contre les risques<sup>3</sup>.

Le MC est donc un des plusieurs services proposés par la microfinance et il désigne « des prêts à petits montants consentis à des groupes d'emprunteurs solidaires ou à des emprunteurs individuels par des institutions qui peuvent être des organisations non gouvernementales, des banques, ou des programmes publics » (Servet, 2006). De manière générale, Dalay-Harris (2006) nous décrit le microcrédit comme l'élaboration d'« une nouvelle stratégie pour combattre la pauvreté dans le monde, en offrant des prêts non garantis à des personnes vivant dans l'extrême pauvreté » (p.1). Ainsi, depuis sa création, son objectif est celui de concevoir un système qui va à la rencontre des pauvres. Pour ce faire, ils ont identifié les obstacles principaux que les personnes pauvres avaient pour obtenir des prêts de la part des banques conventionnelles et les difficultés révélées dans le monde des prêts informels ; ensuite ils ont défini leur cap en invertissant les principes pratiqués par ces bailleurs. De cette manière, le microcrédit et les autres services microfinanciers, en tant que secteurs intermédiaires, comblent un vide entre le secteur bancaire classique et sélectif (formel) qui vise principalement le milieu urbain, et le secteur informel qui s'avère être coûteux et risqué (Gentil, 2003).

### **2.3.2 Qui sont les bénéficiaires ?**

Nous l'avons vu, la microfinance, et plus spécifiquement le microcrédit, cible des populations démunies, discriminées ou à faibles revenus, discriminées du secteur bancaire classique (Laroussi, 2009). Ceci nait en effet pour une population spécifique qui n'a pas les moyens nécessaires pour créer et assurer la survie sur le long terme de leur activité et qui ne peut guère accéder aux prêts des banques « classiques » puisqu'elle est jugée par ces dernières trop risquée en raison de sa difficulté à leur fournir une garantie réelle. Cependant,

---

<sup>3</sup> Disponible sur [www.microfinancegateway.org/fr/what-is-microfinance](http://www.microfinancegateway.org/fr/what-is-microfinance).

la microfinance ne s'adresse pas seulement à des personnes extrêmement pauvres<sup>4</sup>, mais aussi à des petits producteurs. Armendáriz et Labie (2011) nous parlent d'une focalisation quasi universelle sur des clients pauvres, avec une variation de la définition du mot « pauvre » : « some argue that microfinance should focus on the *economically active poor*, or those just at or below the poverty level. (Robinson, 2011) Others, on the other hand, suggest that microfinance institutions should try to reach the indigent (Daley-Harris, 2005) » (p. 22).

Si nous analysons plus dans les détails les caractéristiques constituant la clientèle des institutions de microfinance, nous pouvons confirmer que les femmes sont la cible prioritaire des institutions<sup>5</sup>. En effet, beaucoup des programmes prévoient des actions spécifiques pour ces dernières et une dynamique de féminisation des emprunteurs. Ceci s'explique par la discrimination sociale qu'elles subissent qui fait qu'elles sont plus touchées par le phénomène de la pauvreté, et sont donc ainsi des « bonnes » candidats pour pouvoir bénéficier du soutien des IMF. Une autre raison est le fait qu'elles font profiter leur foyer des prêts qu'elles reçoivent en contribuant ainsi au bien-être de la famille. Autrement dit, l'impact qualitatif des hausses de revenu féminin est plus fort que dans le cas des hommes (Hofmann & Marius-Gnanou, 2005). Privilégier la clientèle féminine est stratégique aussi pour ce qui concerne la « santé » financière des organismes de microcrédit : les femmes se révèlent plus disciplinées face aux attentes des banques et plus sensibles à la pression sociale, comme le démontre le taux de remboursement des emprunteuses qui est nettement supérieur à celui des emprunteurs<sup>6</sup>.

Mais quelles sont au fond les motivations de ces demandes de crédit ? Selon une étude<sup>7</sup> (Buckley, 1997, cité par Montalieu, 2002), la plupart des micro-entrepreneuses (entre 89 et 98 pour cent des cas) démarrent son activité grâce à leurs épargnes personnelles, aidées par des dons et des prêts informels. Puisqu'elles font crédit auprès d'un créancier pour obtenir des liquidités à court terme, le problème majeur qui se pose une fois que l'activité est lancée

---

<sup>4</sup> Selon la définition donnée par Gentil et Servet (2002), les pauvres sont les personnes vivant avec moins d'un dollar par jour.

<sup>5</sup> Aujourd'hui la Campagne du Sommet du Microcredit annonce que le 80 pour cent des clients du microfinance du monde entier sont des femmes (Armendáriz & Labie, 2011).

<sup>6</sup> Un haut taux de remboursement de la part des femmes est communément cru, mais pas bien documenté.

<sup>7</sup> Etude menée sur 610 cas auprès de quatre systèmes de financement décentralisé d'Afrique subsaharienne dont deux au Kenya, un au Malawi et un au Ghana (Buckley, 1997 :1082-86).

est la trésorerie nécessaire pour la survie, voire le développement de l'activité. C'est à ce moment qui entre en jeu le microcrédit, auquel la plupart d'entre elles font appel afin de pouvoir renouveler le stock d'input.

### 2.3.3 Le fonctionnement

Passons maintenant à l'explication du fonctionnement du microcrédit. Nous devons pourtant tenir compte du fait que nous n'aborderons qu'une revue générale de la manière dans laquelle on fait usage de cette pratique et que si nous adoptons un regard plus attentif et particulier, nous remarquerons une application locale variée. En effet, les modalités de fonctionnement varient passablement selon les régions et les institutions de microfinance. Etant donné la variété des moyens par lesquels les activités de MF ont été mises en place dans l'ensemble des expériences, nous pouvons constater qu'il n'existe pas un modèle unique qui s'est imposé comme le modèle inéluctable, dans les faits, il y a des exemples d'échec et de réussite dans chaque modèle (Labie, 2004). En nous arrêtant plus particulièrement sur le service qui intéresse davantage ce travail de mémoire, nous pouvons présenter le MC dans ses deux principales formes : les prêts individuels et les prêts solidaires (ou collectifs)<sup>8</sup> (Servet, 2006). Les premiers sont des prêts classiques selon lesquels la personne, garante de soi-même, reçoit une somme d'argent et doit la rembourser à échéance avec des intérêts. Tandis que les microprêts solidaires sont accordés à un groupe de personnes qui se tournent vers la « garantie collective », c'est-à-dire que les prestataires travaillent avec un groupe d'emprunteurs dont chaque membre garantit les prêts des autres. Ces prêts intragroupes ont été les premiers produits proposés par le secteur de la microfinance. Ici, il convient encore distinguer les crédits où l'institution entretient une relation directe avec chaque membre du groupe, d'une autre variante où c'est le groupe qui gère le prêt et sa répartition, indépendamment de l'IMF. Les *self-help groups* représentent une forme originale du modèle du prêt solidaire, développés en Inde avec le soutien des pouvoirs publics. Le principe change un peu : l'idée ici est que de groupes informels de base de maximum 25 personnes<sup>9</sup> constituent dans un premier temps un épargne qui pourra par la suite donner lieu à des opérations microfinancières autogérées, sous la direction des leaders élus. Par la suite, les membres ont la possibilité de contracter des crédits toujours

---

<sup>8</sup> Dans la même optique, les bénéficiaires sont appelé *emprunteurs individuels* et *emprunteurs solidaires*.

<sup>9</sup> Dans le cadre de la législation indienne, mais le nombre peut changer dans de pays en pays.

plus élevés grâce à la caution solidaire des autres membres, en s'approchant ainsi plus de la tontine mutualiste (Servet, 2006). Après une période de preuve d'« autogestion », le *self help group* peut être éligible pour un *bank linkage*, c'est-à-dire un adossement bancaire. Il peut ainsi emprunter auprès d'une banque et définir par soi-même la répartition du prêt à l'intérieur du groupe. Canaliser le microcrédit par des groupes dits solidaires est devenu un des traits caractéristiques de la majorité des programmes de MC dans les pays du Sud. L'objectif est de réduire les coûts de transaction financière et d'assurer les remboursements de prêts grâce à la pression sociale. Cette approche collective a été privilégiée dans la mesure où les montants des prêts sont très faibles et les garanties matérielles quasi inexistantes. Dans cette logique, chaque cliente ne peut prétendre à un crédit que si elle appartient à un groupe solidaire de taille variable (5 à 50 personnes) selon les IMF et les pays. Ainsi, les femmes forment un groupe pour être habilitées à obtenir un crédit. Le fonds de crédit est déboursé aux membres selon des critères décidés par le groupe lequel se porte caution pour les dettes de chaque membre. La caution solidaire génère des incitations au remboursement et contraint le groupe à se charger de la sélection, de la surveillance et du respect des obligations, qu'habituellement incombait au prêteur. La pression sociale joue donc le rôle de « menace » en incitant l'emprunteur à ne pas adopter un comportement opportuniste (Hofmann & Marius-Gnanou, 2007). Les « groupes solidaires » consentent à substituer les garanties matérielles par la caution du groupe, en jouant ainsi un rôle important pour l'accès au MC des personnes démunies. De même, elles permettent aux institutions prêteuses de faire des économies d'échelle.

En terme opérationnel, le montant du prêt est relativement faible et représente de l'ordre de quelques dizaines de francs jusqu'à plusieurs milliers de francs<sup>10</sup>. Le remboursement s'effectue sur une période relativement courte – de quelques mois à trois ans – à échéance régulière et approchée mensuelle, voire hebdomadaire. Les taux d'intérêts des micro-prêts sont assez élevés et doivent couvrir le coût des fonds à rembourser, le coût des risques de non-remboursement, ainsi que les frais opérationnels et financiers. Le taux est déterminé par plusieurs facteurs : la réglementation locale sur le plafonnement des taux d'intérêt, les frais de fonctionnement, le contexte juridique, économique et technologique, et d'autres

---

<sup>10</sup> Le montant doit être relativisé selon plusieurs facteurs : le pouvoir d'achat de la monnaie locale, le revenu moyen ; le faible montant du prêt n'est pas toujours représentatif du niveau de vie des emprunteurs.

critères<sup>11</sup>. Nonobstant les taux d'intérêt relativement hautes, s'approchant à ceux des crédits bancaires classiques ou des services financiers informels, les résultats du microcrédit semblent être selon Allemand (2011) au rendez-vous : en effet, les emprunteurs, quoique pauvres ou au chômage, remboursent leurs emprunts dans une bonne proportion, environ le 95 pour cent.

#### **2.3.4 Les autres acteurs concernés**

Pour répondre aux besoins de cette clientèle, le monde du microcrédit fonctionne par le biais de plusieurs acteurs qui entrent en jeu avec des rôles et fonctions différents. Nous pouvons y trouver :

- les gouvernements et les organisations internationales qui s'impliquent dans le développement de la microfinance par certaines politiques de développement durable axées sur cette stratégie, mais aussi en accompagnant les banques centrales, les ministères ou encore les collectivités locales ;
- les institutions de microfinance (IMF), c'est-à-dire les structures qui proposent les services financiers, dont le microcrédit, aux populations concernées. Parmi ces dernières nous retrouvons des ONG, des programmes d'institutions internationales, et des banques de microfinance. Elles font office d'intermédiaire entre l'emprunteur et les investisseurs participant à son financement. Elle peut recouvrir par ailleurs d'autres services ou prestations : assistance technique, prêts de matériel, formations, entre autres ;
- les compagnies d'assurances qui assurent les IMF.

Dernièrement, des nouveaux acteurs ont fait leur entrée en développant des programmes d'ouverture de comptes bancaires et en favorisant l'apparition et la diffusion de nouveaux intermédiaires (Fouillet & Morvant-Roux, 2015, cité par Fouillet, Guérin, Morvant-Roux & Servet, 2016) :

---

<sup>11</sup> Disponible sur <https://sites.google.com/site/guidedumicrocredit/le-mecanisme/en-pratique>.

- les banques commerciales dont certaines soutiennent des opérations de microfinance de façon indirecte en passant par les IMF, ou de façon directe en adaptant leurs offres (*downscaling*)<sup>12</sup> ;
- les Etats (pressés par des fondations privées et des organisations internationales).

L'approche du microcrédit en tant que politique de développement repose particulièrement sur la mise en avant d'une politique de genre et notamment sur la notion d'*empowerment*. Parmi les stratégies de développement, et en particulier les programmes de microcrédit, l'*empowerment* et l'approche genre sont devenus des notions clés dans le discours des organisations internationales. Etant donné l'importance de ces deux concepts dans le cadre de notre recherche, nous estimons important de nous arrêter, dans les prochains deux sous-chapitres, sur leur signification et sur le rôle qu'ils jouent dans les approches de développement, notamment dans celui du MC.

#### 2.4 LE RÔLE DU « GENRE » DANS LE MICROCRÉDIT

Les programmes de développement des années 1950 et 1960 n'ont pas profité aux femmes, au contraire, celles-ci se sont appauvries et les inégalités de genre se sont accentuées (Jahan, 1996). Suite à cette constatation, l'ONU a déclaré la période 1975-1985, la décennie pour la femme. Un des sujets à l'ordre du jour lors de la première conférence à l'intention des femmes fut l'accès au crédit (Antrobus, 2007). Cette période a entraîné de nouvelles manières de voir et de penser le développement : on se préoccupe alors des différences liées au genre pour que tous puissent bénéficier dudit développement. C'est sur la base de ce changement que les donateurs internationaux se sont rapidement tournés vers le nouveau paradigme de l'intégration de la femme dans le développement.

Encore aujourd'hui, 30 ans après la fin de la décennie destinée à la femme, les préoccupations concernant l'approche au genre persistent. Bien que les normes aient changé au fil du temps, plusieurs barrières et obstacles demeurent pour ces dernières, spécialement en ce qui concerne la participation aux activités rémunératrices. En 2000, au Sommet du Millénaire des Nations Unies, les pays membres de l'ONU ont adhéré aux

---

<sup>12</sup> « The word *downscaling* expresses the involvement of commercial banks in microfinance, which implies reducing the volume of their affaires by opening to a new even if more risky market niche: poor people and micro entrepreneurs » (Segrado, 2005 cité par Bounouala et Rihane, 2014).

objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Des huit objectifs, le troisième, « promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes » (Nations Unies, 2005), est en lien direct avec cette problématique de l'*empowerment* des femmes. Pour arriver à aboutir au troisième objectif du Millénaire, le « microcredit now has become a central part of many women-focused development projects and numerous strategies have been developed to provide women with access to the missing piece of development, that is, credit » (Rahman, 1999 : 16).

## 2.5 LA NOTION DE « EMPOWERMENT »

Le concept d'*empowerment* est de plus en plus souvent vanté sur la scène internationale lorsque l'on parle de lutte contre la pauvreté. En effet, la pauvreté et le manque d'autonomie vont de pair : l'incapacité de combler ses propres besoins fondamentaux entraîne de la subordination par rapport à des personnes possédant le pouvoir de les satisfaire. « Elle élimine donc la possibilité d'un véritable choix », nous explique Kabeer (2005 : 213). Le terme *empowerment* se traduit alors par le « processus de renforcement de la capacité des individus ou des groupes à faire des choix volontaires et à transformer ces choix en actions et résultats » (Aslop & Alii, 2006, cité par Calvès, 2009 : 742). L'idée renvoie à la capacité des individus à agir pour assurer leur bien-être ou leur droit de participer à des décisions qui les concernent. Cela implique, non seulement un accroissement de capacités des individus à faire des choix, mais également un ajustement des relations sociales pour que la capacité de faire ces choix se transforme en actions. La Banque mondiale (2001), dans son rapport « World Development Report 2001-2002 : Attacking Poverty » explique : « empowerment signifie que les pauvres disposent de moyens d'influencer sur les institutions d'état qui jouent un rôle dans leur existence en participant à la vie politique et aux processus de décisions locaux » (p. 46). Par cet énoncé, la Banque mondiale reconnaît explicitement avec la notion d'*empowerment*, la dimension politique du pouvoir (Wong, 2003, cité par Calvès, 2009). Il s'agit donc d'un changement des relations de pouvoir en faveur des communautés d'une catégorie spécifique d'individus, celle des pauvres, jusqu'à là marginalisées dans les prises de décisions concernant leurs destins (Sen, 1997). Suivant ces explications, nous tirons la conclusion que la conception du terme *empowerment* peut être double : il peut être porteur de changements sociaux où l'intérêt est de voir les rapports de pouvoir se transformer pour revenir entre les mains des plus démunies, mais nous pouvons aussi le traduire comme un processus individuel où la personne travaille sur elle-



même pour acquérir du pouvoir. Cette dernière interprétation est celle qui prévaut dans les discours des organisations internationales, spécialement celui de la Banque mondiale (Guérin & Palier, 2005).

La vision des premières théories sur lesquelles le concept se base, donne importance à l'opinion des opprimés. Dans ce contexte, ces derniers, les plus vulnérables, sont encouragés à prendre conscience de leurs conditions d'oppressés, de cette manière l'*empowerment* joue le rôle de moyen d'expression et de renversement de la domination dont ils sont l'objet. Il faut également tenir compte que l'émergence de ce concept se fait dans un contexte favorable, c'est-à-dire durant les années 1960, lorsqu'on assiste aux premières critiques des planifications *top-down* des grandes institutions, et au moment où s'exprime la volonté de prendre en compte la dimension sociale du développement. La revendication d'un modèle de développement *bottom-up*<sup>13</sup> par lequel on vise le renforcement du pouvoir des individus comme éléments central des modèles de développements alternatifs, va de pair avec l'instauration du concept d'*empowerment*.

Nous l'avons vu, cette notion est très large et peut revêtir plusieurs interprétations. Elle peut être considérée comme l'acquisition du droit de parole et de la reconnaissance sociale ; elle peut aussi faire référence aux structures décisionnelles et ainsi qu'à un processus égalitariste entre genres (Hofmann & Marius-Gnanou, 2005). Si nous nous arrêtons sur l'aspect genre, nous remarquons que le concept d'*empowerment* est de plus en plus souvent vanté sur la scène internationale lorsque nous y faisons référence. L'émergence du terme d'*empowerment* dans le discours féministe est issu notamment des mouvements activistes sociaux féministes. Jusque-là, les programmes de développement concernant les femmes postulaient que le problème était l'intégration insuffisante de ces dernières au processus de développement. Ces femmes féministes revendiquent ainsi un changement du système impliquant la transformation radicale des structures économiques, politiques, légales et sociales. Pour les activistes la transformation des relations de pouvoir entre individus se fait principalement sur trois fronts : la remise en cause de l'idéologie qui légitime les inégalités, un changement des modalités d'accès aux ressources et enfin une

---

<sup>13</sup> Par exemple par le projet Tiers système, lancé en 1976 par la « Fondation internationale pour un autre développement » (IFAD en anglais).

transformation des institutions et structures qui renforcent la domination masculine. Vu l'intérêt porté aux femmes dans le cadre de cette recherche, nous avons choisi d'utiliser le paradigme de *l'empowerment féministe* exposé par Mayoux (1998) comme cadre d'analyse, ce concept formant la clé de lecture des données empiriques de notre enquête de terrain. L'*empowerment* féministe se présente ainsi de la manière suivante :

[...] vu comme un processus de changement individuel interne (Je pouvoir en), d'augmentation des capacités (le pouvoir de) et la mobilisation collective des femmes, et des hommes quand c'est possible (Je pouvoir avec), dans le but de remettre en cause et de changer la subordination liée au genre (le pouvoir sur). (Mayoux, 1998 : 76)

Cette grille d'analyse nous paraît inclusive car les différents types de pouvoirs sont pris en compte. Ce faisant, si une femme acquiert ou prend en charge tous ces pouvoirs, les relations de genre en seront forcément transformées et la femme acquerra ainsi plus d'autonomie.

Si nous orientons notre attention à l'*empowerment* en rapport au MC, nous constatons, en analysant les programmes et la littérature sur le microcrédit, qu'il n'existe pas d'unanimité au sujet de la nature de l'*empowerment* visé. Mayoux (1998 : 73-97) distingue trois axes :

- l'« *empowerment* économique individuel » : ici, l'idée est que l'accès au MC puisse permettre aux femmes bénéficiaires d'améliorer leur revenu et ainsi d'accroître leur contrôle sur ce gain et les richesses impliquées ;
- l'« *empowerment* par l'amélioration du bien-être » : l'utilisation du MC serait, selon ce deuxième axe, un outil permettant à ses bénéficiaires d'augmenter leur bien-être et celui de leur foyer, et parfois, aussi de renouveler leur rôle au sein de la famille et de l'entourage ;
- l'« *empowerment* social et politique » : par ce type d'*empowerment* la personne possède les compétences nécessaires pour contester et modifier les inégalités de genre pour ensuite aller bien au-delà des deux premières sortes d'*empowerment*.

Ces trois aspects ne sont pas indépendants, mais au contraire fortement liés entre eux. Il semble ainsi exister la possibilité d'associer le concept d'*empowerment* avec le MC pour avoir des résultats qui dépassent le simple côté financier, et montrent « evidence of significant potential for micro-finance to enable women to challenge and change gender inequalities at all levels if there is a strategic gender focus » (Mayoux, 2006 : 2).

### 3 LE MICROCREDIT, MYTHE OU REALITE ? LES DISCOURS SUR LA SCENE INTERNATIONALE

---

*« We believe that poverty does not belong in a civilized human society. It belongs in museums. This [Microcredit] Summit is about creating a process which will send poverty to the museum. Only sixty-five years after the twelve-second flight of the Wright brothers, man went to the moon. Sixty-five years after this Summit, we will also go to our moon. We will create a poverty-free world »*

Yunus, Discours plénière lors du premier Sommet du Microcrédit (1997)

Dans le domaine de la contribution au développement, le microcrédit a pris une place de plus en plus importante dans ces dernières décennies, au point d'être devenu un mythe, le prodigieux outil de développement utilisé dans la majorité des régions pauvres du globe. Il est paré de nombreux atouts puisqu'on lui attribue tantôt des capacités en matière de financement pour les personnes exclus des circuits financiers traditionnels, tantôt des avantages en matière de resocialisation et de lutte contre la pauvreté. De ce fait, le microcrédit, et la microfinance en générale, sont présentés sur le plan international comme un renouvellement de la pensée du développement. A travers l'analyse des discours et documents officiels présentés par des organismes de coopération internationale au développement et les auteurs spécialistes de ce domaine, nous nous intéresserons dans ce chapitre au microcrédit<sup>14</sup> tel que présenté sur la scène internationale. Nous tenterons de montrer les visions et les espoirs attribués à la microfinance afin de pouvoir les confronter par la suite à la réalité locale observée sur le terrain. Pour terminer, nous irons exposer les principales critiques avancées par nombre d'auteurs. Avant d'entrer dans le cœur du sujet, nous estimons nécessaire de commencer d'abord par les origines du microcrédit, en s'arrêtant au fur et à mesure sur les événements historiques plus marquants de son parcours historique.

---

<sup>14</sup> Nous porterons surtout notre attention sur le service du microcrédit, en analysant néanmoins d'une manière plus générale les autres pratiques microfinanciers.

### 3.1 ORIGINE ET ÉVOLUTION DU MICROCRÉDIT

Nous l'avons vu, suite à l'échec de l'aide internationale au développement apparu durant les années 1950-1960, une nouvelle approche au développement apparaît dont l'idée n'est plus celle d'assister les bénéficiaires de l'aide, mais de les faire participer activement à leur propre développement, en incluant une partie de la population souvent exclue jusqu'à ce moment-là, notamment les femmes. Dans l'optique que la cause principale de l'existence de la pauvreté est un manque des ressources de financement pour se munir des moyens de production (nécessaires pour l'amélioration du style de vie), nous assistons à l'émergence de la pratique du microcrédit, et plus généralement de la microfinance. L'exemple symbolique de cette apparition, malgré qu'il ne soit pas le fondateur de cette pratique<sup>15</sup>, est celui de la « Grameen Bank », basée au Bangladesh, que nous irons maintenant découvrir par une brève présentation de son parcours de création, en se basant principalement sur deux sources<sup>16</sup>. En 1974, suite à la guerre civile, au Bangladesh la pauvreté devient plus visible à cause d'une grande famine qui fait rage dans le pays. Afin de pouvoir continuer à mener l'activité génératrice des moyens de subsistance, certains pauvres adhèrent à un système de prêts informels : des usuriers font un crédit aux nécessiteux en échange d'esclavage et avec des conditions de prêts inacceptables (p.ex. taux d'intérêt très haut). Yunus Muhammad, qui était autrefois professeur universitaire d'économie au Bangladesh, décide de s'impliquer dans la vie de ces personnes en participant financièrement : il prêt lui-même de petites sommes d'argent aux plus démunis qui vivaient une vie précaire. Les réactions positives immédiates de la part des bénéficiaires et la conviction de pouvoir radicalement améliorer la condition du monde rural au Bangladesh, poussent Yunus à proposer de tels prêts à grande échelle. Lorsque les banques refusent à cause de la non-solvabilité des pauvres, la création d'un service de microcrédit prend la place d'intermédiaire entre les bénéficiaires et les banques en faisant de garant pour ces prêts. Peu à peu, cette nouvelle banque qui ne prête qu'aux pauvres suscite l'attention des élites politiques et socio-économiques du pays. Le projet s'étend très rapidement dans tout le Bangladesh et quelques temps plus tard, en 1983, il se convertit officiellement en banque

---

<sup>15</sup> Avant la création de la Grameen Bank, l'idée de la microfinance avait déjà été testé dans d'autres régions du Bangladesh et d'autres pays du globe, toutefois ces expériences n'avaient pas été diffusé et promu autant que la Grameen Bank.

<sup>16</sup> Yunus, M. (2010) « Le microcrédit et l'entreprise sociale pour un monde sans pauvreté », discours durant une conférence organisée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI); Yunus, M. (2007). *Banker to the Poor*. Penguin Books India.

indépendante et obtient du gouvernement le statut formel d'institution financière. C'est ainsi qu'on voit naître la « Grameen Bank », « la banque de village » en bengali, une des premières banques officielles de microcrédit.

Durant les années 1980, parallèlement au développement de la Grameen Bank, d'autres organismes<sup>17</sup> de microcrédit se sont mises en place sans forcément reproduire le modèle d'affaire employé par Yunus. Ces premières institutions de MC ont inspiré un grand nombre de pays : en effet, à partir des années 1990 cette stratégie commence à se diffuser à travers le monde en contribuant à focaliser l'attention de l'opinion publique et des gouvernants confrontés à l'essoufflement de l'aide au développement. Des nombreuses institutions s'approprient et réinventent les pratiques de microfinance dans d'autres régions du monde, tantôt dans les pays en voie de développement, tantôt dans les pays industrialisés en faveur des populations marginalisées. Par la constitution des programmes d'ajustement structurel (PAS) et les mouvements migratoires internes, nous assistons à des phénomènes de pauvreté endémique en zone urbaine, accélérant ainsi l'informatisation d'une partie de l'activité (Montalieu, 2002). Les services bancaires destinés aux pauvres se sont généralisés à l'ensemble des zones et la microfinance en tant qu'outil de développement prend effectivement son essor à partir de ce moment.

La forte participation au *Sommet du Microcrédit* de Washington<sup>18</sup> de 1997, et son lancement d'une campagne mondiale avec le but d'atteindre 100 millions des familles pauvres avec le microcrédit avant 2005, a contribué davantage à la visibilité de cette stratégie. Aussi, le microcrédit et la lutte contre la pauvreté entretiennent un lien étroit suite à formulation du rapport de l'Assemblée Générale des Nations Unies de 1997, présenté de la manière suivante :

[...] Also noting that microcredit programmes have proved to be an effective tool in freeing people from the bondage of poverty, and have led to their increasing participation in the mainstream economic and political process of society. Recognizing that microcredit programmes, in addition to their role in the eradication of poverty, have also been a contributing factor to the social and human development process. (UN Resolution : General Assembly Resolution 52/194)

---

<sup>17</sup> Le domaine de la microfinance a été lancée par des ONG spécialisées et des banques commerciales telles que la Grameen Bank (Bangladesh), BRI- Unit Desa (Indonésie), K-Rep (Kenya) et Prodem/BancoSol (Bolivie) parmi d'autres (Serageldin et Steeds, 1997).

<sup>18</sup> Disponible sur [www.microcreditsummit.org](http://www.microcreditsummit.org).

En proclamant ainsi la contribution positive du microcrédit pour la réduction de la pauvreté et le développement humain, ce rapport marque le premier pas vers la promotion de cet outil de développement au niveau mondial. Par la suite, les organisations internationales saisissent l'occasion du tournant du millénaire pour apporter un souffle nouveau aux thématiques du développement et de la lutte contre la pauvreté. En effet, le tournant 2000 est marqué par la tenue du *Sommet du Millénaire* par les Nations Unies<sup>19</sup>, achevé par la Déclaration du Millénaire qui fixe les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). A l'occasion du nouveau millénaire, le monde se trouve face à un nouvel agenda pour la lutte contre la pauvreté, dont la cible principale est de réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015. En 2005 l'ONU consacre l'année au microcrédit, elle devient ainsi l'*Année Internationale du Microcrédit*. Ceci fait appel pour réunir membres d'Etats, agences des Nations Unies et les partenaires de la microfinance dans leur intérêt commun de promouvoir et développer des secteurs financiers inclusifs à travers le monde. Le microcrédit a désormais ses forums et rendez-vous ponctuels pour promouvoir et débattre des défis auxquels il doit faire face. De ce fait, la visibilité croissante du microcrédit en tant qu'instrument de lutte contre la pauvreté s'inscrit dans un contexte international bien précis.

Par ailleurs, depuis les années 1980 plusieurs centaines d'organismes de microfinance ont été créés dans des pays développés. Pour une fois n'est pas coutume : la microfinance apparaît comme une invention originale issue de surcroît de pays du « Sud » et s'est diffusée vers le « Nord » en témoignant ainsi d'un passage de la capacité de ces derniers à apporter des solutions probantes aux pays du « Nord ». De manière générale, Abraham et Raufflet, (2008) estiment que c'est surtout dans les pays anglo-saxons que la microfinance est la plus développée « au Nord » suivis par la France et le Québec. Toutefois, comme ces mêmes auteurs nous l'expliquent bien (2008), c'est très difficile de se faire une idée précise du nombre d'institutions de microfinance en activité dans le monde<sup>20</sup>, ceci s'explique par exemple par le fait que les chiffres disponibles peuvent varier selon la définition que l'on donne d'une institution de microfinance.

---

<sup>19</sup> UN Resolution : General Assembly Resolution A/res/55/2.

<sup>20</sup> Malgré la difficulté de donner un nombre précis d'institutions comme Abraham et Raufflet (2008) avouent, Servet (2006) nous révèle le chiffre de 7000 institutions de microfinance dans le monde, comptant environ 90 millions d'emprunteurs actifs.

## 3.2 OBJECTIFS DE LA MICROFINANCE

*« Sustainable access to microfinance helps alleviate poverty by generating income, creating jobs, allowing children to go to school, enabling families to obtain health care, and empowering people to make the choices that best serve their needs. The stark reality is that most poor people in the world still lack access to sustainable financial services, whether it is savings, credit or insurance. The great challenge before us is to address the constraints that exclude people from full participation in the financial sector »*

Kofi Annan, Discours lors du lancement de l'année internationale du Microcrédit 2005 (UN, 2003<sup>21</sup>)

Concernant les objectifs de la microfinance, déclarés sur la scène internationale, nous entendons beaucoup parler d'outil pour améliorer les conditions de vie des populations vulnérables (Allemand, 2011) ou encore comme dispositif « d'assistance aux pauvres particulièrement efficace, dans la mesure où on considère généralement qu'elle permet d'améliorer leurs moyens d'existence, de réduire leur vulnérabilité et de stimuler l'autonomie sociale aussi bien qu'économique » (Parker, 2001 : 1). Tels sont les enjeux qui prétendent relever la microfinance. Mais de quoi s'agit-il précisément ? Quels sont les enjeux principaux nécessaires pour « améliorer les conditions de vie des plus démunis », but ultime du microcrédit selon Allemand ? Si nous nous arrêtons davantage sur les attentes du microcrédit telles que présentées dans les documents officiels qui affichent les objectifs du microcrédit et recommandent les stratégies de mise en œuvre appropriées, nous pouvons distinguer les objectifs suivants.

### 3.2.1 Lutte contre la pauvreté

Comme on l'a vu précédemment, le microcrédit a pris beaucoup d'ampleur et de notoriété depuis les années 1990. Depuis, on parle de plus en plus de cette stratégie comme d'un outil pour éradiquer la pauvreté et encourager un nombre important de personnes, surtout les familles les plus pauvres, à utiliser leur potentiel et leurs habiletés pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Ici, on prête aux femmes d'abord, car ce sont elles qui font partie de la population la plus pauvre, mais aussi, parce qu'elles sont généralement responsables du bien-être de la famille. Les tenants de cet idéal croient que le MC va apporter des bénéfices dû au fait que les femmes augmenteront leur bien-être et celui de leur famille.

---

<sup>21</sup> Disponible sur <http://www.un.org/press/en/2003/dev2452.doc.htm>.

Le lien entre l'accès au microcrédit et l'éradication de la pauvreté est argumenté par la plupart des auteurs et documents de la manière suivante : les prêts ont un impact positif sur la situation professionnelle, voire économique, des emprunteurs ; à son tour, ceci se traduit sur la possibilité de satisfaction de leurs besoins fondamentaux qui mène à l'amélioration de leur qualité de vie (Guérin, 2002). Gloukoviezoff et Rebière (2013) nous montrent cette idée par le biais de leur enquête : l'accès au service financier permettrait l'accroissement des revenus des clients en générant en conséquence une baisse de la proportion de la population vivant en état de pauvreté. Bien que lier avec certitude microcrédit et sortie de la pauvreté soit délicat, leur étude cherche à nous expliquer l'impact positif du microcrédit sur la qualité de vie des bénéficiaires. Certains auteurs (Littlefield, Morduch et Hashemi, 2003) défendent cette idée de la manière suivante :

Microfinance allows poor people to protect, diversify, and increase their sources of income, the essential path out of poverty and hunger. The ability to borrow a small amount of money to take advantage of a business opportunity, to pay for school fees, or to bridge a cash-flow gap, can be a first step in breaking the cycle of poverty. (Littlefield *et al*, 2003 : 2)

L'argument selon lequel la microfinance serait une stratégie pour libérer les pauvres du cercle vicieux de la pauvreté pour les rendre ainsi participants du monde socio-économique de la société était déjà constitutif de l'Assemblée générale de l'ONU de 1997 :

Noting that in many countries of the world, microcredit programmes, by providing access to small loans to people living in poverty, have succeeded in generating productive self-employment. Also noting that microcredit programmes have proved to be an effective tool in freeing people from the bondage of poverty, and have led to their increasing participation in the mainstream economic and political process of society. (United Nations-General Assembly Resolution 52/194)

Dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) on ne fait pas toujours spécifiquement référence à la microfinance, toutefois, l'accès et le développement de services financiers sont des sujets présents dans plusieurs recommandations sur lesquelles les acteurs du développement insistent beaucoup afin d'atteindre les OMD fixés : « while the MDGs do not formally sets targets for financial sector access, low-income countries need microfinance to achieve the MDGs. Microfinance underpins the achievement of many MDGs and plays a key role in many MDG strategies » (UNCDF, 2005 : 3). La microfinance représenterait donc un outil au service du progrès comme l'explique le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon dans son rapport de 2010 (Nations Unies, 2010) sur le microcrédit : à son avis, elle peut servir de vaste plate-forme de développement qui permettra de concourir à la réalisation des objectifs pour le millénaire du développement.



Malgré le fait qu'aujourd'hui les publications sur les résultats de la microfinance soient peu nombreuses vu le bilan mitigé et hétérogène<sup>22</sup>, les spécialistes s'accordent pour reconnaître que le microcrédit améliore la gestion des budgets familiaux et stabilise les petites activités entrepreneuriales, rendant ainsi les familles moins vulnérables, « more likely to go to school and stay in school longer » (Littlefield *et al.*, 2003 : 19). De plus, ces auteurs continuent, « households of microfinance clients appear to have better nutrition, health practices, and health outcomes than comparable non-client households » (p. 19). De même, bien que les discours sur l'éradication de la pauvreté articulés autour des OMD ne font pas toujours spécifiquement référence à la microfinance, cette stratégie était reconnue comme un moyen possiblement efficace pour améliorer avant 2015 les différents indicateurs de progrès socio-économiques, en particulier pour la lutte contre la pauvreté dans le monde.

### **3.2.2 Inclusion financière**

D'après Muhammad Yunus, chacun d'entre nous est ainsi un entrepreneur en puissance et le microcrédit serait un dispositif s'intégrant dans une nouvelle approche voulant donner « la preuve que les déshérités sont des opérateurs économiques comme les autres » (2007, cité par Laroussi, 2009 : 502-503). Selon cette vision, Yunus estime que la seule chose séparant une femme pauvre d'un directeur d'entreprise serait l'accès au capital à son avis (Duflo, 2010). Les outils de la microfinance cherchent ainsi à braquer les projecteurs sur les causes de la pauvreté, à savoir l'exclusion ou la marginalisation du système bancaire et financier. Ainsi, durant les dernières décennies, un changement de paradigme s'est produit au sujet de la finalité du microcrédit : on est passé d'arguments sur la lutte contre la pauvreté à une légitimation par la nécessité d'une large inclusion financière des populations (Servet, 2015, cité par Fouillet *et al.*, 2016). Cet objectif lié à l'autonomie financière vise les petits entrepreneurs, « the bankable poor » (Mayoux, 2006 : 7), à qui les banques conventionnelles ne prêtent pas. Etre exclus et n'avoir pas d'accès aux services financiers et bancaires dans un monde comme celui de nos jours qui est fondé sur l'importance de la

---

<sup>22</sup> Les raisons de ce constat sont liées à plusieurs difficultés parmi lesquelles : difficulté à généraliser des données qui restent très locales ; à prélever l'impact direct et indirect du microcrédit au sein du circuit complexe de son utilisation par son bénéficiaire ainsi que à mesurer le non-quantitatif (p.ex. augmentation de la confiance en soi et en l'avenir, socialisation etc.). Disponible sur [blog.babyloan.org/non-classe/les-objectifs-du-millenaire-pour-le-developpement-et-le-microcredit.html](http://blog.babyloan.org/non-classe/les-objectifs-du-millenaire-pour-le-developpement-et-le-microcredit.html).

financiarisation et les relations marchandes, est un facteur aggravant. Servet (2010) nous explique que « être éloigné des services financiers ne permet pas aujourd'hui d'être libre, compte tenu du besoin devenu commun d'accéder à ces services pour gérer de façon intemporelle ressources et dépenses, se protéger contre divers aléas, se déplacer, etc. » (p. 208). Et, étant donné le taux d'inclusion financière, mesuré par l'accès aux services bancaires, dans certains pays, notamment en Afrique et dans les zones rurales, « l'extension et la diversification de l'offre de services financiers constituent une impérieuse nécessité » (Servet, 2010 : 208).

### **3.2.3 Empowerment des pauvres et des marginalisés, notamment les femmes**

Dans le discours de la microfinance, les services microfinanciers sont considérés comme un point d'entrée pour un *empowerment* économique, social et politique des populations marginalisées. Le MC s'inscrit ainsi dans une logique qui renvoie à l'idée du renforcement de la « capacité »<sup>23</sup> des pauvres et des exclus et à une rupture du manque de pouvoir pour faire place à l'implication de ces populations dans les décisions qui les concernent, pour qu'ils puissent faire entendre leur voix et défendre leurs intérêts (Lavigne Delville, 2011). L'accès aux services financiers représente également une possibilité pour les personnes en situation de pauvreté de réaliser leur potentiel pour pouvoir créer une activité économique ou développer un entrepreneuriat générateur de revenu. En effet, le microcrédit a avant tout pour but de donner aux personnes dans le besoin les moyens de s'autofinancer et de sortir de l'assistanat. De ce fait, ce que les promoteurs de la microfinance retiennent comme souci commun est celui de sortir d'une approche caritative de façon à rendre leur dignité aux populations pauvres en leur permettant de vivre de leur activité. Cette idée est à la base des pensées de Yunus qui nous sont exposées dans le quotidien français la *Libération* : « l'aide sociale seule n'est pas une solution. Elle prive les gens de leur dignité. Il faut leur donner l'occasion de sortir d'un système d'assistés... » (Allemand, 2011 : 7). En somme, le microcrédit revient à proclamer du crédit, pas de l'aide.

---

<sup>23</sup> La « capacité », « capability » en anglais, est une notion développée par le travaux de l'économiste indien Amartya Sen. Comme nous l'avons vu, elle recouvre « les divers combinaisons de fonctionnements (états et actions) que la personne peut accomplir. La capacité est, par conséquent, un ensemble de vecteurs de fonctionnements qui indiquent qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie » (Sen, 2000 : 65-66).

Cette pratique est également évoquée dans les approches sur le genre comme un outil d'*empowerment* favorisant le droit à la parole et à la reconnaissance sociale pour les femmes, en développant progressivement leur capacité d'autonomisation (Jaquet, 1995, cité par Laroussi 2009 ; Palier, 2006, cité par Laroussi 2009). Il « implique la capacité de changer et de remettre en cause la soumission des femmes : *l'empowerment* des femmes dépasse alors le domaine économique, et il représente plus que l'amélioration du bien-être » (Hofmann & Marius-Gnanou, 2004, [en ligne]). Le but serait vraiment de transformer les relations de pouvoir dans la société, autant au niveau macro (communauté et société) qu'au niveau micro (individu). Ce qui veut dire que l'on travaille pour que les femmes aient un sens de l'autonomie et qu'elles prennent conscience des discriminations culturelles et politiques à leur égard : « access to financial services can empower women to become more confident, more assertive, more likely to participate in family and community decisions, and better able to confront systemic gender inequities. But such empowerment is by no means automatic » (Littlefield *et al.*, 2003 : 19).

### **3.2.4 Création d'emplois durables et développement de l'entrepreneuriat local**

La difficulté principale pour la création d'une activité de type entrepreneurial est en termes économiques : en absence de moyens financiers, le développement du secteur privé s'avère être une utopie. En suivant cette logique, l'espoir de la microfinance est celle de servir pour surmonter cet obstacle pour permettre de contribuer au développement du secteur privé :

Microfinance is the progenitor of local private sector development. Microfinance feeds small and medium enterprise development, both propelling the growth of micro enterprises but also fuelling the expansion of suppliers and vertical infrastructure needed by larger businesses. Because microfinance creates increased wealth for low-income individuals, it also creates new consumers and markets for businesses of all sizes. (UNCDF, 2005 : 8)

En plus de cela, les supporteurs de la MF disent se préoccuper de créer des emplois qui soient générateurs de revenus et qui permettent à long terme de rendre ses utilisateurs indépendants économiquement et dans la gestion de l'activité, comme l'institution Metemamen MFI<sup>24</sup> l'expose dans ses objectifs : « providing loans to enable them to invest in productive activities and generate income to help themselves and their families and

---

<sup>24</sup> Une des IMF faisant l'objet de notre étude.

further reinvest it in more productive ventures. [...] Mobilizing resources through saving and generating income to achieve operational and financial self-sufficiency so as to decrease dependence on external resources ». La réussite de ces objectifs faciliterait, selon les plus optimistes, l'intégration progressive des travailleurs informels dans l'économie formelle : « Access to quality financial services, in particular microfinance, to bring informal enterprises into the formal economy is critical » (UNCDF, 2005 : 6).

### **3.2.5 Participation communautaire au développement local**

En suivant l'idée de l'*empowerment*, les populations devraient réussir à développer leur propre autonomie et le pouvoir de prendre en charge leur propre développement. Le microcrédit contribuerait donc à un développement *bottom-up*, par la volonté de la population locale et non par une imposition par le haut (*top-down*).

So microfinance institutions were created as a way to offer credit in the form of tiny loans to poor people to allow them to start or expand tiny self-employment businesses that would allow them to work their way out of poverty. (Sample, 2011 : 2)

Dans cette même perspective, les communautés deviennent les acteurs de leur développement vu qu'elles connaissent leurs difficultés ainsi que les besoins et les moyens pour pouvoir les surmonter. En d'autres termes, l'échec des programmes d'assistance, accusés de pénaliser l'esprit d'initiative laissent place à une responsabilisation des pauvres en leur donnant les moyens de prendre des initiatives. Nous sommes ici dans une nouvelle approche de l'aide au développement où l'idée est celle d'aider les gens à s'en sortir tous seuls (Guérin, 2002) :

Microfinance clients manage their cash flows and apply them to whatever household priority they judge most important for their own welfare. Thus microfinance is an especially participatory and non-paternalistic development input. Access to flexible, convenient, and affordable financial services empowers and equips the poor to make their own choices and build their way out of poverty in a sustained and self-determined way. (Littlefield *et al.*, 2013 : 1)

### 3.3 LA DESILLUSION DU MICROCREDIT

*Les Sommets du microcrédit se sont donné pour mission de « vendre » l'outil auprès des bailleurs de fonds. Pour cela, ces promoteurs n'hésitent pas à en louer les multiples vertus et à faire des promesses de plus en plus démesurées, au risque d'adopter un discours non seulement simpliste mais encore dangereux puisque les engagements sont difficilement tenables. Éduquer les bailleurs de fond à une approche plus réaliste serait de toute évidence un moyen plus efficace d'assurer un développement sain et durable de la microfinance.*

Guérin (2002 : 867)

Dans les discours des institutions internationales de développement, le microcrédit est perçu comme une stratégie prometteuse de changements face aux inégalités auxquelles sont soumis les plus vulnérables. Ce paradigme est source de multiples critiques avancées par plusieurs opérateurs du développement qui dénoncent un succès illusoire. Ceux-ci relèvent un décalage important entre les discours qui dominent sur le plan international et la réalité plus complexe de la contribution positive de cet outil. Ces multiples espoirs et promesses attribués au microcrédit nous obligent à nous arrêter sur les critiques exposées par les auteurs réticents afin de déconstruire le discours complexe qui en résulte et tenter de révéler quelques unes des ambiguïtés cachées dans le « mythe » du microcrédit. Nous porterons donc un regard sur les critiques généralement énoncées quant à l'efficacité du microcrédit.

Alors que le jury Nobel justifie son choix en argumentant que le microcrédit contribuerait à la réduction de la pauvreté et à un développement de l'approche *bottom-up*, élément essentiel de la démocratie et des droits de l'homme, selon certains auteurs (Fouillet *et al.*, 2007) estiment que « si affirmer que la pauvreté et le défaut de démocratie exacerbent et nourrissent les conflits est tout à fait légitime, en revanche affirmer que le microcrédit y contribue fortement est totalement erroné » (p. 333). Contrastant avec les évolutions fort favorables, nous devons également souligner l'émergence de réflexions beaucoup plus critiques quant aux avantages offerts par le microcrédit et les autres stratégies microfinancières. Nous pouvons principalement repérer quatre types de critiques ou problèmes qui sont le plus fréquemment évoqués. Meade (2001) les résume comme suit : un premier problème concerne la manière inappropriée de l'utilisation du MC, le deuxième c'est qu'il n'atteigne pas fidèlement les pauvres des pauvres de la société. Meade expose également le risque de dépendance de ce dispositif au lieu de l'utiliser comme moyen pour se soustraire de la pauvreté. La dernière critique nous rend attentifs du fait que le succès de réduction de la pauvreté peut ne pas se préserver sur la durée.

### **3.3.1 Le poids de la dette**

La première critique que nous pouvons faire au MC est la difficulté à faire du profit avec un prêt étant donné que lorsque l'on emprunte on doit rembourser avec des intérêts. Et dans ces cas, si un client n'arrive pas à rendre son investissement assez rentable pour rembourser le crédit avec ses intérêts, « the money to repay the loan must come from reduced consumption or borrowing from some other source, usually on worse terms » (Meade, 2001, [en ligne]). Dans ces termes, le prêt devient plus un handicap qu'une aide réelle aux emprunteurs. Dans un tel contexte le moindre aléa (plusieurs journées d'arrêt de travail, dépenses inattendues, problèmes de santé ou dans les pires des cas le décès), aggrave l'endettement et la dépendance des familles et transforme le programme en véritable cercle vicieux à pauvreté.

### **3.3.2 Les cibles du microcrédit : les plus riches des pauvres**

Une deuxième critique est que le microcrédit n'atteint pas fidèlement les plus pauvres de la société comme il est affirmé publiquement. Le MC s'adresse aux personnes vulnérables, toutefois plusieurs auteurs (Guérin & Servet, 2004 ; Brunel, 2008) estiment qu'à en tirer profit ne seraient pas les « vraies pauvres ». Une étude effectuée par la Banque interaméricaine de développement (BID) démontre que ce ne sont pas tous les microentrepreneurs qui sont pauvres : « the percentage of poor microentrepreneurs varies by country, and is highest in the poorest countries » (Gulli, 1998 : viii). D'après Gentil et Servet (2002), ceci s'explique par un changement d'attitude de certains bailleurs de fonds lesquels décident de se canaliser plutôt vers des créneaux les plus visibles et rentables, comme les petits entrepreneurs urbains, et sont tentés d'abandonner le secteur rural, où un engagement de longue durée est requis afin de remporter l'équilibre financier. Deuxièmement, « le microcrédit dans sa formule classique permet aux personnes vulnérables de prévenir un certain nombre de risques en les aidant à diversifier leurs sources de revenu et à accumuler un capital, mais ne leur permet pas d'amortir les risques lorsqu'ils surviennent » (Guérin & Servet 2004 : 25) ce qui ne correspond qu'en très modeste partie avec l'objectif « officiel » de lutte contre la pauvreté et plus particulièrement contre l'extrême pauvreté.

D'après Meade, puisque les pauvres ont souvent plus de contraintes, ils sont plus souvent malades ou ils ont très peu d'éducation, ces facteurs « prevent them from investing the loan in high-return activity » (Meade, 2001, [en ligne]). Les Nations Unies, mentionnent que

dans de telles situations, le microcrédit n'est pas approprié car les clients pourraient ne pas être en mesure de rembourser leur prêt (2004). Les plus pauvres auraient simplement besoin de très petits prêts qui ne sont même pas rentables pour les IMF. Dans la plupart des cas, les IMF dépendent d'une aide extérieure, sans laquelle elles ne pourraient pas survivre étant donné les hauts coûts de transactions, car les programmes d'entraînement sont trop dispendieux et font augmenter les coûts d'un prêt (Meade, 2001). De plus, la plupart des institutions prêteuses ne sont toujours pas rentables, même après plusieurs années ; et comme le but des banques de MC est de s'autofinancer, ce n'est pas à leur avantage de prêter à ce type de clientèle. D'autres moyens plus efficaces pour enrayer la pauvreté et pour aider cette population spécifique peuvent être mises en œuvre, comme l'éducation ou une amélioration des infrastructures (Nations Unies, 2004).

### **3.3.3 Le risque de surendettement**

Ces critiques pointent du doigt le niveau du crédit qui doit être remboursé. Un prêt octroyé à des personnes très pauvres risque d'entraver à la réduction de la pauvreté et pire encore, d'aggraver leur situation d'endettement et de pauvreté puisque à tout moment ils peuvent tomber dans une situation de surendettement. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que ceci reste du crédit et qu'en l'utilisant les gens peuvent en devenir des « otages » et avoir des dettes toute leur vie, car ils doivent réemprunter constamment. Par conséquent, le risque d'en devenir dépendant se pose, en entravant l'éventuelle sortie de ce cycle. Autrement dit, on en arriverait ainsi à un résultat complètement contraire à celui escompté. Ce n'est pas inusuel dans certains pays de bénéficier de plusieurs prêts de différents IMF, « as a result, many borrowers have taken out loans from multiple lenders and have become over-indebted » (Sample, 2011 : 2). Ces critiques attribuent même au microcrédit les suicides des paysans surendettés, soumis à une pression indue exercée par les agents des prêts (Duflo, 2010). Suite au nombre important de suicide notamment chez les femmes, la microfinance peut désormais susciter le mal-être extrême alors qu'elle doit normalement être vectrice de progrès social. Le risque de surendettement causé par le microcrédit a été stigmatisé par certains auteurs comme une « imbécillité développementaliste » et « effet de l'idéologie du développement et de la croissance » visant à capter les ressources financières et les savoir-faire informels collectifs des plus pauvres (Latouche, 2007, cité par Laroussi, 2009 : 503-504).

### 3.3.4 Une effective réduction de la pauvreté ?

Une critique supplémentaire concerne la durabilité des objectifs du microcrédit : en effet, ses succès n'arrivent pas toujours à entraîner une réduction durable de la pauvreté au fil du temps. Du fait qu'une large partie des crédits ne sont pas utilisés à des fins d'investissement, mais plutôt à des fins de consommation (le crédit à la consommation) avec lesquels les gens se lancent dans des achats jugés de seconde nécessité tel que les téléviseurs, les bicyclettes, etc., la question de la durabilité d'une effective réduction de la pauvreté se pose. Cette dimension relève du fait que les prêts peuvent être utilisés pour une consommation imminente, ce qui aurait pour effet d'augmenter leur bien-être dans l'immédiat, mais lorsqu'il sera temps de rembourser, ils devront couper quelque part ou devoir emprunter de nouveau, à moins d'avoir réussi à faire des profits substantiels. Ce type de financement au lieu d'améliorer la vie en réduisant la pauvreté, risque de rendre plus difficile le remboursement.

### 3.3.5 « Success stories » : une forme d'argumentation

Les cas de figure où cette pratique aurait contribué à un surendettement, à la dégradation de la situation initiale familiale, voire à la faillite de l'institution microfinancière semblent discrètement tenues en retrait du discours officiel. Ceci expliquerait la difficulté de trouver dans les documents accessibles à « tout public » des chiffres précis sur la proportion de réussites et d'échecs liés aux investissements des MC dans des activités productives. Une simplification aussi réductrice de la réalité est toutefois dangereuse vu qu'elle conduit à des promesses difficilement tenables et susceptibles de décevoir (Guérin, 2002). Cependant, nous pouvons retrouver des récits relatant le succès exemplaire d'individus ayant participé à un programme de microfinance dans nombreuses documents visant la promotion de la microfinance (« *success stories* ») comme instrument viable et efficace au développement : « microfinance industry, advocates and friendly media publicise lots of individual heart-warming success stories, which convinces many that the concept surely 'works'... » (Bateman, 2012, [en ligne]). Généralement, les récits sont assortis de photos de visages rayonnants et suivent le schéma narratif de type *avant* le microcrédit et *après* le microcrédit suivant :





Cette mise en scène des *success stories* est utilisé comme forme d'argumentation pour prouver que si la réussite a été possible pour certains, elle peut l'être pour tous et que la microfinance peut contribuer à l'amélioration des conditions d'existence des plus pauvres. Mais ces histoires individuelles sont-elles vraiment représentatives de l'expérience globale des centaines de millions de personnes qui ont bénéficié de microcrédits ou d'autres services de microfinance ? Le microcrédit est-il « survendu » ?

### 3.4 EN GUISE DE CONCLUSION

Après avoir passé en revue les discours valorisants présents sur la scène internationale concernant le MC et les autres services micro-financiers, nous aurons pu les définir des outils miraculeux pour l'aide au développement. En effet, le MC s'avère être une invention internationale, devenue depuis le temps une légende :

Trop de mythes – propagés notamment par nombre de néolibéraux mal remis de l'échec des recettes issues du consensus de Washington et par des marchands d'illusions qui trouvent dans la microfinance une opportunité de gains à court terme – continuent de circuler autour de la nature, de l'impact et des effets du microcrédit pour qu'il ne devienne pas urgent d'égratigner quelques préjugés. (Fouillet *et al.*, 2007 : 330)

A travers les réflexions critiques des dernières années quant aux avantages offerts par ces services que nous avons présentés dans la dernière partie de ce chapitre, nous avons pu constater qu'en réalité ces pratiques soulèvent de nombreuses questions et sont plus complexes que ce qui avait précédemment été exposé par les acteurs concernés. Ils existent plusieurs enjeux dont nous devrions donc également tenir compte au sujet des cette pratique qui s'est désormais répandue dans tout le globe. En outre, les évolutions observées au cours de ces dernières années permettent d'avoir une vision plus réaliste, d'écarter les attentes inconsidérées et de susciter des nouvelles interrogations (Gentil & Servet, 2002). La légitimité de voir les pouvoirs publics (nationaux ou internationaux) appuyer le développement de la microfinance est alors contestée (Labie, 2004).

## 4 DEMARCHE METHODOLOGIQUE

---

Ce chapitre se dédie à la méthodologie adoptée sur le terrain. Nous irons donc exposer les méthodes déployées en suivant l'ordre chronologique du parcours de la recherche. Nous énoncerons l'expérience de terrain et les choix adoptés pour mener au mieux cette étude. Nous poursuivrons avec la présentation du terrain en cherchant à répondre aux questions suivantes : où ai-je mené mes entretiens ? Avec qui ? La présentation du terrain de recherche permettra de contextualiser les personnes et les IMF concernées par la quête de terrain. Nous terminerons par la présentation des limites rencontrées.

### 4.1 MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Au vu des objectifs visés par cette recherche, nous avons décidé d'appréhender la présente enquête sous une approche qualitative en adoptant une méthodologie qui s'inspire principalement de l'enquête de terrain socio-anthropologique présentée par Olivier de Sardan (1995). Le désir de vouloir connaître et comprendre, « en rapprochant le lointain, en rendant familier l'étranger » (Beaud & Weber, 1998 : 9) justifie notre choix d'entreprendre une enquête socio-anthropologique. Afin de pouvoir comprendre de quelle manière les femmes d'Ethiopie s'approprient et sont influencées par le service du MC, une immersion locale dans le milieu que nous voulons étudier nous a semblé pertinente pour pouvoir parvenir à une « connaissance sensible »<sup>25</sup> de ce dont nous parlons dans ce travail écrit. Avec cette approche il a été possible d'apporter une certaine forme de compréhension à de nombreux aspects de la réalité sociale qui ne sont pas quantifiables puisque souvent ambigus et ambivalents pour une approche quantitative, et parce que habituellement intégrés dans les normes sociales et culturelles de la société, difficilement percevables vu leur disposition taboue et parfois d'inconscience.

---

<sup>25</sup> Au contraire d'un chercheur de bureau qui travaille sur des données recueillies par d'autres, le chercheur de terrain par l'imprégnation enregistre ce qu'il observe dans son subconscient, sans les inscrire sur le carnet de terrain. Parfois, les interactions dans lesquelles il s'engage ne sont pas liées à l'enquête ni transformées en données, mais elles ne sont pas sans importance (Olivier de Sardan, 1995).

Dans le cadre de cette recherche et à l'instar de Denzin et Lincoln (1994), nous avons trouvé opportun d'incorporer dans cette même étude différents styles de recherche. La mise en œuvre d'une multiplicité de méthodologies et de pratiques rend le travail de recherche qualitative de l'ordre du bricolage. L'idée étant d'obtenir une interdépendance entre les méthodes afin d'optimiser la comparabilité, par la multiplication ou le contraste des points de vue. « Les faiblesses d'une méthode sont souvent la force d'une autre, en combinant méthodes, observations on peut atteindre le meilleur de chaque, tout en dépassant leurs déficiences particulières » (Denzin, 1989, cité par Groulx, 1997, [en ligne]), le bénéfice escompté s'appréciera ainsi en termes de « robustesse méthodologique » (Péladeau & Mercier, 1993).

Après avoir consacré cette première partie à l'exposition et à la légitimation de l'approche privilégiée pour cette enquête, nous allons maintenant présenter le parcours méthodologique adopté en passant en revue les différents styles de recherche auxquels nous avons recouru. Pour cette enquête nous avons d'abord mené une recherche exploratoire en Suisse et après ce terrain préparatoire nous sommes partis en Ethiopie où nous nous sommes consacrés à une recherche de terrain de trois semaines.

#### **4.1.1 Terrain exploratoire en Suisse**

Ce travail voit nécessairement ses racines bien avant le départ dans le milieu d'étude, nous avons en effet consacré un premier temps à un terrain exploratoire. Cette première phase a été principalement dédiée à des lectures préparatoires sur le thème du microcrédit, nous permettant une meilleure familiarisation avec le sujet de notre recherche tout en s'arrêtant à des analyses approximatives, sans aller trop en profondeur, afin de ne pas être influencé par les recherches qui ont déjà été faites sur le sujet et laisser ainsi notre terrain être la principale source de questionnement. En plus de cela, durant cette période d'exploration nous avons également récolté, par le biais d'un questionnaire informel envoyé par courrier électronique, des informations générales auprès d'une IMF d'Ethiopie, la Metemamen Microfinance Institution<sup>26</sup>. L'intérêt porté à cette banque en particulier s'explique pour deux raisons : la première est liée à la découverte faite au cours du terrain exploratoire durant

---

<sup>26</sup> Nous verrons par la suite que la Metemamen Microfinance Institution n'est qu'une des IMF concernées par cette recherche.

lequel nous apprenons qu'un membre de la famille (plus spécifiquement, le mari de ma cousine) vivant en Ethiopie travaille pour une IMF (Metemamen MFI), ce qui nous pousse à prendre contact avec eux en pensant à l'avantage de connaître quelqu'un dans le domaine. Le deuxième motif pour lequel à ce moment-là d'autres institutions ne sont pas prises en considération, est dû par le désir initial de vouloir se consacrer uniquement aux acteurs (intervenants des institutions et ses clients y compris) d'une seule banque de micro-prêts. Par cette prise de contact préliminaire, nous avons pu étudier les stratégies d'organisation et de fonctionnement à partir de documents officiels et internes, ceci dans le but d'avoir une première vision sur la manière dont l'institution fonctionne et envisage le MC, nécessaire pour la préparation du terrain avant le départ.

Avant de partir en Ethiopie, nous avons aussi pris contact via courrier électronique avec une consultante freelance et également coordinatrice locale en Ethiopie de Swisshand, une fondation suisse<sup>27</sup> qui soutient financièrement des programmes de MC dans différentes régions éthiopiennes. L'objectif était d'avoir une personne « neutre » sur le terrain qui connaît le système et les organisations locales, mais qui n'est pas un membre direct d'une IMF, laquelle peut nous servir de soutien afin de mieux s'orienter dans le milieu d'étude, que ce soit dans l'organisation ou la prise de contact avec les acteurs locaux. Après quelques échanges, elle a accepté de collaborer avec nous confirmant sa disponibilité durant les derniers deux-tiers de la période vouée à l'étude de terrain. Bien que partielle, sa présence lors de notre étude nous a conforté et a satisfait notre besoin d'avoir une personne de référence impartiale sur le terrain.

#### **4.1.2 Ethiopie : le milieu d'étude**

Dans un deuxième temps, nous sommes partis sur le terrain lui-même, en Ethiopie. Il n'y a pas de durée recommandée dans ce processus. Dans le contexte spécifique de cette recherche, pour des raisons pratiques, l'enquête n'a duré que trois semaines. La durée peut paraître courte en ce qui concerne l'enquête de terrain, cependant, compte tenu de sa

---

<sup>27</sup> Fondée en 1968, Swisshand est un organisme sans but lucratif qui, afin d'aider leurs bénéficiaires (notamment les femmes) à sortir du cercle vicieux de la pauvreté, soutient des activités comprenant une combinaison de formation, l'affectation des petits crédits, conseils et assistance. Pour plus d'informations, voir sur : [www.swisshand.ch](http://www.swisshand.ch).

conception et vu la préparation préalable, les trois semaines nous ont permis de recueillir une quantité de matériel satisfaisante pour notre étude.

Dans le cadre du terrain, nous avons fait effectivement appel à une combinaison de plusieurs méthodes pour le rassemblement des données. Une première méthode utilisée tout au long de l'étude de terrain est l'**observation**. Dès notre arrivée, nous nous retrouvons immergés dans un contexte complètement différent de celui que nous avons quitté peu temps avant. Ici, avec une population, une langue, des coutumes, un style de vie et des regards conformes à un ancrage local, notre insertion sur le terrain a commencé à avoir lieu. Ce changement ne nous a pas perturbé énormément, probablement parce que les caractéristiques propres à ce pays constituent déjà une partie de notre entité étant donné notre appartenance à cet épistème. Lors de nos visites chez les clientes des IMF, grâce à l'observation nous avons accédé à un grand nombre de pratiques, gestes, expressions et façon de faire qui ne sont pas percevables par d'autres démarches. Nous avons pu ainsi observer la manière d'interagir et de travailler de nos interlocutrices (p.ex. lors des échanges entre la coordinatrice locale et les bénéficiaires ou quand elles travaillent), concevoir les oui-dire et les non-dits. Il s'agit d'une méthode qui nous a permis la perception et la capture de sensations plus fines qui ne serait pas possible sans une présence sur le terrain.

Comme l'observation est le point fort qui permet d'accéder à certaines perceptions sensibles, elle comprend aussi l'inconvénient de ne pas permettre de parvenir à toutes les informations nécessaires. Pour combler ce déficit nous avons recours à des **entretiens formels semi-directifs** et à des **échanges informels**, à travers lesquels nous faisons appel au savoir des acteurs locaux pour compléter notre récolte de données. La production de données sur la base de discours sollicités par le chercheur lui-même reste l'élément central de cette recherche de terrain et constitue la plus grosse part du corpus de données. Il faut préciser que, en raison des difficultés à comprendre totalement l'*amharique*, la langue parlée dans le milieu d'étude, nous avons dû faire recours à un interprète. Ce besoin ne nous pousse pas trop loin dans la recherche, nous bénéficions en effet de l'aide de notre mère pour la traduction des entretiens. En dehors des employés des IMF et de la consultante freelance avec lesquels nous avons communiqué en anglais, toutes les personnes que nous avons interviewées parlent uniquement l'*amharique*. Dès lors, vu notre mauvaise compréhension de la langue, nous étions presque entièrement dépendantes du traducteur

qui nous a accompagné et traduit de l'amharique vers l'italien (notre langue maternelle) pendant que nous prenions des notes.

Afin de répondre aux questionnements initiaux et comprendre l'appropriation du MC de la part des bénéficiaires, mais aussi sa représentation de la part des intervenants du secteur de la MF, nous avons été à l'écoute des discours de divers acteurs ayant chacun un rapport différent avec le MC. A partir de la vision des intervenants des institutions pour ensuite passer par la présentation des coordinateurs qui travaillent sur le terrain directement en contact avec les bénéficiaires, nous avons terminé enfin avec les récits des utilisateurs de ce service, qui ont été la source la plus importante d'informations pour la récolte des données. La première rencontre a eu lieu dans les bureaux de l'institution Metemamen avec un agent fonctionnaire, à savoir mon parent, et le directeur général, durant laquelle nos interlocuteurs ont exposé plus particulièrement l'organisation et le fonctionnement de l'institution. De plus, durant ce rendez-vous la suite de l'étude de terrain s'est organisée (circonscription du terrain selon les régions d'intervention plus proches, définition d'un nombre minimal d'interviews désirés, etc.). Sur la base de cette première rencontre, nous avons pu préciser notre piste de recherche et retoucher le questionnaire d'entretien destiné aux clients de l'IMF. Il est à noter que le mari de ma cousine a témoigné un certain intérêt pour notre recherche, ce qui a occasionné plusieurs échanges informels à propos de ce sujet lors de nos rencontres, que cela soit chez notre famille lors d'un souper ou lorsqu'il nous emmenait pour visiter les alentours de la capitale. Nous nous sommes vite rendus compte que sa présence à l'intérieur de ma famille joue un rôle très important pour notre intégration dans le réseau de la MF et pour notre récolte de données. Par la suite, un entretien face-à-face a eu lieu avec la coordinatrice locale de Swisshand, avec laquelle nous avons pris contact avant notre départ sur le terrain. A ce moment nous avons pris connaissance du fait que son accompagnement aux entretiens, comme nous l'avions convenu durant notre première prise de contact, n'était pas envisageable à cause d'un empêchement. Malgré cet imprévu, cette personne s'est révélée être une personne de référence durant mon séjour puisque, outre son aide pour intensifier l'échantillon de telle étude en arrangeant d'autres entretiens, elle a toujours été disponible et prête à se mobiliser afin que l'enquête se passe aussi bien que possible, sans accroc. Les échanges informels riches en informations que nous avons eu avec elle, sont certainement une source importante dans la récolte des données. Le nouvel échantillon auquel nous nous sommes confrontés, incluant des clientes

d'autres IMF<sup>28</sup>, modifie légèrement la quête de terrain qui se voit inclure d'autres partenaires du développement dans sa liste des acteurs locaux concernés par cette étude. A l'instar de Denzin et Lincoln (1994), nous considérons la recherche comme un processus interactif entre chercheur et sujet, ce qui implique un réaménagement du processus imaginé à priori par le chercheur et qui nous a mobilisé, dans le cadre de la présente recherche, dans la prise de contact avec les responsables des deux autres institutions afin d'intégrer leur propre vision et fonctionnement et pour envisager l'organisation de rencontres avec les bénéficiaires.

Après avoir consacré les premiers jours de notre séjour à l'absorption du fonctionnement du microcrédit par les diverses IMF et de la réalité éthiopienne, nous avons dirigé notre attention sur les expériences vécues par la population locale. Toujours en faisant recours aux entretiens, l'idée était celle de laisser place à la parole des bénéficiaires pour rendre compte de leur point de vue. Afin de ne pas faire sentir l'interlocuteur en condition d'interrogatoire et de réduire au maximum l'artificialité de la situation d'entretien pour qu'il puisse disposer d'une réelle liberté de propos, nous avons fait notre possible pour rapprocher l'interview d'un mode de communication reconnu dans la réalité locale. Pour ce faire, par exemple, nous avons constamment mené les entretiens près du lieu où leur métier est pratiqué afin qu'elles se sentent à l'aise lors de notre échange, mais aussi pour que nous, en tant que chercheur, puissions nous faire une meilleure idée de leur activité. De plus, afin d'atténuer l'extériorité du chercheur et la méfiance inhérente, nous avons tenté d'avoir une proximité culturelle en amenant toujours quelque chose de caractéristique de la culture éthiopienne pour les remercier de leur accueil (du café, des biscuits, et d'autres dons qu'ils offrent d'habitude), comme il est d'usage de le faire, ou encore en passant un bon moment avec elles en buvant le café qu'elles nous ont souvent offert<sup>29</sup>. En appliquant un des premiers principes éthiques prônés par la littérature sur la recherche qualitative (Punch, 1994 ; Fontana & Frey, 1994), à chaque entretien la préoccupation est aussi portée sur l'obtention du consentement des participants sur la base d'une information correcte.

---

<sup>28</sup> Outre à la Metemamen MFI, sont comprises la Saving and credit Officers (SACOs) et la Eshet MFI.

<sup>29</sup> Dans la tradition éthiopienne la célébration du café peut durer quelques heures, toutefois, durant notre séjour nous nous limitons à une durée plus courte et à une seule tournée (l'usage veut qu'il y en ait bien cinq) étant donné que nous ne buvons pas de café. L'adhésion à la première tournée s'explique uniquement par un désir de vouloir respecter la personne qui nous l'offre.

Ces rencontres avec les clientes des IMF consistent en dix entretiens individuels, deux « *focus group* » chacun composé par cinq, voire sept femmes. Étant donné l'organisation préalable des rencontres, les interlocuteurs sont informés de notre arrivée. Une partie des entretiens individuels (six entretiens au total) sont prévus en tant que tels, alors que d'autres sont improvisés à la suite des « *focus group* » (quatre entretiens, deux personnes par « *focus group* »). La sélection des interlocutrices de ces entretiens d'« improvisation » s'est faite naturellement : en effet, ce sont elles-mêmes qui, arrivées au terme du « *focus group* », ont décidé de s'arrêter pour partager d'autant plus leurs expériences vécues avec le MC. Tous les entretiens étaient de type formel et semi-directifs afin de laisser l'interviewé s'exprimer tout en recadrant son discours, notamment à travers des relances. Nous pouvons distinguer deux sortes d'interlocutrices parmi notre échantillon : les éloquentes et les taciturnes. Les premières se sont démontrées passionnées et généreuses lorsqu'elles racontaient leurs expériences, aucun type d'ennui semblait les freiner. Malgré notre fort intérêt porté à leurs discours, nous étions parfois obligés de devoir discrètement réorienter l'entretien vers le sujet principal de l'enquête. Ces dernières se sont révélées ainsi être une essentielle source pour notre récolte de données. En deuxième position, nous retrouvons « les taciturnes » : elles étaient moins bavardes que les premières ce qui nous a souvent poussé à devoir les inciter dans leurs réponses, par exemple par le biais de relances. Nous avons pourtant constaté que les réponses tranchées et peu développées étaient souvent la conséquence d'une timidité sous-jacente : en effet, lorsque nous arrivions à instaurer un rapport de confiance, ces femmes se révélaient être finalement pleines d'énergie et plus expressives, dévoilant ainsi leur réelle personnalité.

L'emploi d'un **guide d'entretien** nous a été utile afin de garder un fil rouge au cours des interviews, toutefois l'ordre des questions s'adaptait au fur et à mesure en fonction des réponses que l'on obtenait de la part des interlocuteurs. Les questions de ce guide étaient relativement ouvertes afin de rester au plus près d'interventions naturelles, en évitant de faire une liste de questions standards préétablies (Annexe 1).

Dernièrement, mais pas le moins important, l'utilisation du **carnet de notes** comme outil d'accompagnement sur le terrain s'est avéré être primordial. Les informations que nous avons acquises en faisant une recherche ethnographique – que ce soit par l'observation ou encore par des interviews – sont énormes. Afin de garder le plus possible d'informations, nous avons donc recouru à la prise de notes pour permettre de conserver ce que nous avons



vu, entendu et perçu. Nous avons utilisé cet outil pour y noter par exemple nos impressions personnelles, nos questionnements, les récits, etc. De plus, sur le terrain plusieurs constatations ont été faites concernant les limites rencontrées ou encore des réflexions sur les potentiels axes d'analyse pour la rédaction du cadre analytique de ce présent travail. Toutes ces pensées nous les avons converties en notes par le biais du carnet, pour qu'elles puissent servir par la suite comme données traitables.

Les **enregistrements** se sont effectués principalement lors des entretiens avec les bénéficiaires des crédits. Ce choix se justifie par une crainte de négliger des aspects importants, ce qui aurait pu se produire avec la seule prise de notes. Nous avons ainsi décidé d'enregistrer les interviews (toujours sous consentement de l'interlocuteur), mais en cherchant toujours à poster le téléphone<sup>30</sup> dans un endroit stratégique pour qu'il y ait un bon niveau d'archivage du son, tout en le rendant le moins visible possible afin d'éviter qu'il ne dérange l'interviewé et qu'il freine ainsi la parole de ce dernier.

#### **4.1.3 Le positionnement**

Dans la recherche de terrain il est très important de considérer le positionnement à adopter en tant que chercheur, d'autant plus lorsque ce dernier a un rapport de proximité avec le milieu d'étude. Nous faisons bien partie de ce cadre de figure avec la présente étude, où, d'après Okely (2012), l'empathie et la participation totale risquent d'être extrêmement dangereuses. En effet, malgré la place importante de l'implication personnelle, nous devons faire attention à ne pas confondre la place de chercheur et l'identité personnelle (Abu Lughod, 1988). Ces théories se sont converties dans la réalité de notre étude avec succès. La manière dans laquelle nous nous sommes engagés dans l'action avec le groupe local était en effet personnelle et s'est servie du caractère éthiopien que nous détenions. Le lien inné avec le pays d'étude et la présence naturelle de coutumes et traditions locales dans notre personnalité se sont avérés être un avantage dans l'instauration du rapport avec les acteurs locaux. Par exemple, lors de la rencontre nous nous saluions traditionnellement avec la personne et nous adaptions nos comportements et nos gestes selon la culture propre

---

<sup>30</sup> Nous décidons d'employer le magnétophone présent dans le téléphone plutôt qu'un vrai dictaphone pour les raisons suivantes : la première est une question d'efficacité, celui présent dans le téléphone a une meilleure qualité d'enregistrement et peut être transféré sur l'ordinateur (utile pour la retranscription) au contraire du dictaphone. La deuxième explication est l'influence qu'il a sur l'interlocuteur. En effet, nous estimons que la présence d'un téléphone est moins gênante que celle d'un dictaphone.

à ce pays. Le besoin d'un interprète pourrait d'un côté avoir biaisé notre proximité culturelle avec les femmes rencontrées, toutefois, le fait que ce soit notre mère, la « preuve » de notre origine, a aidé à maintenir encore cette contiguïté. Ainsi, notre implication personnelle nous a permis d'être moins perçu comme l'étranger qui vient dans un pays qui lui est inconnu pour faire sa recherche et après disparaître dans son pays d'origine sans plus y revenir. Au contraire, le fait de mener une quête dans notre propre pays d'origine a permis à la population locale de ne pas vivre notre présence comme une invasion culturelle marquée.

Dans cette même logique, la plupart des données se sont produites à travers les propres interactions du chercheur avec les autres, à travers sa propre subjectivité et à travers sa propre « mise en scène ». Les données récoltées incorporent donc un « facteur personnel » qui est non négligeable. Nous devons ainsi viser à une indépendance et à une distance critique dans l'analyse pour éviter ce biais qui « ne doit être ni nié, ni exalté » (Olivier de Sardan, 1995 : 50).

## 4.2 PRÉSENTATION DU TERRAIN DE RECHERCHE

Dans le cadre de notre enquête de terrain nous avons rencontré différents acteurs concernés par le microcrédit, dont chacun entretient un rapport différent avec ce dispositif. D'abord, les trois institutions de microfinance (IMF) : la Metemamen MFI, la Eshet MFI et la SACO's. A ces trois catégories d'IMF font appel les femmes éthiopiennes que nous avons rencontrées dans les régions d'Amhara, à Addis Abeba, et de Oromia, à Mojo, Debre Zeyit et Sebeta.

### 4.2.1 Les Institutions de Microfinance (IMF)

Notre recherche de terrain s'est axée sur trois différentes IMF : la Metemamen Microfinance Institution (MFI), la Eshet MFI et pour finir, la Saving and credit Officers (SACO) institution. Cette variété nous a permis de rencontrer une clientèle adoptant des techniques et stratégies diversifiées de la MF selon les politiques générales de chaque IMF. Avant de présenter les clientes des IMF interviewés, nous trouvons nécessaire dans le cadre de cette recherche de passer par à une brève contextualisation de chacune de ces institutions.

- **Metemamen Microfinance Institution (MFI)**<sup>31</sup> : Metemamen est une institution de MF jeune et en croissance, mise en place avec l'assistance technique et financière fournie par le Catholic Relief Services (CRS) Ethiopie en Avril 2002. Elle a été créée et licenciée pour opérer à l'échelle nationale par la Banque nationale d'Éthiopie (NBE). Metemamen MFI opère dans l'état régional de Oromia et les régions avoisinantes et récemment elle s'est également engagée à travailler dans la région d'Amhara, notamment dans la ville de Addis Abeba. Sa mission est celle de voir la pauvreté éradiquée en Éthiopie en aidant les groupes les plus défavorisés de la société, en particulier les femmes, en répondant le plus possible aux besoins financiers des pauvres actifs (services de prêts et d'épargne) à travers une institution autonome de MF durable. Par conséquent, le programme s'assure qu'au moins 75 pour cent du total des clients soient des femmes. Les clients cibles de l'institution sont des individus activement pauvres économiquement, les propriétaires d'entreprises et de membres de la société coopérative qui sont indépendants et sont situés dans les zones urbaines et rurales du pays. L'institution vise aussi les bas salariés travaillant dans des organisations gouvernementales, non gouvernementales et privées. Les clients cibles sont ceux qui ont peu ou pas d'accès aux prêts des banques commerciales pour des raisons diverses. Les prêts peuvent être versés à des groupes solidaires ou à des clients individuels et leur durée ne va pas au-delà de 12 mois pour les groupes, alors que les prêts individuels sont donnés pour une période de 24 à 36 mois. Le nombre d'emprunteurs enregistré en 2011 était de 10541 personnes.

Parmi les femmes rencontrées lors de notre enquête de terrain, dix sont clientes de cette institution (Int.1 - Int.10). Certaines d'entre elles ont reçu le crédit durant la dernière période, c'est-à-dire dans les derniers trois mois (Int.1 ; Int.2 ; Int.3). Ces femmes vivent à Addis-Abeba, un nouveau terrain d'engagement de cet organisme, raison pour laquelle le premier prêt remonte à très récemment. Les autres entretiennent un lien avec cette IMF depuis une (Int.7), voire deux années (Int.4 ; Int.5 ; Int.6 ; Int.8 ; Int.9 ; Int.10).

---

<sup>31</sup> Sources d'information: <http://mixmarket.org/fr/mfi/metemamen> et entretien avec Metemamen MFI.

- **Eshet Microfinance Institution (MFI)**<sup>32</sup> : cette institution a été établie le 15 mars 2000 suite à l'obtention de la licence de travail de la part de la Banque Nationale d'Ethiopie (BNE). Les principales formes de services produits sont les prêts, les assurances et l'épargne. Eshet MFI affirme vouloir apporter des changements positifs à la vie de la catégorie sociale pauvre et aux moins privilégiés de la société grâce à la fourniture de services financiers appropriés et durables. Parmi ses bénéficiaires, les femmes occupent une place modique parmi ses clients en représentant entre le 20 pour cent et le 40 pour cent des clients en 2011. Selon leurs données, la majorité d'emprunteurs sont ceux qui s'intéressent à l'agriculture, suivi par le domaine du business, pour terminer avec les employés. D'après eux, la présence des femmes, est perçue surtout dans le secteur du business. Le nombre d'emprunteurs était d'environ 24199 personnes en 2011.

Int.14 – Int.18 sont toutes les cinq bénéficiaires de micro-prêts de la Eshet MFI et font toutes partie du même « groupe solidaire ». Elles ont reçu leur premier crédit il y a quatre ans en arrière et elles ont obtenu leur troisième prêt peu avant notre rencontre.

- **Saving and credit Officers (SACOs)**<sup>33</sup> : Ce créateur s'est développé il y a une dizaine d'années à l'issue d'un dispositif qui à l'époque était nommé Facilitate for changing (FFC). SACO fait aujourd'hui partie du programme « Promotion of microentreprise for poverty reduction » (PROMIC). Ce programme travaille surtout dans la promotion des activités génératrices de revenus avec le but de réduire la pauvreté. Il s'adresse notamment aux personnes désireuses de développer leur propre commerce. Les bailleurs de fond travaillant avec le PROMIC décident des sommes qu'ils veulent investir dans chaque dispositif faisant partie de ce programme et la répartition financière pour chaque personne, voire groupe, qui bénéficie du prêt. Sur place, l'existence d'un comité SACO formé par six coordinateurs locaux, se rencontrent pour évaluer de plus près chaque demande. De manière générale, les agents SACO sont responsables d'identifier les zones opérationnelles et les clients cibles, de regrouper ces derniers en groupes solidaires

---

<sup>32</sup> Sources d'information: <http://mixmarket.org/fr/mfi/eshet> et entretien avec Eshet MFI.

<sup>33</sup> Source d'information: entretien avec la coordinatrice locale SACO de Debre Zeyit.

et de leur fournir une orientation et d'autres programmes de formation. Ils s'occupent de l'évaluation et du traitement des demandes de prêt, mais également de la mise au point de la supervision mensuelle sur l'utilisation des prêts en collaboration avec les chefs de groupe, ainsi que de la rédaction des rapports de progression des clients (le remboursement, la mobilisation pour l'épargne, les abandons de clients, etc.).

A l'heure actuelle, SACOs compte 225 femmes à Debre Zeyit, elles sont divisées en 17 groupes solidaires. Parmi ces clientes, nous avons pu en rencontrer trois (Int.11 ; Int.12 ; Int.13) lesquelles ont reçu leur premier crédit en 2012.

#### **4.2.2 Caractéristiques des interviewés**

Etant donné que les individus sont hétérogènes et différents les uns des autres, chacun détient différents types de savoir qui peuvent être complémentaires ou antagonistes. L'idée de trianguler les différents points de vue nous paraît pertinente dans ce cas d'étude. La sélection des acteurs à interroger s'est donc faite en prenant en considération différents profils, ceci afin d'aboutir à un ensemble d'informations varié, qui prend en considération différents avis et perceptions. Pour aboutir à cet objectif de présentation d'une diversité maximale de profils, nous avons cherché à les varier du côté personnel en termes de statut socio-économique, de génération et de lieu d'habitation, ainsi que par la composition de la famille. De même, ont été recherchés des acteurs se différenciant par leur engagement ou non dans une activité génératrice de revenu suite à l'emploi d'un micro-prêt, ainsi que par la durée de leur intégration dans l'institution de microfinance. Dans le cadre de cette recherche nous avons interviewé donc une clientèle des IMF diversifiée, ce qui signifie que les sujets ont une manière de concevoir et d'utiliser les prêts qui leur sont accordés de manière différente.

##### *4.2.2.1 Vue d'ensemble des zones d'étude*

Deux régions ont constitué l'objet de l'évaluation, soit disant la région d'Amhara et Oromia<sup>34</sup>. Pour se déplacer d'un entretien à l'autre à l'intérieur de ces territoires, nous avons

---

<sup>34</sup> Pour la présentation des données qualitatives nous nous sommes principalement basé sur le site du gouvernement éthiopien ([www.ethiopia.gov.et](http://www.ethiopia.gov.et)) et sur les derniers recensements nationaux disponibles.

eu la chance d'avoir un cousin sur place (à Addis Abeba) qui se propose de jouer le rôle de chauffeur pour toute notre durée de l'étude. Il nous a accompagnés avant tout dans la **région Amhara**, où nous explorons Addis Abeba, la capitale éthiopienne. Cette région, est une des neuf régions éthiopiennes issues du découpage administratif de 1994-1995, lors de la mise en place de la République fédérale démocratique d'Ethiopie. Presque totalement habitée par l'ethnie amhara parlant l'*amharique* (langue officielle de l'Ethiopie), cette région est constituée davantage par des chrétiens coptes. Le territoire occupe la bande centre-nord du pays et il est essentiellement escarpé. Dans la zone centrale se place le Lac Tana depuis lequel naît le Nil Bleu, près duquel est située la ville de Bahir Dar qui sert de capitale de la région. Amhara est l'un des territoires produisant une des plus grandes quantités de *teff*<sup>35</sup> (ingrédient de base de l'alimentation éthiopienne) ce qui explique la haute présence d'agriculteurs (85 pour cent de la population). Les cultures de rente telles que le coton, le sésame, le tournesol et la canne à sucre poussent principalement dans les vastes et vierges tracts des basses terres de la région. Les ressources en eau du lac Tana et toutes les rivières existantes dans la région offrent un immense potentiel pour le développement de l'irrigation.

- La ville de **Addis Abeba**, capitale de l'Ethiopie, compte plus de trois millions d'habitants sur une superficie de 527 km<sup>2</sup>. Elle se situe au centre du pays, sur un plateau à une altitude comprise entre 2.300 et 2.600 mètres, ce qui lui vaut d'être la capitale la plus élevée d'Afrique. Avec une densité de 5.165 personnes par km<sup>2</sup>, il s'agit d'une ville surpeuplée et qui évolue à un rythme rapide : nous le remarquons par la grande concentration de maisons et de bâtiments, ainsi que par sa volonté de vouloir s'étendre davantage ce qui se présente sous forme de nombreux chantiers de constructions sur pilotis de bambous. Addis Abeba, quatrième plus grande ville de l'Afrique et sa capitale diplomatique, nous surprend beaucoup pour être un lieu de contrastes : le berger de la campagne amenant son troupeau à un marché de la ville ; le curé de la ville avec les investisseurs des entreprises ; les boîtes de nuit brillant avec les prostituées paysannes. Cette ville est le résultat d'une fusion de différents mondes. Nous nous sommes ainsi retrouvés immergés depuis notre atterrissage à l'aéroport de Addis Abeba, après dix heures de vol, dans une ville

---

<sup>35</sup> Plante originaire d'Erythrée et Ethiopie, cultivée comme céréale.

chaotique, bruyante et très animée, très différente du pays duquel nous nous sommes séparés lors de notre départ. Nous étions confrontés à cette réalité pour toute la durée de l'étude étant donné que nous logions dans la capitale. Le quartier où nous avons habité (ma mère et moi) ne se situe pas loin du centre ville. C'est à une dizaine de minutes de chez ma famille que mes cousins nous ont trouvé un appartement à louer, avant notre arrivée (ma mère est partie avec moi depuis la Suisse). Il s'agit d'un immeuble très moderne et « occidentalisé »<sup>36</sup>, qu'ils ont expressément cherché pour que nous puissions avoir les mêmes habitudes et comforts que nous avons chez nous en Suisse (d'après leurs justifications). Malgré cet espace agréable et tranquille, nous avons passé la plupart de notre temps libre<sup>37</sup> chez mes parents ou en ville avec ma cousine à la découverte de nouveaux endroits. Ces moments de partage avec mes proches m'ont permis de vivre le quotidien d'une vie sur place en apprenant aussi à s'adapter aux imprévus qui peuvent surgir à tout moment (absence d'électricité, attente interminable lorsque nous accompagnons ma cousine chez le médecin aux urgences). De plus, l'avantage de partager le séjour avec une personne du milieu, nous a permis d'être très vite d'intégrés à la vie locale, notamment par des invitations chez les voisins pour des occasions particulières (naissances, anniversaires) ou simplement pour un souper, ou encore pour faire des commissions à l'échoppe à côté.

A Addis Abeba nous avons rencontré trois jeunes femmes (Int.1 ; Int.2 et Int.3). Celles-ci étaient les premiers entretiens menés avec les bénéficiaires des services microfinanciers. Les trois bénéficiaient d'un prêt de la Metemamen MFI qui travaille avec les habitants de la ville depuis récemment. Ainsi, ils se sont révélés plutôt être des entretiens exploratoires vu que l'utilisation de ce service n'était qu'au commencement. Malgré cette circonstance, les discours faits par ces femmes étaient très fructueux au niveau de production de la matière traitable des données. Nous nous sommes présentés à ces rendez-vous accompagnés uniquement par l'interprète et sans aucun intervenant de l'institution. De cette façon, notre image de chercheuse indépendante de l'IMF était renforcée aux yeux des interlocutrices.

---

<sup>36</sup> Immeuble avec plusieurs appartements habités surtout pas des étrangers, où se trouve également un jeune concierge qui est tout le temps de garde.

<sup>37</sup> Nous entendons par « libre » le temps que nous ne dédions pas à notre recherche.

Dans une région limitrophe à celle d'Amhara, nous avons visité **Oromia**, occupée par des petites agglomérations en milieu rural, Mojo, Debre Zeyit et Sebeta. D'une superficie de 353 632 km<sup>2</sup>, son territoire s'étend du centre au sud-ouest de l'Éthiopie, espace qui lui permet de détenir la plus grande population et ethnie majoritaire du pays, les oromos. De ceux-ci, le 86,7 pour cent habite en zone rurale. Son chef-lieu est Adama (aussi connu sous son ancien nom de Nazareth). Dans cette région, l'oromo est la langue officielle écrite, parlée par le 83,5 pour cent de la population. L'amharique est malgré tout parlé par une partie des oromos, notamment par les habitants des zones voisines à la région d'Amhara. L'agence éthiopienne des statistiques<sup>38</sup> estime que presque la moitié (44,3 pour cent) des habitants d'Oromia sont musulmans contre le 41,3 pour cent chrétiens. L'agriculture est restée la source de subsistance pour la majorité écrasante du peuple et les principales cultures sont le maïs, le *teff*, le blé et divers types de graines oléagineuses, alors que le café est la principale culture de rente dans la région. En novembre 2015, Oromia a vu trois semaines de protestations contre un plan du gouvernement qui voulait intégrer une partie de la région avec la capitale. Les critiques soutiennent que le plan va saper la règle locale et provoquer une perte des terres des agriculteurs locaux. Ces manifestations semblent être une sorte d'accumulation de différentes frustrations dues à la longue marginalisation des Oromos et à la privation de s'exprimer dans les questions les touchant au jour le jour (Solomon & Dan, 2015).

Pour rejoindre les deux premières villes (Mojo et Debre Zeyit) nous avons profité de la nouvelle autoroute « Addis Abeba – Adama Expressway », une route à péage reliant Addis Abeba à Adama qui a été construite entre 2010 et 2014 par la société de construction « China Communications ». Le gouvernement a ouvert la voie à la circulation le 14 Septembre 2014. La route qui part au sud de Addis Abeba est de loin la plus fréquentée, concentrant jusqu'à Mojo l'essentiel du trafic routier en provenance et en direction du Kenya et Djibouti. Traversant le pays oromo et ses immenses étendues de cultures de *teff*, où s'activent d'innombrables laboureurs poussant leur attelage de bœufs, la route ne cesse de descendre pour s'ouvrir, après une quarantaine de kilomètres après la ville de Debre Zeyit, sur de vastes étendues de pierres volcaniques couvertes d'une végétation de savane.

---

<sup>38</sup> Disponible sur [www.ethiopia.gov.et](http://www.ethiopia.gov.et).



- Le premier lieu que nous explorons dans la région de Oromia est **Mojo**, distante 73 kilomètres au sud de Addis Abeba, qui nous fait ainsi descendre pour rejoindre une altitude qui varie entre 1.788 et 1.825 mètres. Avec une population de 49.521 habitants<sup>39</sup>, Mojo se révèle être une ville, en dépit de ce que nous nous attendions. Toutefois, ses caractéristiques rurales et son extension sur un territoire étendu, rappellent à ses visiteurs l'aspect d'un village. La route principale qui passe dans le quartier où nous attendaient sept femmes, est poussiéreuse et sans végétation. La disparité avec la capitale est remarquable : peu de passants fréquentent la route principale et la circulation routière est modérée. La plupart des femmes sont habillées avec une longue robe colorée et ont la tête couverte par un foulard. Nous pouvons facilement distinguer les croyants chrétiens car beaucoup d'entre eux portent un collier avec une croix.



Image 1: Emplacement du "focus group", Snack-bar de Int.8 (Mojo)

Ici, sept femmes ont partagé avec nous leurs expériences avec le MC. Le « *focus group* », qui a duré quelques heures (entre deux et trois heures) a obligé au fur et à mesure certaines femmes à partir pour reprendre leur travail. Nous avons passé un après-midi à boire du café avec la propriétaire de la petite cantine (elle aussi bénéficiaire du crédit) qui nous a accueilli chaleureusement. L'instauration d'un très bon rapport s'est fait notamment avec deux personnes, lesquelles d'ailleurs se

---

<sup>39</sup> Selon le recensement national de 2007.

sont montrées désireuses de s'arrêter après le « *focus group* » encore un moment pour continuer notre échange. Leur fort engagement dans leur activité se voyait surtout dans leur ouverte exhibition de leur petit monde de business.

- A 50 kilomètres au sud-est de Addis Abeba, nous nous sommes arrêtés à **Debre Zeyit**, connu dans la langue locale sous le nom de « Bishoftu ». Habité par 131.159 personnes et situé à 1920 mètres d'altitude, il s'agit d'un lieu de villégiature apprécié et connu pour les nombreux lacs qui le bordent.



Image 2: Jeune pêcheur, Lac Kiroftu (Debre Zeyit)

En dehors du centre ville, dans un quartier éloigné sur une colline, nous avons fait la connaissance d'abord avec la coordinatrice locale et ensuite, à travers des entretiens individuels, avec trois femmes emprunteuses. Il s'agit d'une zone avec des chemins de terre, qui, ajouté à la forte pluie qui nous a pris au dépourvu, rendent la traversée difficile. Avant de rencontrer les bénéficiaires, la coordinatrice et accompagnatrice des clientes de ce village, nous a accompagné dans son bureau où elle nous a expliqué et exposé plusieurs documents officiels sur la manière de travailler et de fonctionner avec le MC dans cet endroit spécifique. A la différence des autres collaborateurs des IMF, elle joue plutôt le rôle de conseillère et s'investit davantage avec ses clientes en construisant un lien très proche et presque protecteur envers ces femmes, approche que nous n'avons jamais retrouvé avec les autres acteurs de développement. Par la suite, elle nous a accompagné à tous les entretiens en jouant uniquement le rôle d'interprète<sup>40</sup>. Les habitations de ces trois femmes étaient toutes composées par quelques petites pièces séparées les unes des autres<sup>41</sup>, dépourvues de lumière en les rendant donc très

---

<sup>40</sup> La coordinatrice est originaire de la région de Tigray, comme moi. Située au nord de l'Ethiopie, au Tigray la langue parlée est le *tigrigna*. Etant donnée notre connaissance de cette langue, avec la coordinatrice locale nous pouvons communiquer directement sans faire appel à l'interprète. Vu sa proximité avec les bénéficiaires de l'aide, lors des trois interviews nous la laissons prendre le rôle de traductrice.

<sup>41</sup> Beaucoup de maisons d'Ethiopie sont traditionnellement composées de pièces séparées, avec une cour au milieu qui permet le passage de l'une à l'autre.

sombres. Très timides, elles se sont montrées particulièrement à l'aise et tranquilles avec la présence de la coordinatrice. Ce fait ainsi que la difficulté qu'elles avaient à comprendre nos questions, nous a convaincu de ne pas contester la présence de la coordinatrice tout au long des trois entretiens, étant donné qu'elle jouait un rôle important dans notre lien avec nos interlocutrices.

- **Sebeta** est un village situé dans la périphérie de la capitale, à 30 kilomètres, dans la « Oromia Special Zone Surrounding Finfinne »<sup>42</sup>. Avec une altitude de 2.356 mètres, Sebeta est habitée par une population totale de 49.331 habitants, dont la majorité (71,1 pour cent) se dit pratiquer le christianisme orthodoxe éthiopien<sup>43</sup>. De nombreuses échoppes, bar-cafés, horticulteurs et cireurs de chaussures y sont installés en bordure de voie, rendant la route principale assez vivante. Depuis que nous avons abandonné cette voie, au fur et à mesure que nous nous approchions de la destination, le contexte changeait : les chemins devenaient de plus en plus inconfortables et les gens plus curieux. Les véhicules à moteur étaient rarement de passage en laissant place aux animaux de rente comme les chevaux de labour et les ânes pour le transport de foin.



Image 3: Route qui porte chez Int.14 (Sebeta)

Ici, nous attendaient cinq femmes grâce auxquelles nous avons pu mener un « *focus group* » et à la fin de celui-ci, se sont ensuivi des entretiens individuels avec deux femmes. Toutefois, les circonstances de notre rencontre se sont révélées difficiles

---

<sup>42</sup> La principale raison de la création de cette zone spéciale est celle de faciliter la coopération et le développement des zones environnantes d'Addis Abeba et de contrôler l'étalement urbain de cette ville sur les terres de Oromia.

<sup>43</sup> Selon le recensement national de 2007.

car le village était en train de vivre un deuil et que l'enterrement avait lieu durant notre rencontre. Nous avons pu échanger avec ces femmes, mais malheureusement l'atmosphère était assez malheureuse et laborieuse. En outre, la difficulté que nous avons rencontré pour se voir avec le fonctionnaire de l'IMF afin qu'il puisse nous accompagner auprès de ces femmes, dû au mauvais réseau téléphonique, a retardé (d'environ une heure) notre arrivée auprès des clientes. Nous avons dû ainsi nous engager davantage au cours de l'après-midi pour leur faire retrouver la confiance en nous, ce qui semble être achevé après tout. Afin d'avoir un contexte d'échanges le plus familier et intime possible, nous avons également dû intervenir pour que le collaborateur de la banque nous laisse interférer avec ses clientes sans sa présence qu'il préjuge nécessaire.



Image 4: Deux interviewées avec un nouveau (Sebeta)

#### 4.2.2.2 Le statut socio-économique

Un deuxième facteur de diversité distinguant l'échantillon est le statut socio-économique : parmi ces femmes nous remarquons une nette division entre les plus fortunées et celles vivant plus en détresse. Le statut socio-économique et le lieu d'habitation se révèlent être étroitement liés : en effet, les conditions de vie de celles vivant en ville sont nettement meilleures de celle vivant dans les bourgs. L'image prédominante est celle de la femme avec des difficultés financières vivant dans des circonstances très modestes, parfois indigentes, qui tente de subvenir aux besoins pour améliorer les conditions de vie de son cercle familial. Toutefois, il existe un autre profil : celui de la femme qui, en raison d'un enseignement supérieur et d'un meilleur accès aux ressources économiques, a été en mesure de développer sa micro-entreprise dans une catégorie supérieure, mais pas assez pour qu'elle dispose d'un crédit institutionnel ou d'autres services de soutien qui leur lui sont accessibles (Hadiya, 1998 cité par Stevenson et St-Onge, 2005). Il s'agit de femmes qui ont pour ainsi dire dépassé le système de MF et pourtant ne sont pas encore en mesure d'emprunter auprès des banques classiques.

#### 4.2.2.3 Age des femmes entrepreneuses

L'âge est aussi un autre élément que nous prenons en compte pour aboutir à une diversité maximale de profils. Vu que le recours au microcrédit est plus fréquent auprès des jeunes femmes, trouver des personnes plus âgées se révèle être une opération quelque peu ardue. Bien que l'échantillon soit au final composé aussi par de plus vieilles personnes, nous constatons parmi les femmes interviewées une plus forte présence juvénile (Tableau 1). En termes d'âge, les résultats de l'enquête sont résumés dans le tableau ci-dessous lequel indique que 72 pour cent des femmes chefs d'entreprise interrogées étaient âgées de moins de 40 ans, faisant partie du groupe des 20-39 ans, montrant que la plupart des femmes interrogées sont potentiellement d'un âge où elles sont économiquement actives et également susceptibles d'être impliquées dans la réalisation des responsabilités de soins de la famille en tant qu'épouses et mères. Avec une répartition assez équilibrée des autres différents groupes d'âges représentés, le tableau confirme la faible présence dans cet échantillon de femmes bénéficiaires d'un MC ayant au dessus de 40 ans (28 pour cent), notamment pour le groupe de 60 ans et plus qui est composé uniquement par une seule personne.

**Tableau 1: Age des Interviewées selon la Ville/Village d'Interview**

Tranche d'âge	Ville/Village d'Interview					%
	Addis Abeba	Sebbeta	Mojo	Debre Zeyit	Total	
20-39	3	4	5	1	13	72
40-49	-	-	1	1	2	11
50-59	-	-	1	1	2	11
60 et plus	-	1	-	-	1	6
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>18</b>	<b>100</b>

La prédominance des requérants de crédit dans le groupe d'âge de 20 à 39 pourrait être due à un certain nombre de choses : le manque de possibilités d'emploi dans les secteurs formels de l'emploi qui les pousse à vouloir créer leur propre commerce ; la nécessité de générer des revenus soit en tant que principal soutien du ménage ou dans un rôle complémentaire, ou tout simplement le désir de posséder leur propre entreprise. Une autre explication pourrait être le manque de connaissance de la part des femmes plus âgées du service microfinancier du fait que leur sortie du monde du travail ou encore pour leur maintien de la coutume du rôle traditionnel de la femme du foyer.

## 5 LES PRATIQUES DU MICROCRÉDIT DANS LA REALITE LOCALE : ETUDE DE CAS EN ETHIOPIE

Après avoir étudié la manière dans laquelle le microcrédit est exhibé sur la scène internationale de développement, nous nous dédions maintenant à l'application de cette stratégie sur le plan local. L'analyse des données empiriques sera précédée par une contextualisation du pays d'étude, l'Ethiopie. De ce fait, nous irons présenter quelques données socio-culturelles, économiques et politiques concernant l'Ethiopie, pour ensuite passer à la description du contexte d'émergence du microcrédit dans ce pays. S'ensuit l'analyse des données récoltées sur le terrain, pour finir dans le chapitre suivant avec une discussion qui tentera de mettre en perspective les discours sur le microcrédit présentés par ses promoteurs avec ceux articulés par la population locale éthiopienne rencontrée sur le terrain.

### 5.1 LE CONTEXTE SOCIO-CULTUREL, ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DE L'ETHIOPIE

Par sa superficie de 1.1 million km<sup>2</sup>, l'Ethiopie constitue le dixième pays plus étendu d'Afrique. Elle est située au cœur de l'Afrique de l'est ayant comme pays limitrophes

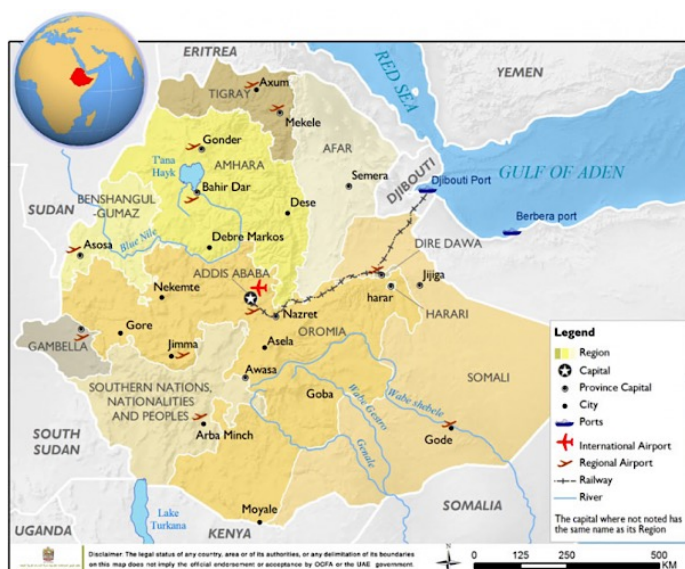


Image 5: Carte de l'Ethiopie (source: <http://www.csba-ferras.eu>)

l'Erythrée, le Soudan, le Djibouti, la Somalie et enfin le Kenya (Image 5). En raison de la forte concentration des langues très diverses, ce pays est considéré comme « un paradis pour linguistes » (Zanetti, 1996 : 214). Nonante sont les langues enregistrées, dont 13 sont parlées par plus de 1% de la population selon le recensement de 2007<sup>44</sup>.

<sup>44</sup> Rapport disponible sur

[http://www.csa.gov.et/newcsaweb/images/documents/surveys/Population%20and%20Housing%20census/ETH-pop-2007/survey0/data/Doc/Reports/National\\_Statistical.pdf](http://www.csa.gov.et/newcsaweb/images/documents/surveys/Population%20and%20Housing%20census/ETH-pop-2007/survey0/data/Doc/Reports/National_Statistical.pdf).

Depuis la Constitution de 1995<sup>45</sup>, l'Etat reconnaît le statut de langue officielle pour toutes les idiomes, l'*amharique* perd ainsi son statut de seule langue officielle mais il demeure la langue administrative du pays. Aujourd'hui, les langues principales parlées en Ethiopie sont le *oromo* (parlé par le 34 pour cent de la population), le *amharique* (29 pour cent de locuteurs), le *somali* et le *tigrigna* (les deux parlées environ par le six pour cent des éthiopiens).

A partir de 1995 l'ancien système des provinces est remplacé par neuf régions administratives (« Harar », une des régions, se trouve dans la région de Oromia) créées selon des lignes ethniques (Image 6). Nous pouvons répartir les peuples d'Éthiopie en divers grands ensembles ayant comme éléments caractéristiques essentiels la langue.



Image 6: Carte selon les régions administratives

Ainsi, Prunier (2007) explique que les oromo sont le plus grand peuple, démographiquement parlant, au niveau national, suivis par les amhara. Une grande présence est aussi ressentie par les Afar (1-1.5 millions vivant dans le nord-est d'Ethiopie) et les Somali (près de 4 millions installés dans la région de Ogaden). Les Tigrés vivent au nord du pays, leur langue est le *tigrigna*, la même parlée dans le pays voisin du nord, l'Erythrée. Ce dernier constitue démographiquement le deuxième peuple, après les Amhara, du groupe *habesha*<sup>46</sup>.

Selon le rapport du recensement officiel de 2007, la religion qui domine en Ethiopie est l'Église éthiopienne orthodoxe (43,5 pour cent), suivi par l'islam qui est pratiqué par le 33,9 pour cent du peuple. Le protestantisme occupe le 18,6 pour cent, 2,6 pour cent sont les religions traditionnelles, le 0,7 pour cent le catholicisme et l'autre 0,7 pour cent, d'autres religions.

<sup>45</sup> La Constitution éthiopienne est disponible (en version amharique et anglaise) sur : [http://www.icla.up.ac.za/images/constitutions/ethiopia\\_constitution.pdf](http://www.icla.up.ac.za/images/constitutions/ethiopia_constitution.pdf).

<sup>46</sup> Ils font partie du groupe *habesha* les peuples parlant essentiellement des langues sémitiques (p.ex. l'*amharique* et le *tigrigna*).

### 5.1.1 De l'empire d'Ethiopie à nos jours<sup>47</sup>

Durant les années 1920, l'Ethiopie passe à une plus grande ouverture sur le monde en renforçant dans les décennies suivantes les liens avec plusieurs pays occidentaux. Sous le pouvoir du Négus (roi) Haile Selassie (couronné à la fin des 1930), la première Constitution éthiopienne est promulguée en 1931, l'économie est réformée et le pouvoir politique centralisé. Quelques années plus tard, l'Empire éthiopien est partiellement occupé par l'Italie, suite à une guerre qui a eu origine en 1935. Pendant cinq ans (1936-1941) l'Ethiopie est juridiquement un territoire occupé, ayant maintenu son indépendance. En 1941, suite de la défaite des troupes fascistes italiennes grâce au soutien des forces anglo-françaises, l'Ethiopie retrouve sa totale indépendance grâce à laquelle Haile Selassie reprend les marches entreprises au début de son règne. Ce n'est qu'à la suite du traumatisme causé par la défaite de l'invasion italienne que l'empereur décide de « nationaliser » l'empire éthiopien et, en accord avec l'idéologie du développement d'alors, établir un gouvernement moderne centralisé. De ce fait, l'accès aux différents domaines, comme l'éducation, le travail ou encore le pouvoir dépendait du groupe ethnique *amhara* (Barnes et Osmond, 2005 : 9). Le pays connaît alors une période d'industrialisation et de croissance économique. Cependant, durant cette période de développement, diverses rébellions et manifestations contre le pouvoir politique se soulèvent en créant ainsi d'autres préoccupations. Un des mouvements de controverse est guidé par un comité de militaires appelé le *Derg* qui, avec le soutien de l'URSS – nonobstant la politique de Haile Selassie soit plutôt favorable à l'occident – parvient en septembre 1974 à destituer le roi. A partir de ce moment le *Derg* commence à s'installer au pouvoir. Il affirme son pouvoir en emprisonnant les anciens fonctionnaires et en interdisant toute sorte de manifestation. Des campagnes d'alphabétisation et la diffusion de la nouvelle idéologie inspirée des soviétiques sont menées dans l'ensemble du pays. Si la déclamation révolutionnaire inspirée des soviétiques faisait droit à la reconnaissance des « nationalités » subordonnées et à leurs revendications, les nouveaux dirigeants au pouvoir ne permettaient aucune décentralisation, et encore moins toléré était l'indépendance comme celle revendiqué par

---

<sup>47</sup> Nous nous basons pour la rédaction de ce sous-chapitre principalement sur deux sources : Prunier (2007) ; Ofcansky et Berry (1991).



les groupes armés érythréens. De fait, le Derg poursuivait l'idée de nationalisation et de centralisation initié par le régime précédent de Haile Selassie.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir les premiers partis politiques civils réclamer un transfert du pouvoir : le parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE) défie le régime en provoquant, pendant deux ans (1976 - 1978), des affrontements particulièrement brutales (familles et jeunes étudiants aux côtés du PRPE massacrés) ; la répression dictée par le Derg ne fait qu'accentuer le radicalisme du régime. Cette violence politique qui a marqué la population éthiopienne est connue sous le nom de « Red Terror ». Les rivalités qui se sont également produites au sein du Derg, font émerger une seule personne qui dirigera par la suite le pays, à savoir Mengistu Haile Mariam. Entretemps, les violences du régime durant la guerre civile favorisent les séparatistes du nord du pays : les Tigré (dirigés par le Front de libération du peuple Tigré – FLPT) et les Erythréens (conduits par le Front populaire de libération de l'Erythrée – FPLE), qu'avec leurs progressions rendent difficile la défense militaire du régime. La coordination des opérations de la part de ces deux principaux mouvements et l'abandon du soutien de l'URSS, rendent la fin du Derg de plus en plus proche. C'est par la coalition du groupe des Tigré (FLPT) avec le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE), ainsi que la fuite de Mengistu Haile Mariam, que la pénétration du FDRPE dans la capitale – et subséquemment l'effondrement de la junte militaire – devient possible. Depuis la chute du régime du Derg (28 mai 1991) jusqu'en 1995, le pays a été dirigé par un gouvernement de transition qui était chargé de mener l'Ethiopie vers une démocratisation. En 1992, le FDRPE remporte les premières élections multipartites et prépare une nouvelle Constitution que sera approuvé en 1994 par l'assemblée constituante et qui entrera en vigueur en août 1995. Quant au rapport avec l'Erythrée, le référendum pour l'indépendance de l'Erythrée de 1993, effectué en accord avec le FDRPE, déclare la victoire des séparatistes du nord.

### **5.1.2 La situation politique**

Depuis que le texte constitutionnel éthiopien est entré en vigueur (22 août 1995), l'Ethiopie est officiellement appelée « République fédérale démocratique d'Ethiopie (RFDE) ». La constitution contient un catalogue complet des droits fondamentaux et garantit l'indépendance du pouvoir judiciaire. La politique se déroule dans un cadre d'une république parlementaire fédérale, de sorte que le premier ministre est le chef du gouvernement exerçant le pouvoir exécutif. Outre la direction des affaires nationales, le

premier ministre supervise également la mise en œuvre de la politique étrangère. Depuis 1991, le pays est gouverné par le front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE), d'abord par Meles Zenawi (1991-2012) et actuellement par Hailemariam Desalegn.

Quant à la politique étrangère, les relations sont bonnes avec la majorité des pays occidentaux et d'Afrique. Grâce à sa plus grande ouverture sur le monde elle renforce des liens avec plusieurs pays occidentaux et particulièrement les Etats-Unis, avec lesquels des accords militaires sont signés (Both, 2004). La collaboration entre Ethiopie et Etats-Unis concerne entre autres la lutte contre le terrorisme dans la Corne de l'Afrique. De plus, sur le plan international, l'Ethiopie est signataire de la déclaration des Nations Unies dès 1945 et devient l'un des 51 Etats membres fondateurs de l'ONU. Avec ses pays voisins, l'Ethiopie peut entretenir tant des relations cordiales que mauvaises : avec le Soudan et le Djibouti elle maintient des rapports favorables et principalement commerciaux, avec le Kenya il s'agit plutôt de rapports de type historiques et géopolitiques. La question de l'accès à la mer est souvent un des facteurs déterminant dans les choix diplomatiques, vu que ce pays est un des seuls de la région africaine ne disposant d'aucun littoral. Nonobstant ce constat, les relations avec l'Erythrée demeurent tendues, et le désaccord transfrontalier avec ce pays n'est toujours pas résolu (African Development Group, 2011). Dans la corne du continent africain, l'Ethiopie et l'Erythrée sont comme deux frères ennemis depuis très longtemps : alors que l'actuel président d'Erythrée, Isias Afewerki et Meles Zenawi, l'ancien premier ministre éthiopien décédé en 2012, ont combattu ensemble<sup>48</sup>, l'histoire les a peu à peu entraînés vers l'opposition et la guerre qui a eu lieu entre 1998 et 2000<sup>49</sup>. Sur le plan continental, l'Éthiopie est également membre du COMESA (« Common Market for Eastern and Southern Africa »). En outre, Addis-Abeba est aujourd'hui le siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et elle accueille également le siège de l'Union africaine, en veillant à l'influence politique de l'Éthiopie sur le continent africain.

---

<sup>48</sup> Ils faisaient partie des deux mouvements au nord de l'Ethiopie qui ont combattu contre le régime du Derg.

<sup>49</sup> Après l'indépendance de l'Erythrée, chacun revendiquait plusieurs régions frontalières. A cause de ces désaccords, une deuxième guerre entre les deux voisins s'ensuit.

### 5.1.3 Les inégalités

L'Ethiopie connaît d'importantes inégalités géographiques, il s'agit notamment d'une différence entre les zones rurales et urbaines. Prenons l'exemple du chômage : dans ce cas le problème se pose en particulier dans les zones urbaines où, malgré le taux de chômage ait reculé dans toutes les régions, il s'avère encore très élevé dans les grandes villes comme Addis-Abeba et Dire Dawa en raison de l'afflux de migrants qui a un effet négatif sur l'emploi, en particulier sur l'emploi des jeunes. Un autre exemple d'inégalité concerne les revenus : en effet, l'inégalité des revenus dans les zones rurales est extrêmement faible, ceci en raison de la répartition plus ou moins égalitaire des terres. Dans les zones rurales, l'inégalité est restée inchangée au cours de ces dernières décennies. En revanche, dans les zones urbaines nous constatons des variations : dès 1995/96 l'inégalité urbaine a augmenté à un rythme alarmant atteignant un coefficient de Gini<sup>50</sup> de 0,44

Tableau 2: Tendances nationales, rurales et urbaines selon les coefficients de Gini (source: MoFED, 2013a)

Year	Rural	Urban	Total
1995/96	0.27	0.34	0.29
1999/00	0.26	0.38	0.28
2004/05	0.26	0.44	0.30
2010/11	0.274	0.371	0.298

en 2004/05 (Tableau 2), par la suite, étant donnée l'importante augmentation d'inégalités qu'elle avait subi, des changements dans la politique de développement urbain après-2005 ont été introduit. En raison des progrès faits, la tendance à la hausse de l'inégalité urbaine a été inversée résultant en une énorme baisse de la pauvreté (MoFED, 2013a)<sup>51</sup>.

De même, l'Ethiopie souffre de certains des plus bas indicateurs de performance d'égalité de sexes en Afrique sub-saharienne. Bien que des progrès remarquables ont été réalisés dans plusieurs des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les femmes d'Éthiopie subissent encore des fortes disparités par rapport aux hommes dans plusieurs domaines. Afin de mieux cerner les importantes inégalités que les femmes éthiopiennes pâtissent encore à nos jours, nous irons consacrer le sous-chapitre qui suit à une analyse plus détaillé de cette problématique.

---

<sup>50</sup> Le coefficient de Gini est utilisé pour mesurer l'inégalité des revenus dans un pays. Il s'agit d'un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie l'inégalité totale.

<sup>51</sup> Ces évolutions positives dans les zones urbaines peuvent être attribués aux activités de développement, notamment le développement des infrastructures urbaines, la promotion d'activités à forte intensité de main-d'œuvre, la promotion des microentreprises à et celles petite échelle, au crédit et développement des affaires, et la distribution d'articles de subventions alimentaires de base aux pauvres des villes en temps de crise au cours des dix dernières années, ainsi que la croissance du secteur des services (MoFED, 2013a).

#### 5.1.4 Rapport de genre

La constitution et les politiques nationales de l'Ethiopie sont conformes au cadre juridique international sur l'égalité des sexes : elle garantit une égalité des droits des femmes comme à celles des hommes dans tous les domaines en démontrant de faire des efforts pour renforcer la structure nationale afin d'aboutir à une égalité de genre. Le GoE le montre également en mettant le thème de la parité entre sexes comme le sujet central du Plan de Transformation et de croissance (Growth and Transformation Plan). De plus, la violence domestique et les pratiques traditionnelles néfastes, y compris le mariage précoce<sup>52</sup> et la mutilation génitale féminine sont criminalisés par le code pénal éthiopien (UNICEF Ethiopia, s.d<sup>53</sup>). Bien qu'il y ait une volonté politique générale à lutter contre l'inégalité entre les sexes, il y a eu une capacité limitée pour financer et mettre en œuvre des interventions ciblant les femmes vulnérables. Si nous nous regardons de plus près la réalité des femmes éthiopiennes, nous constatons que des inégalités sont toujours présentes : une première constatation que nous faisons c'est que dans la plupart des cas les ménages sont dirigés par des hommes (72 pour cent) les ménages sont dirigés par des hommes (UNICEF Ethiopia, s.d). Cette proportion change de région, en effet, les ménages urbains sont plus susceptibles d'être dirigés par des femmes. L'accès des femmes aux ressources productives et à d'autres ressources est inégale entre les ménages dirigés par des femmes et ceux dirigés par les hommes : dans ce dernier cas si les femmes veulent accéder aux ressources ou participer à la vie communautaire passent généralement par des médiateurs, les hommes – que ce soit leurs pères ou maris – et ainsi leurs contributions sont souvent méconnues (USAID, [en ligne]<sup>54</sup>). En outre, les hommes ont une vie sociale plus vaste par rapport aux femmes. Cette différence se remarque surtout dans les zones pastorales où les femmes sont plus vulnérables aux pratiques culturelles et traditionnelles sexistes que les femmes vivantes en zone urbaine (UNICEF Ethiopia, s.d). De manière générale, les attributions des rôles en Ethiopie sont divisées et connus de la manière suivante : les hommes labourent, récoltent et négocient des marchandises ; abattent les animaux ; ils s'occupent de l'élevage, de la construction de maisons, et de la coupe du bois. Tandis que les femmes, sont en charge des tâches ménagères telles que : le brassage de la bière, la cuisine, l'achat et la vente

---

<sup>52</sup> Selon le code fédéral sur la famille entré en vigueur en 2000 l'âge minimum du mariage est passé de 15 à 18 ans.

<sup>53</sup> Disponible sur [http://www.unicef.org/ethiopia/Chapter\\_3\\_\(72dpi\).pdf](http://www.unicef.org/ethiopia/Chapter_3_(72dpi).pdf).

<sup>54</sup> Disponible sur [www.usaid.gov/ethiopia/gender-equality-and-womens-empowerment](http://www.usaid.gov/ethiopia/gender-equality-and-womens-empowerment).

d'épices, la fabrication du beurre, le transport de l'eau, et la prise en charge des enfants. Précisons que dans les zones urbaines d'Ethiopie, la division des rôles selon le sexe est moins stricte par rapport aux régions rurales : en effet, dans ces zones les femmes ont plus de possibilités d'aller travailler tout comme les hommes le font, mais c'est quand-même attendu que toutes leurs tâches ménagères soient effectuées par ces dernières<sup>55</sup>. En outre, les croyances anciennes dont font partie par exemple les mutilations génitales et le mariage des jeunes touchent de façon disproportionnée les femmes et les filles rurales, bien que la constitution éthiopienne ait introduit un code pénal qui l'interdit. Ces pratiques traditionnelles renforcent des rôles inégaux entre les sexes et contribuent ainsi à limiter la participation des femmes dans le développement social (UNWOMEN, [en ligne]<sup>56</sup>).

Le progrès achevé en Ethiopie jusqu'à maintenant s'est fait grâce à l'ouverture de mentalité permettant aux femmes un meilleur accès à l'éducation et aux soins, cependant nous constatons que les opportunités économiques et politiques pour ces dernières restent encore limitées (Chane Wube, 2010). Alors que la participation des femmes dans la sphère politique et économique a considérablement amélioré, le défi qui reste est de traduire cette masse critique de représentants des femmes dans une participation significative. Comme les femmes jouent les deux rôles productifs et reproductifs, elles sont accablées par de lourdes responsabilités. Par conséquent, à moins que ces charges soient réduites au minimum, la participation des femmes dans la sphère politique et économique restera limitée. Il est important d'éliminer la discrimination contre les femmes dans le foyer familial et au travail, d'éviter toute discrimination fondée sur le sexe, et de construire l'estime de soi des femmes, ainsi que lutter contre les pratiques traditionnelles néfastes de manière à assurer que le potentiel des femmes soit entièrement réalisé.

Nonobstant les efforts faits sur le plan national, notamment par l'introduction des codes fédérales qui vont à l'encontre des femmes, l'Ethiopie s'avère être une société patriarcale qui continue à maintenir les femmes dans une position subalterne, en utilisant la religion et de la culture comme source de légitimation. Ces sources de légitimation ont été pour nombreuses années soutenues par les lois et la législation, ce qui a continué à maintenir des disparités entre hommes et femmes, dans la division du travail, le partage des bénéfices,

---

<sup>55</sup> Disponible sur [alhoferethiopia.weebly.com/blog/gender-roles-in-ethiopia](http://alhoferethiopia.weebly.com/blog/gender-roles-in-ethiopia).

<sup>56</sup> Disponible sur [http://www.unwomen.org/mdgf/B/Ethiopia\\_B.html](http://www.unwomen.org/mdgf/B/Ethiopia_B.html).

ainsi que dans la façon dont les ménages sont organisés (Belgian NGAs, 2015). Malgré les derniers changements, les rôles de genre ne sont évidemment pas encore équitables comme la constitution éthiopienne demande, notamment dans les régions rurales où les femmes subissent encore des inégalités significatives.

## 5.2 LES APPROCHES DE DÉVELOPPEMENT EN ETHIOPIE

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale l’Ethiopie a vécu sous deux régimes économiques différents : tout d’abord sous un régime inspiré du socialisme soviétique et après l’échec de celui-ci, l’Ethiopie se voit imposer une politique néo-libérale. En réponse à un rejet et une profonde déception de l’Ethiopie des paradigmes pratiqués précédemment, un modèle de développement alternatif est proposé. Après la chute du régime Derg et l’avènement du nouveau pouvoir en 1991, des réformes ont donc été engagées : l’Ethiopie a abandonné l’économie centralisée pour adopter un système économique orienté vers le marché. Le gouvernement retenait qu’un changement radical dans l’orientation de la politique était nécessaire en raison de l’échec du précédent gouvernement qui a porté l’économie nationale sur le bord de l’effondrement.

### 5.2.1 L’émergence d’un état développementaliste démocratique

Au contraire de l’Etat classique généralement autoritaire, l’Ethiopie adopte une nouvelle politique en essayant de combiner un état économiquement actif et une démocratie politique. Le nouveau paradigme de développement qui voit l’essor comme réaction à l’échec de l’idéologie du Derg et d’un état néo-liberal (Befekadu, 2013), c’est le *développementalisme démocratique*. C’est donc en tant que en tant que réponse résultante d’une longue recherche d’une alternative aux modèles de croissance qui s’est créée l’idée d’un Etat développementalisme démocratique. Afin de promouvoir son développement national l’Ethiopie a adoptée d’une part le principe « Agricultural Development Led Industrialization » (ADLI) et d’autre part le *développementalisme démocratique* (DD), un régime politique qui soutient l’exécution de cette stratégie de développement (Ohno, 2009). Le DD et le ADLI constituent donc un ensemble complémentaire qui stipule respectivement la politique et l’aspect économique du développement.

### 5.2.1.1 Le régime politique développementaliste démocratique

En considérant que, d'après les dirigeants éthiopiens, l'échec du développement de l'Afrique ne vient pas seulement des lacunes théoriques et techniques de la politique économique, mais aussi – plus fondamentalement – des facteurs politiques, la transformation de la stratégie de développement doit commencer par la politique. A leur avis, le paradigme néo-libéral n'a pas réussi à déraciner le système précédent parce qu'il a nié le rôle du gouvernement en tant que moteur dynamique de changement systémique. Cette vision qui a favorisé un gouvernement minimaliste n'a pas pu générer un agent assez puissant pour lancer un changement systémique dans un pays sous-développé. En suivant cette logique, l'Ethiopie a opté pour la mise en place d'une stratégie de *développementalisme démocratique* (DD) qui consiste dans la mise en place de :

A political regime in which a developmental party remains in power for a long time by consecutively winning free elections which permit multiple parties, under which policies that punish rent seeking and encourage productive investment are implemented with a strong state guidance. (Ohno, 2004 :9)

Sous le DD, les fruits du succès sont attendus pour que l'état de développement gagne de légitimité et conserve son pouvoir pendant une longue période à la fois par une performance économique et une procédure démocratique. Ici, l'Etat *developmentaliste* est un régime qui mobilise des ressources disponibles pour construire des institutions, des politiques et des systèmes qui stimulent l'investissement productif de la valeur interne. Ainsi, l'adoption de la nouvelle Constitution (1995) introduit l'idée selon laquelle le développement économique est contrôlé entièrement par l'Etat. Pour cette raison, un régime politique compatible avec le développement national doit être installé en parallèle avec la formulation de mesures politiques concrètes. Cet effort doit être entrepris en vertu des règles de la démocratie plutôt que de l'autoritarisme comme celui du régime du Derg, dont son action publique fut appliquée avec des méthodes étatiques totalitaires<sup>57</sup> trahissant l'idéal de démocratie (De Poix & Planel, 2009 ; Desta, 2014).

De plus, par l'instauration du nouveau régime, l'Ethiopie adopte quelques aspects des PAS (Plans d'Ajustement Structurel) qui lui permettent d'introduire des institutions démocratiques afin d'atténuer les déséquilibres ethniques et régionaux exacerbés par le

---

<sup>57</sup> Par lequel il mettait en pratique un moyen de répression et de contrôle des populations locales<sup>57</sup> (De Poix et Planel, 2009).

régime impérial de Hailé Selassié et celui de la junte militaro-communiste de Mengistu, bien qu'à l'heure actuelle les divisions ethniques ne se sont toujours pas estompées (Valfort, 2006 : 757-758). Le nouveau gouvernement de Meles Zenawi (EPRDF<sup>58</sup> 1991 - 2012) proclame donc une transition vers une démocratie pluraliste basée sur un ethnofédéralisme<sup>59</sup> (Gascon, 2009) se cheminant vers une « Renaissance pour l'Éthiopie » par le biais de plusieurs plans de développement (Desta, 2014 ; Befekadu, 2013). Il faut préciser que ce nouveau paradigme devrait être interprété comme un modèle que l'Éthiopie cherche à atteindre plutôt qu'un régime politique déjà établi et qui fonctionne bien. Le message d'un intellectuel éthiopien résume à sa manière la situation actuelle de la politique d'Éthiopie ; en faisant référence au passage du président américain Barack Obama, en juillet 2015, à Addis Abeba, il affirme : « Obama, c'est pour nous une piqûre de rappel de ce que nous pourrions être, une démocratie. Et un rappel à ce que nous sommes malgré tout : une dictature en transition » (Losson, 2015).

#### 5.2.1.2 Le modèle d'Etat développementaliste des Tigers

Jusqu'en 1978, la croissance augmenta très peu en raison des tensions politiques, des conflits armés et d'une réforme radicale des institutions. Le climat politique instable et les nationalisations ont causé une dislocation des principaux secteurs de l'économie tel que l'agriculture et l'industrie. La mise en place du gouvernement intermédiaire au début des années 1990 a permis de formuler le nouveau principe politique « Agricultural Development Led Industrialization » (ADLI), s'inspirant du modèle de développement de l'Est de l'Asie (Tigres), et qui a ensuite été élaboré par étapes et mis vraiment en application dans les années 2000. Le ADLI est défini comme une stratégie de développement qui vise à une initiation d'industrialisation grâce à une croissance solide agricole et un lien étroit entre le secteur agricole et industriel (Ohno, 2004). Ce nouvel paradigme vise donc le passage d'une économie agraire à une économie industrielle. Sous le gouvernement de Zenawi, prônant pour une rapide industrialisation et une modernisation de l'agriculture, l'Éthiopie est devenue un modèle pour les stratégies développementalistes d'autres pays

---

<sup>58</sup> Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front.

<sup>59</sup> C'est-à-dire un fédéralisme tempéré par l'Etat, où chaque région reconnue par le centre bénéficiait de droits dans un territoire délimité selon des critères ethniques. Sur le fonctionnement du fédéralisme ethnique éthiopien, comparé à d'autres régimes fédéraux, voir les études rassemblées dans David Turton (ed.), *Ethnic Federalism. The Ethiopian Experience in Comparative Perspective*, Oxford, James Currey, 2006.



africains (Befekadu, 2013). Toutefois, il faut tenir compte du fait que le ADLI est considéré comme une stratégie de développement en évolution soumis à l'expérimentation plutôt qu'un principe immuable.

Le transfert du modèle de l'Etat de développement d'Asie orientale à d'autres régions, notamment au continent africain, a généré des discussions au sein de la littérature que nous devons considérer dans nos réflexions. Musamba, par exemple, appelle cette initiative le « impossibility theorem » puisque à son avis les Etats africains ne seront pas en mesure de devenir développementalistes (Musamba, 2010, cité par Routley, 2014 : 162-163). Cette difficulté de transfert de modèle d'état développementaliste dans le contexte africain est argumentée par trois principaux volets :

First, the changed geo-political situation (compared with when East Asian states became developmental), especially increased globalisation ; secondly, the generally problematic nature of the transfer of institutions ; and thirdly the absence of state capacity and developmental commitment in Africa, due in part to the persistence of neopatrimonial tendencies. (Musamba, 2010 ; Mkandawire, 2010 cité par Routley, 2014 :163)

## **5.2.2 Le système ethnofédéraliste en pratique**

Nous l'avons vu, la République Populaire Démocratique d'Éthiopie se revendique encore comme étant un Etat développementaliste *démocratique* (PNUD, 2012 : 18) et montre ses intentions entre autres, à travers le « Growth Transformation Plan 2010-2015 » (nous reviendrons plus tard sur ce programme de développement) et la Constitution du Gouvernement en 1995. En effet, cette dernière met l'accent sur la construction d'une politique « founded on the rule of law to guarantee a democratic order and advancing economic and social development », où le respect des individus ainsi que des peuples est nécessaire (PNUD, 2012 : 18). Alors qu'une nouvelle ère politique était annoncée, nous constatons pourtant, vingt ans plus tard, qu'ils restent des aspects de la situation actuelle qui semblent remettre en question la démocratisation revendiquée par le pays : en effet, « même si la structure formelle de l'Etat éthiopien a été transformée à partir d'un système très centralisé pour aboutir à un système fédéral de plus en plus décentralisé » (Banque Mondiale, 2009), plusieurs sont les enjeux susceptibles de fragiliser la transition démocratique en Éthiopie. A ce propos, un premier problème se pose, car :

[...] the current government in Ethiopia took power from the previous military government, [...]. There was no appropriate policy and strategy to alleviate the persistent poverty in the country. The country was suffering in the command economy closing its door for external market. The living situation both in urban and rural areas was severe, and all these happen because of the coordination failure. (Melke, 2013 :172)

A l'exception peut-être de la reprise des hostilités avec l'Erythrée, remarquable sont les changements des politiques ethniques en Ethiopie, partiellement coordonnées et encouragées par le système fédéral mais aussi en réaction aux inégalités générées par l'actuel régime (Barnes & Osmond, 2005). L'expérience fédérale éthiopienne se fonde sur la reconnaissance des nationalités présentes à l'intérieur du pays : ainsi, la gestion de l'Etat est opérée par un groupe régional distinct, lequel établit à la fois un régime fédéral et de nouveaux Etats fédérés, appelés régions. A ce sujet, nous croisons un deuxième problème : au lieu d'une dévolution du pouvoir, le contrôle politique et financier du gouvernement fédéral sur les régions reste suprême.

### **5.2.3 Les progrès économiques de l'Ethiopie**

En dix ans l'Ethiopie a totalement repensé son modèle économique et son modèle de développement en aboutissant à des performances économiques et sociales. Encore aujourd'hui elle est en train de se développer et on assiste à des changements positifs pour le pays. Après une période de récession de l'économie en 2003 (FMI), le produit intérieur brut (PIB) connaît depuis 2004 une croissance économique une des plus forte dans le globe, en se classant parmi les cinq économies les plus dynamiques au monde. Après une décennie d'expansion continue (durant laquelle le PIB réel a augmenté de 10.8 pour cent par an en moyenne), le pays a affiché en 2013/14, pour la onzième année consécutive, une forte croissance, estimée à 10.3 pour cent (African Development Group, 2011). Ce taux est remarquable et nettement supérieur au taux de croissance nécessaire (7 pour cent par an) pour atteindre la cible de l'OMD consistant à réduire de moitié la pauvreté avant 2015. Selon les données que nous avons pu récolter, le FMI estime que le PIB par habitant s'élève à 702 dollars en 2015, alors qu'en 2013 il était de 632 dollars et en 1999/2000 de 129 dollars.

Le récent « boom économique » du pays a été fouetté par les investissements chinois. Les entreprises et notamment les compagnies manufacturières asiatiques à la recherche d'une main d'œuvre à bon marché, en raison notamment des hausses de salaire intervenues en Chine, se sont délocalisées en Ethiopie en permettant à son secteur textile d'exploser. Les investissements chinois en Ethiopie sont appréciés par le GoE parce que de ce fait la créations d'emplois, d'autoroutes, et d'autres avantages sont possibles, en stimulant ainsi sa modernisation. Il faut préciser que la croissance de l'Ethiopie s'est aussi traduite dans la réduction de son déficit infrastructurel. Deux plans pour la croissance et la transformation

de l'Éthiopie ont été lancés : le premier s'agit de vastes programmes de construction d'infrastructures de transports, comme l'élargissement du réseau de chemins de fer, l'instauration de lignes de métros et de tramway dans la capitale éthiopienne ou encore le programme de construction de 71 000 kilomètres de routes rurales. Le deuxième domaine dans lequel l'Éthiopie s'est engagée et qui a permis d'influencer positivement la croissance du pays est celui des infrastructures de télécommunication et énergétiques par la construction d'un barrage hydroélectrique qui assurera l'indépendance énergétique du pays. Outre à une croissance économique, on assiste aussi à un changement structurel de cette dernière. Jusqu'à ces derniers temps, l'agriculture<sup>60</sup> était le secteur dominant de l'économie, toutefois la croissance est maintenant à base plus élargie, avec l'augmentation de la contribution des secteurs des services et de la construction. S'il est vrai que le secteur des services a récemment supplanté l'agriculture, en termes de part du PIB (estimée actuellement à 46 pour cent avec une progression de 11.9 pour cent), l'agriculture demeure d'une importance cruciale pour la croissance du pays. Le secteur de l'agriculture représente en effet 42 pour cent du PIB, 80 pour cent des emplois et 85 pour cent des recettes de l'Éthiopie tirées des exportations. L'industrie, un autre secteur dans lequel l'Éthiopie s'engage, a vécu une progression de 21.2 pour cent en représentant actuellement le 14 pour cent du PIB<sup>61</sup>. Comme on l'a pu constater, l'expansion des services et de l'agriculture compte pour la plupart de cette croissance, tandis que la performance du secteur manufacturier a été relativement modeste, bien que le gouvernement pousse à se diversifier dans la fabrication, le textile et la production d'énergie.

L'exportation depuis l'Éthiopie est composée principalement par : le café (l'un des principales cultures d'exportation), le khat<sup>62</sup>, l'or, des produits en cuir, des animaux vivants ainsi que des graines oléagineuses (données de 2014 CIA<sup>63</sup>).

---

<sup>60</sup> Principalement les petites exploitations agricoles et la production animale.

<sup>61</sup> Disponible sur <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr>.

<sup>62</sup> Arbuste (une sorte de fusain) de la famille des *Célastracées*, originaire d'Éthiopie, dont la culture s'est étendue à l'Arabie (surtout au Yémen) vers le XV<sup>ème</sup> siècle. Il est consommé par les habitants de ces régions qui en mâchent longuement les feuilles pour leur effet stimulant et euphorisant comparable à celui de l'amphétamine.

<sup>63</sup> Disponible sur <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/et.html>.

#### 5.2.4 Les programmes de développement

Le Gouvernement Ethiope (GoE) mené par Meles Zenawi pour environ 20 ans a mis en place un des plus vastes programmes de protection sociale en Afrique. Il a lancé des réformes structurelles pour attirer les investisseurs et aussi un programme ambitieux de développement, le Plan de croissance et de transformation 2010-2015 (Growth and Transformation Plan 2010-2015). De manière générale, la vision de l'Ethiopie par le GTP I sur le long terme est : « to become a country where democratic rule, good-governance and social justice reigns, upon the involvement and free will of its peoples ; and once extricating itself from poverty and becomes a middle-income economy » (MoFED, 2010 : 7).

Le GTP I se décline en plusieurs objectifs qui étaient à atteindre entre 2010 et 2015 :

Maintain at least an average real GDP growth rate of 11% and meet the Millennium Development goals, expand and ensure the qualities of education and health services thereby achieving the MDGs in the social sectors, establish favorable conditions for sustainable state building through the creation of stable democratic and developmental state, ensure growth sustainability by realizing all the above objectives within stable macroeconomic framework. (MoFED, 2010 : 7)

Dans la pratique, l'Etat, à travers le programme stratégique mené par Zenawi, a par exemple mis à disposition des populations des centaines de milliers d'hectares à des prix dérisoires dans le but d'avoir une agriculture intensive sur des superficies non exploitées. La croissance économique vécue par l'Ethiopie a apporté des tendances positives pour réduire la pauvreté, autant dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Alors que 38,7 pour cent des Éthiopiens vivaient dans l'extrême pauvreté en 2004-2005, cinq ans plus tard, était le 29,6 pour cent, soit une diminution de 9,1 points de pourcentage, mesuré dans le seuil de pauvreté national comme moins de 0,6 dollar par jour. (Melke, 2013).

Un deuxième Plan de croissance et de transformation II (GTP 2015-2025) a été mis en place en tant que véhicule vers la réalisation de la vision de l'Éthiopie de devenir un pays à revenu moyen-bas d'ici à 2025. Ainsi, le GTP II vise à atteindre un taux de croissance annuel moyen du PIB réel de 11 pour cent au sein d'un environnement macroéconomique stable tout en poursuivant des mesures agressives vers une industrialisation rapide et une transformation structurelle. Ce deuxième GTP est construit sur des politiques, stratégies et programmes sectoriels, sur les leçons tirées de la mise en œuvre du premier GTP I. Il a également pris en compte les situations économiques mondiales et régionales avec des impacts directs ou indirects sur l'économie éthiopienne.

Nous l'avons vu, malgré les récentes améliorations en Éthiopie, la pauvreté persiste : ce pays reste un pays à faible revenu<sup>64</sup>. Malgré la main-d'œuvre qualifiée et les programmes de développement instaurés par le GoE, le niveau du chômage reste élevé. Et, au fil du temps, cette population en perte d'emploi augmente, en même temps que la pression démographique. Certaines personnes arrivent à créer une petite activité qui leur permet de générer un revenu minimal pour leur permettre de survivre, alors que d'autres se retrouvent sans moyens pour gagner de l'argent. Les études ont attribué des causes diverses à la pauvreté dont certains ont fait valoir que l'absence d'accès au crédit est présumée, entre autres, être la cause de l'échec des pauvres à sortir de la pauvreté (Jean-Luc, 2006, cité par Kereta, 2007). Dès lors, un défi de taille semble être posé aux promoteurs de la stratégie de microfinance qui se proposent de l'appliquer à cette population pauvre et marginalisée afin d'améliorer leurs conditions d'existence. Avant de passer à ces analyses dans le cadre de notre enquête de terrain, précisons encore comme se décline l'accessibilité aux services financiers formels<sup>65</sup> en Éthiopie, ainsi que le contexte et la manière dans laquelle la microfinance émerge.

### 5.3 APPROPRIATION DES SERVICES MICROFINANCIERS EN ETHIOPIE

#### 5.3.1 Contexte d'émergence de la microfinance

Comme nous l'avons vu précédemment, les ménages pauvres n'ont pas accès aux institutions bancaires commerciales formelles parce qu'il est trop coûteux pour les institutions financières formelles de prêter aux pauvres, les prêts aux pauvres impliquent un coût et des risques de transaction trop élevés (Stiglitz & Weiss, 1981, cité par Kereta, 2007). Ainsi, l'accès au financement pour les ménages pauvres en Éthiopie s'effectue principalement grâce à des systèmes informels, comme des crédits auprès d'usuriers, d'amis ou parents. Certains services informels, comme le *iddir*<sup>66</sup> et *eqqub*<sup>67</sup>, sont également offerts à travers des groupes sociaux traditionnels (nous y reviendrons par la suite au cours de nos analyses de terrain) dont les membres garantissent également des prêts les uns des

---

<sup>64</sup> Données de la Banque mondiale (2011) Disponible sur <http://data.worldbank.org/country/ethiopia?display=default>.

<sup>65</sup> Nous irons analyser par la suite, au cours de nos analyses des données empiriques, la question de l'accès aux services financiers informels.

<sup>66</sup> Il s'agit d'associations d'entraide (financière et sociale) autochtones.

<sup>67</sup> *Eqqub* sont des associations informelles pour l'aide et l'épargne mutuel.

autres. Afin de trouver un système intermédiaire entre le financement informel et les banques « classique », plusieurs institutions de microfinance (IMF) ont été installées en Éthiopie en vue de résoudre le problème des pauvres de l'accès au crédit.

### **5.3.2 Secteur financier formel**

Le secteur bancaire formel éthiopien se compose de trois entreprises publiques, à savoir la *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE), la *Development Bank of Ethiopia* (DBE) et la *Construction and Business Bank* (CBB). L'Etat, avec la libéralisation du secteur bancaire en 1995, a permis au secteur privé local de participer aux opérations bancaires, ce qui a provoqué une expansion rapide des banques privées. Pour atténuer la concurrence entre les établissements, la banque centrale du pays, la *National Bank of Ethiopia* (NBE), a maintenu le taux de rémunération de l'épargne inférieur au taux d'inflation. Bien que les banques privées ont fait leur apparition, le secteur financier est encore dominé par les banques publiques. La plupart des succursales de banques commerciales opèrent dans les zones urbaines, alors que seulement un petit nombre de districts du pays a des agences bancaires (Demekie, 1998, cité par Al-Bagdadi & Brüntrup, 2002). En effet, en 2002 seulement environ le un pour cent des ménages ruraux possédaient des comptes bancaires (Al-Bagdadi & Brüntrup, 2002). Pour se distinguer, les banques privées focalisent des succursales dans des lieux stratégiques et différents de ceux intéressés par les banques publiques <sup>68</sup>.

### **5.3.3 Les Institutions de microfinance (IMF)**

Alors que le crédit par les ONG et les sources informelles de financement ont toujours existé en Éthiopie depuis de nombreuses années, en 1996 le gouvernement a institué un cadre juridique et politique pour les IMF par la proclamation 40/1996 (Gebrehiwot Ageba, 2002, cité par Sebstad, 2003). Depuis lors, 33 IMF ont été enregistrés pour fonctionner sous les auspices de la présente proclamation. Ces institutions sont membres d'une association dénommée *Association of Ethiopian micro-finance Institutions* (AEMFI). En outre, chacun des neuf Etats régionaux éthiopiens ont leur propre « principale » IMF, ceux-ci sont soutenues par leurs respectifs gouvernements régionaux.

---

<sup>68</sup> Disponible sur <https://www.mfw4a.org/fr/ethiopie/le-secteur-financier.html>.

Les activités de financement générales effectuées par les banques commerciales, les institutions de microfinance, ainsi que les coopérations d'épargne et de crédit en Ethiopie sont régies par la Banque nationale d'Ethiopie (*National Bank Ethiopia* – NBE), laquelle s'occupe également de fixer les règles propres à chaque secteur de la finance. Le NBE requiert régulièrement, mensuellement ou trimestriellement, des rapports et envoie ses superviseurs pour contrôler ces institutions (Entretien avec Metemamen MFI).

#### **5.3.4 Le rôle de l'AEMFI**

L'*Association of Ethiopian Microfinance Institution* (AEMFI) a été enregistrée en 1999 en tant que réseau des institutions de microfinance en Ethiopie. L'adhésion à cette association est ouverte aux IMF, les ONG, les banques, et tout individu impliqué dans des activités de microfinance. Son mandat est de promouvoir les meilleures pratiques dans le secteur de la microfinance, faciliter le partage d'expériences et informations, et de fournir un forum pour le débat et le dialogue sur les questions de politique réglant les activités de microfinance. Elle tente de parvenir à ces objectifs à travers des activités telles que des ateliers, des recherches, l'échange d'informations, des formations et d'autres activités en réseau. De plus, AEMFI joue le rôle d'intermédiaire entre les IMF et la NBE sur les questions liées à ses directives et la diffusion de la microfinance<sup>69</sup>.

#### **5.3.5 Sources de financement**

Le GoE a largement contribué à la croissance et au développement du secteur microfinancier. Certaines IMF sont prises en charge par les gouvernements régionaux sous forme de soutien financier. Alors que les IMF soutenus par le gouvernement dominent la scène nationale, il y en a d'autres, de plus petites opérant dans tout le pays. En plus d'être modestes, beaucoup d'entre elles sont liés aux activités des organisations non gouvernementales de développement nationales et internationales. Une caractéristique de toutes les IMF éthiopiennes est celle de participer activement à la mobilisation de l'épargne. Les économies sont au centre de leurs opérations et constituent une source importante de fonds pour les prêts, spécialement dans les grandes entreprises. Outre aux économies,

---

<sup>69</sup> Disponible sur <http://www.aemfi-ethiopia.org>.

d'autres sources de financement sont présentes, comme les donations de la part d'organisations donatrices, ONG étrangères, des églises, et d'autres associations encore.

### **5.3.6 Diffusion**

Les IMF ont généralement une vaste répartition géographique dans les différents districts de leur région, ce qui explique la grande présence de clients de ménages ruraux (Al-Bagdadi et Brüntrup, 2002). En outre, dans le cadre du microcrédit, la plupart des IMF éthiopiennes utilisent une approche de « groupe solidaires ». Ces groupes se réunissent sur une base hebdomadaire ou mensuelle pour effectuer des remboursements de prêts et des dépôts d'épargne. Travailler avec des groupes est un moyen efficace pour élargir la sensibilisation.

## **5.4 ANALYSE DES DONNÉES EMPIRIQUES : COMMENT LA POPULATION ETHIOPIENNE S'APPROPRIE DU MICROCRÉDIT?**

Dans cette partie du travail nous entrons dans le vif de la recherche. Ici, nous nous intéresserons à comment les multiples attentes adressées au microcrédit sont opérationnalisées au niveau local. Nous l'avons vu, il s'agit d'une stratégie témoignant d'une complexité : elle peut être abordée comme un « remède miracle » d'aide au développement (Hofmann & Marius-Gnanou, 2007), tout comme une stratégie surestimée ne prenant pas réellement en considération les possibles séquelles. A partir de nos interactions et observations de terrain nous tenterons de disséquer cette complexité afin de comprendre comment le microcrédit est appréhendé et approprié par la population éthiopienne. Il s'agit par ce travail de présenter l'influence que le MC a sur les conditions de vie de ces femmes, tant au niveau social qu'économique.

D'abord, nous commencerons par analyser les pratiques traditionnelles déjà existantes en Ethiopie avant l'émergence du système microfinancier pour comprendre dans quel contexte ce dernier va s'installer. Ensuite, après avoir exposé l'état de lieu du secteur de financement formel du (micro) entrepreneuriat féminin, nous chercherons à comprendre ce que le microcrédit représente pour ces femmes. Nous continuerons ensuite par décoder, à partir de la réalité des pratiques individuelles et collectives, comment les bénéficiaires de services microfinanciers s'approprient du microcrédit et du microépargne. Nous verrons que ces dynamiques prennent forme sous l'influence de mécanismes sociaux liés au contexte spécifique de l'Ethiopie, témoignant ainsi de l'importance de l'« ancrage social » des pratiques microfinancières.



#### 5.4.1 Des pratiques traditionnelles éthiopiennes de micro-épargne et de solidarité communautaire

Les pratiques anciennes communautaires de financement et d'épargne dans lesquelles le microcrédit va se développer permettent d'autant plus facilement à ce dispositif de s'enraciner dans la réalité locale. Nous aimerions donc nous arrêter sur le secteur financier informel éthiopien qui, non seulement est l'une des sources les plus importantes de financement pour les ménages pauvres existant bien avant des prêts formels, mais qui est aussi la base culturelle qui rend possible l'instauration de cet outil dans la réalité locale. Au sein de ce système, les principales sources de prêts sont des amis, les parents et les usagers. Un grand nombre de ménages ruraux et urbains sont membres des associations traditionnelles d'épargne et de crédit telles que *eqqub*, *iddir* et *mehaber* (Al-Bagdadi & Brüntrop, 2002 : 11). Alors que les deux premiers sont dominés par l'objectif de transformer les petites économies en montants forfaitaires, le dernier l'est par son objectif social et religieux, par exemple pour couvrir le coût des funérailles et des mariages. Il s'agit d'associations d'entraide mutuelle, d'épargne et de crédit qui existent dans tout le pays, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. L'étude menée en 2015 par des acteurs belges non-gouvernementaux (Belgian Non-Governmental Actors (NGAs)) a prouvé que ces formes de financement restent remarquablement pertinentes comme importantes même pendant que la « modernisation » progresse. Nous allons les étudier de plus près dans le paragraphe qui suit.

##### 5.4.1.1 « *Mehaber* »

*Mehaber* est une pratique typique éthiopienne qui a lieu depuis de siècles, qui consiste en des rencontres régulières entre les gens du village. Lors de ces retrouvailles, les gens se célèbrent des événements, font un bilan de leurs situations et l'état du village ou du quartier<sup>70</sup>, discutent les possibles améliorations qui peuvent être mises en place ainsi que de son développement. Les membres se mobilisent activement lorsqu'un membre meurt ou perd un chère de sa famille, ou encore pour l'organisation d'un mariage, ou bien pour investir financièrement dans un projet nécessaire et avantageux pour le village, comme la construction d'un hôpital, l'amélioration des routes, etc. Cette ancienne pratique s'est

---

<sup>70</sup> Dans les villes, à cause de la forte densité de la population, il y a une subdivision par quartier.

conservée jusqu'à nos jours en prenant de plus en plus d'ampleur parmi la population éthiopienne. En effet, aujourd'hui le *mehaber* n'est pas pratiqué uniquement au niveau villageois, il y a d'autres sortes de *mehaber* qui se sont institués, comme celui consacré exclusivement aux femmes. Outre à des discussions, durant *mehaber* les participants contribuent avec une cotisation régulière, dont son accumulation fait l'objet d'une épargne utilisée par la communauté uniquement en cas de besoin. Par exemple, le *mehaber* pratiqué par les diasporas que nous pouvons retrouver dans différentes régions du globe utilise ce montant en cas de décès d'un compatriote, pour expédier le cercueil en Ethiopie chez sa famille.

Une grande partie des femmes que nous avons rencontrées en Ethiopie, notamment celles vivant dans les régions rurales, sont membres d'un *mehaber* de femmes de leur village. Int.8 et Int.9 nous expliquent que parmi ces membres, il y en a certaines qui ont des grandes difficultés financières et qui n'ont pas un emploi. Le groupe cherche toujours à s'entraider et surtout à aider les plus nécessiteuses du village en leur amenant « *du café, du sucre ; s'il y en a une qui est malade, ou qui perd son mari, on l'aide comme on peut financièrement* » (Int.8). Elles avouent que le microcrédit a été très utile pour ce qui concerne l'entraide financier du village :

*Il y a beaucoup de changements parce que on a le idder, le gens de mehaber ; par exemple si une personne est atteinte par un problème, elle est malade ou elle perd quelqu'un de sa famille...grâce au ciel qu'on a les membres de mehaber ; dans ce sens on se sent plus libre, on ne doit plus attendre nos maris pour les aider, on peut le faire toutes seules. (Int.9)*

*Mehaber* est une pratique dont les éthiopiens se servent depuis très longtemps et dans toute condition : même si les membres n'ont pas beaucoup d'argent, ils participent à la cotisation selon leurs opportunités. Bien que la participation financière n'est pas obligatoire, « *on le faisait quand même avec peu d'argent, forcément, même avant de prendre le prêt, ça c'est quelque chose de traditionnel* » (Int.9). Depuis qu'elles (Int.8 ; Int.9) bénéficient d'un micro-prêt, elles ne doivent plus attendre que leur mari apporte l'argent, pour contribuer avec un, voire deux Birr (environ cinq centimes, dix centimes) au *Mehaber*. Au contraire, maintenant elles peuvent gérer l'argent qu'elles gagnent librement, par exemple en contribuant davantage à l'épargne de *Mehaber* par une contribution plus fréquente et plus importante (à savoir 10 Birr, 20 Birr, qui équivalent environ à cinquante centimes, un franc).

#### 5.4.1.2 « Idder »

L'association de *idder* est composée par un plus grand nombre de personnes que celui de *mehaber* : ici, les femmes s'occupent de l'organisation et de la récolte de fonds pour ceux qui sont des évènements. En cas de décès ou de mariage, ou de l'obtention du diplôme, ou d'autres évènements qui méritent une cérémonie, le groupe de *idder* prend en charge l'organisation de cette dernière<sup>71</sup> : « *s'il y a quelqu'un qui tombe malade, qui a n'importe quel problème, ou par exemple, Dieu soit avec nous, il y a un décès qui se présente, c'est clair qu'on doit faire le nécessaire pour aider cette personne* » (Int.8). Les membres de ce groupe se rencontrent périodiquement pour discuter et recueillir l'argent nécessaire pour l'achat d'accessoires, du mobilier et des objets utiles à l'aménagement des locaux ou encore pour les repas. Il s'agit d'une association qui est souvent liée à l'église orthodoxe et qui fournit un support surtout en cas de malheur (Belgian NGAs, 2015). Dans ce cas aussi, les personnes du village participent financièrement au soutien de tous les villageois, afin que tout le monde, tant le plus fortunés que les plus dépourvus, puissent commémorer les évènements qui les concernent.

#### 5.4.1.3 « Eqqub » (ou « Ekub »)

Les ménages les plus pauvres restent souvent longtemps dans la phase de l'utilisation des microcrédits pour l'amélioration de leur propre activité commerciale, ce qui signifie un long délai d'attente avant de pouvoir passer à la pratique de l'épargne. De plus, la période de l'épargne est précédée par une période de pressions, pendant laquelle les ménages doivent surtout se préoccuper de rembourser le prêt sans pour autant avoir un revenu supplémentaire. Ensuite, il faut passer par la phase où la productivité des affaires est suffisante pour créer un revenu supplémentaire, pour enfin aboutir à la création d'une épargne. Ainsi, faire des économies n'est pas un processus de facile accès, ce qui explique la raison pour laquelle pas tout le monde n'y parvient.

En Ethiopie, que nous faisons appel au MC ou pas, il existe de plus en plus une participation de la population dans la volonté de faire de l'épargne. *Eqqub* est une forme traditionnelle

---

<sup>71</sup> Organisation par exemple de l'enterrement, accompagnement de la famille durant le deuil, mis en place d'une sorte de grand gazébo qui accueillera les invités du mariage, cuisine pour les centaines d'invités, etc.

de micro-épargne, la plus dominante parmi les trois énoncés, laquelle revendique aussi de l'entraide communautaire. Dans ce cas, le concept consiste dans la création d'un groupe où chaque membre participe régulièrement (souvent de manière hebdomadaire) en payant une somme d'argent. Tous les mois<sup>72</sup> les membres de cette association se réunissent et un membre du groupe pourra prélever le total qui a été récolté durant la dernière période, ensuite le processus continue. Une sorte de rotative d'épargne où à chaque rencontre une personne pourra recevoir un total qui lui permettra, par exemple, de faire des achats « *plus grands, tu peux t'acheter des nouveaux habits, améliorer les meubles* » (Int.8). Grâce au microcrédit ses bénéficiaires arrivent à mettre plus d'argent dans la pratique de l'*Eqqub* (Int.4 ; Int.6 ; Int.8 ; Int.9 ; Int.11) : « *maintenant nous mettons 200 Birr [environ dix francs], mais avant je pouvais mettre seulement 10, 20 Birr [environ cinquante centimes, un franc] par semaine* » (Int.6). Avec des sommes plus importantes, elles avouent avoir dans leur groupe plus d'épargne à la fin du mois et une très bonne somme d'argent lorsque c'est leur tour de retirer le total. Pour la plupart des femmes rencontrées la seule forme d'épargne possible en ce moment (en bénéficiant d'un micro-prêt) est celle de l'*eqqub*, en effet lorsque nous leur demandons si elles arrivent à épargner de l'argent, elles confirment en nous expliquant qu'elles y arrivent uniquement grâce à leur groupe de *eqqub*.

A l'époque, ces pratiques traditionnelles se passaient dans le cadre d'une société dans laquelle la femme avait une place inférieure par rapport à celle de l'homme. Aujourd'hui, ces stratégies existent encore et elles sont davantage perçues par les femmes comme un instrument leur permettant de s'autonomiser. La différence avec les pratiques modernes de crédit est que ces dernières permettent aux femmes d'aboutir à des objectifs majeurs correspondant avec la nouvelle mentalité, à savoir celle de la femme à la recherche de réussite personnelle et d'indépendance de l'homme. Cette quête se présente sous deux principales formes. Une première est celle de l'entrepreneure, forme généralement non privilégiée par les vrais pauvres de la société, qui, par la création d'un véritable business, cherchent à aboutir à la classe d'entrepreneuses business-woman. La deuxième forme concerne les femmes plus vulnérables pour lesquelles cet objectif se rejoint par la création de micro-entreprises, consistant à de petites activités commerciales.

---

<sup>72</sup> Dans les villages visités il advient une fois par mois, toutefois la période peut varier selon le groupe.

#### 5.4.2 Au financement formel du (micro)entrepreneuriat féminin

*« Ethiopia is one of the world's fastest-growing countries and one of the reasons for its dramatic growth is the unprecedented spurt of entrepreneurship that has gripped the nation. Ethiopian women are now combining their long-standing tradition for niche businesses with modern practices to become a driving force in the country's growth »*

Magada (2012, [en ligne])

Historiquement la tradition éthiopienne voulait que les hommes étaient la principale source d'argent dans l'unité familiale et les femmes, outre à la prise en charge du foyer familial, pouvaient éventuellement s'occuper parallèlement d'un petit marché afin de compléter le revenu familial. Cependant, au fil du temps, nous assistons à un véritable changement où la femme se fait en avant pour développer son commerce et prendre une place plus importante dans l'unité familiale : « there's always a tradition of women running small businesses such as corner shops or food ventures, so we're taking that tradition a step further » (Magada, 2012, [en ligne]). Wolday Amha<sup>73</sup> déclare voir les femmes éthiopiennes s'intéresser de plus en plus à devenir des travailleuses indépendantes et se montrer à l'aise par leur volonté et leur capacité dans la gestion de l'argent.

The Ethiopian law does not put up obstacles for women who want to start on their own, and that is very positive. I used to be a part advocating for women's rights to have the same positions for men worldwide, but the change has really been made, so the possibilities are much better now. (Seifu Yohannes cité par *The Reporter*, 2015, [en ligne])

Seifu Yohannes, une femme d'affaires éthiopienne connue internationalement, voit un avenir prometteur pour l'entrepreneuriat féminin en Ethiopie, elle considère les femmes éthiopiennes très capables de diriger leur propre entreprise. De même, elle souligne le fait que par l'actuelle ouverture d'esprit sur la question du genre qui est en train d'avoir lieu dans la société éthiopienne, démarrer une activité entrepreneuriale s'avère être plus envisageable pour les femmes. La récente hausse en Ethiopie de femmes entrepreneuses, atteint les zones rurales par une majeure construction de micro-activités commerciales, et les régions urbaines par une croissance des activités entrepreneuriales de taille moyenne.

---

<sup>73</sup> Directeur exécutif de l'Association des Institutions de Micro-Finance (AIMF) éthiopiennes.

Ces dernières sont des activités gérées par des personnes qui n'appartiennent pas à la catégorie pauvre de la population normalement visée par les objectifs de la MF.

Aboutir à l'objectif de création et de maintien d'un business n'est pas un processus facile, surtout dans un pays comme l'Ethiopie qui s'avère faire encore partie d'un des pays du globe avec l'IDH plus bas (0.442<sup>74</sup>), nonobstant son récent développement. Il s'agit d'une pratique qui demande des capacités préalables, un grand investissement personnel au niveau des compétences à développer, d'énergies, mais surtout financier (Richardson, Howart & Finnegan, 2004). L'accès au financement est une question clé, voilà pourquoi les personnes font souvent appel à un prêt auprès d'une IMF, qui fournit des crédits aussi aux plus démunis de la société. Lors du recours à cette aide financière, les clientes ont parfois déjà un petit commerce traditionnel qui, comme nous l'avons vu, peut consister dans un soutien financier au revenu majeur du mari, tandis que d'autres désirent construire, voire développer leur propre business indépendamment du rôle dans le gain familial. Ainsi, il existe une variété de raisons qui poussent ces femmes à faire une demande de micro-prêt, tant lorsque l'objectif est de construire son propre commerce ex nihilo, que lorsque ce dernier existe déjà et le but étant de le développer.

Les stratégies d'intervention qui sont destinées à traiter les activités moins rentables, comme les micro-commerces soutenus par les banques des pauvres, sont souvent hors de propos et négligeables en termes de ressources de la part du GoE. En dépit de l'importance de tous les secteurs entrepreneuriaux (micro, petites, moyennes) à l'économie nationale en ce qui concerne la création de l'emploi et la réduction de la pauvreté chez les femmes en Ethiopie, le degré de reconnaissance et de soutien accordé au secteur de la part du gouvernement national est tout à fait insuffisant (Bekele & Worku, 2008). Une enquête nationale menée par le « Ethiopian Welfare Monitoring Unit » (2002) affirme que les trois derniers gouvernements qui ont été au pouvoir ont tous échoué dans ce qui concerne leur engagement dans l'amélioration du destin des femmes entrepreneuses en Ethiopie. Bien que la promotion des femmes entrepreneuses, comme condition préalable à la croissance économique globale ainsi qu'à la réduction de la pauvreté, a été fait valoir dans le contexte éthiopien, le GoE n'a pas fourni aux femmes entrepreneuses une aide significative en

---

<sup>74</sup> Disponible sur <http://www.populationdata.net/index2.php?option=palmares&rid=1>.

termes de reconnaissance, d'accès au financement et de compétences requises pour faire fonctionner leurs entreprises de manière rentable et efficace. Bien que le gouvernement ait enfin reconnu les avantages d'un soutien aux entreprises gérées par des femmes, la majorité de ces dernières fait encore face à des difficultés en termes d'accès au financement, aux ressources, aux compétences dans les affaires et dans l'appui institutionnel du GoE (Ethiopian Ministry of Trade and Industry of Ethiopia, 2003, cité par Bekele & Worku, 2008 ; National Bank of Ethiopia, 2002, cité par Bekele & Worku, 2008 ; Negash & Kenea, 2003, cité par Bekele & Worku, 2008).

#### **5.4.3 Quel sens donné au microcrédit par les bénéficiaires ?**

Chacune a sa propre histoire, ses propres objectifs et ses propres motivations. Nous nous demandons donc quelles sont au fond ces raisons qui poussent ces femmes à faire une demande de micro-prêt ? Quel est le sens qu'elles donnent au microcrédit dans leur mise à profit ? Nous pouvons distinguer plusieurs motivations qui les poussent à recourir à un prêt. Dans le cours de nos analyses des interviews de terrain, nous avons pu identifier des points communs dans les différentes argumentations de nos interlocutrices, lesquels nous ont permis de définir des représentations, que nous aborderons dans la partie analytique qui s'ensuit. L'analyse du sens qui donnent les acteurs au MC nous permettra aussi d'évaluer le réalisme des politiques du microcrédit.

##### *5.4.3.1 Le microcrédit comme moyen de réalisation de soi et de femme*

Une des nouvelles pratiques commerciales qui est en train de se répandre depuis ces dernières années, spécialement dans les alentours de la capitale éthiopienne, est celle de l'importation de produits depuis l'étranger. Cette pratique consiste particulièrement dans l'importation de voitures, chaussures, bijoux ou encore d'habits :

[...] garment industry has surged forward, and is now supplying clients here and abroad. Imported brands from Thailand, China, Italy, UK, Turkey, U.S.A., and other foreign exporters fill the shelves of shops. (Durant, 2012, [en ligne])

Les importatrices des marchandises vont directement faire des achats à l'étranger, plus fréquemment à Dubaï, en Thaïlande et en Chine. Elles vendent ensuite ces marchandises en Ethiopie, soit en allant de porte à porte dans les petits magasins intéressés à un approvisionnement, soit elles les déposent dans un entrepôt pour une vente en gros. Par cette activité la population féminine éthiopienne invente des nouvelles opportunités en

prenant ainsi part de l'expansion économique de leur pays. Cette stratégie a clairement lancé une nouvelle mode de faire du business en Ethiopie dont sa grande expansion a donné vie à une catégorie moderne, celle des « business woman ». Cette transformation nous pousse à nous demander si, par le biais de cette récente pratique, nous ne sommes pas en train d'assister à l'émergence d'une nouvelle classe entrepreneuriale féminine ? L'on peut dire que la femme détentrice d'un tel business fait figure innovatrice et s'impose comme un acteur central du changement de la société éthiopienne.

Parmi les personnes interviewées qui ont fait une demande pour un prêt auprès d'une IMF avec des **objectifs commerciaux**, nous retrouvons deux femmes (Int. 2 ; Int. 3) qui se sont intéressées à ce domaine d'activité de business. Les deux nous racontent qu'elles avaient déjà une, voire deux, activités commerciales<sup>75</sup> dans lesquelles elles avaient déjà investi bien avant de faire recours au service financier. La création de cette dernière s'est donc faite initialement par un financement personnel ou par le biais d'un prêt informel : « *la première fois que j'ai commencé mon business à Dubaï, mes parents m'ont prêté un peu d'argent pour commencer l'activité* » (Int.2). Après l'établissement de leur activité commerciale et une période d'attente destinée à la vérification de sa stabilité, elles sont passées à l'étape suivante, cœur de notre recherche : l'appel au microcrédit. Leur objectif, par le biais d'un micro-prêt, est celui de vouloir amplifier leur commerce. Int.2 est propriétaire d'un internet café dans un centre commercial d'un quartier très fréquenté, elle s'occupe également de l'importation d'habits, chaussures, voitures et autres produits étrangers. Elle justifie sa demande de crédit auprès d'une institution formelle de la manière suivante : « *plus d'argent tu reçois plus de travail tu peux faire* » et grâce à cet argent « *je pourrai élargir mon travail, mes deux business, en rendant plus grand mon internet café et en important plus de marques d'habits depuis l'étranger* ». Dans la même perspective, nous retrouvons Int.3, propriétaire d'une boutique accessoirisé d'habits, sacs et chaussures (Image 7) ; elle travaille avec sa sœur qui s'occupe de l'importation des produits depuis Dubaï, la Chine et la Thaïlande (comme Int.2). Par l'expédient du microcrédit elle espère pouvoir partir à

---

<sup>75</sup> On retrouve surtout parmi ces activités commerciales des magasin d'habits et de chaussures, un internet café, l'importation d'habits et de voitures pour les vendre en Ethiopie.



l'étranger pour s'occuper elle-même, avec le soutien sa sœur, de l'importation d'habits à Addis Abeba. Ceci, dans la perspective de, avant tout, réapprovisionner sa boutique, et par la suite de créer un marché de gros dans la capitale éthiopienne.



Image 7 : : Boutique "Fashion Corner"

Ces jeunes filles envisagent leur avenir commercial sur deux plans : le premier consiste dans l'amélioration de leur activité commerciale au magasin, d'abord par l'élargissement et l'approvisionnement de ce dernier, et dans un avenir plus loin par la création de plusieurs filières de leur magasin dans d'autres quartiers de la capitale. Elles nous expliquent ainsi leur idée : *« je veux trouver d'autres emplois, en avoir pas seulement un, mais deux ou trois différents, et pourquoi pas ouvrir encore un autre magasin »* (Int.2). En suivant sa même idée, Int.3 avoue que son *« [mon] idée était celle d'élargir mon business : par exemple en ouvrant plusieurs magasins, en commençant par un magasin en plus »*. Au-delà de l'agrandissement de leur propre activité commerciale, dans les deux cas elles s'imaginent travailler dans l'importation étrangère. Int.2, qui a déjà une expérience dans ce secteur d'activité, aimerait passer à une étape supérieure dans le monde du commerce en important plus de marques et plus de produits, alors que Int. 3 souhaiterait se lancer dans ce nouveau commerce que jusqu'à maintenant était géré par sa sœur. La raison qui semble justifier le plus ce choix est le fait que *« avec ce type de vente en gros, je gagnerais beaucoup plus et plus vite que par la vente dans le magasin »* (Int.3). La motivation au fond qui les poussent à entreprendre ce type de parcours semble être l'augmentation du revenu. Toutefois, si nous analysons de manière plus approfondie les discours des interlocutrices, il semble exister d'autres logiques moins évidentes au premier abord, qui les motiveraient à entamer, par le biais des IMF, une vie de « business-woman ». En effet, arriver à développer un commerce de ce genre, c'est quelque chose qui a une influence positive non seulement au niveau pratique et « matériel », mais également au niveau personnel et émotionnel de la personne :

*Au-delà d'une amélioration de la situation financière, ça fait beaucoup de bien aussi moralement, bien sûr, aussi au niveau de confiance en soi ça fait beaucoup : si t'as de l'argent ou pas, la confiance en soi est nécessaire pour avoir la force d'avancer [...] je me sens fière de moi, je suis la première fille de mes parents et la seule fille parmi mes frères, être où je suis aujourd'hui me rend orgueilleuse. (Int.2)*

Conformément à la littérature (Friedman & Greenhaus, 2000, cité par Chu *et al.*, 2007, Chu, Benzing & Mcgee, 2007 ; cité par Chu *et al.*, 2007, Greenhaus, 2002, cité par Chu *et al.*, 2007), le succès professionnel dans le domaine du business peut être mesuré selon soit des critères internes/subjectif, soit des critères externes/objectifs. Les motivations de Int.2 penchent plutôt vers les premiers facteurs qui représentent au mieux le succès de carrière subjectif où la personne qui s'appuie fortement sur ce facteur est en train de satisfaire ses propres besoins et désires internes. En effet, dans le discours concernant ce qu'elle (Int.2) a pu réaliser grâce au recours du MC, elle nous parle surtout de résultats et réussites qui lui ont permis d'être fière et satisfaite d'elle-même. Même dans son avenir, elle vise à élargir encore plus son marché pour une question subjective qui consiste dans sa progression, son amélioration et le fait de vouloir prendre un rôle et une place de plus en plus importante dans ce monde des affaires. Elle vise à être une business-woman. Elle vise à une réalisation personnelle et l'épanouissement de soi. Dans sa motivation elle fait aussi référence au genre : le fait d'avoir crée un entrepreneuriat est déjà une raison de fierté, mais le fait que ça soit une femme à l'avoir réalisé est une raison de plus d'orgueil, ce qui nous fait noter l'importance qui est encore donnée à la distinction entre sexes, encore présente dans la réalité éthiopienne. Le discours mené par Int.3 ne s'éloigne pas de cette représentation. Elle nous parle en effet aussi de satisfaction personnelle par rapport au genre : « *je suis très satisfaite d'avoir crée tout ça en tant que femme* » (Int.3). Vu le rôle qui avait la femme historiquement dans la société, la place qu'elle est en train de prendre aujourd'hui, notamment dans le monde du travail, est une raison de fierté pour toute les femmes travailleuses. Ceci est signe d'ouverture et d'encouragement pour toutes les femmes. Dans la mise en place de telle activité commerciale, la femme semble donc être représentée comme un acteur émergent et promoteur d'une société de mixité :

L'exercice du travail par les femmes remet progressivement en cause leurs représentations de la séparation des sexes et crée dans la société de nouveaux espaces de mixité...L'entrepreneuriat féminin contribue à la création et à l'institutionnalisation de lieux de confrontation, des espaces temps mixtes, de rencontres et d'intercompréhension. (Denieuil, 2005, cité par Laroussi, 2009 : 510)

La famille semble également jouer un rôle important. Int.2 est en effet contente que sa famille puisse être fière d'elle. Le fait d'être la seule fille parmi ses frères et d'avoir démontré de pouvoir réussir et prendre une place importante dans le monde du travail montre, aussi dans ce cas, qu'il existe un besoin de gagner une reconnaissance externe des autres. Ici, le succès de carrière dans le domaine du business n'est pas mesuré uniquement selon des critères subjectifs (comme nous l'avons vu dans le paragraphe précédent), mais aussi selon

des critères objectifs, où la personne, voire l'entrepreneuse, est à la recherche de la validation externe et tangible de ses réalisations.

Lorsque nous nous sommes intéressés à la vision que ces femmes ont de leur avenir par rapport à leur activité commerciale en relation au microcrédit, les deux femmes ont précisé de ne pas vouloir arrêter toute de suite de bénéficier du micro-prêt, et de continuer à faire des demandes de prêts. Int.3 justifie son propos en expliquant que pour avoir un business qui bouge il faut aussi faire bouger l'argent, ce qui implique un besoin constat d'argent afin d'aboutir à cet objectif. « *Ce n'est jamais assez l'argent qu'on reçoit, parce que plus on reçoit plus on arrive à élargir le marché* » (Int.2). Il s'agit donc d'un cercle vicieux dans lequel elles rentrent et elles ne voient pas la fin, puisque « *l'argent ne suffit jamais : plus tu as, plus tu veux* » (Int.3). La nécessité de faire « bouger l'argent » explique leur besoin d'être dans ce domaine commercial, de vouloir toujours s'améliorer, s'élargir et prendre de plus en plus d'importance dans le monde du commerce.

#### 5.4.3.2 Le microcrédit comme moyen d'indépendance

Comme nous l'avons pu voir précédemment, le rôle de la femme était jusqu'à récemment celui de la personne qui s'occupe surtout du foyer familial. C'était le mari, l'homme dans la famille, qui s'occupait de l'aspect financier. Avec les changements auxquels nous assistons dans la société actuelle, la femme se voit pour diverses raisons prendre une place de plus en plus importante dans la famille. Une des raisons les plus fréquentes qui les pousse à trouver un moyen alternatif (comme le MC) pour subvenir à ses besoins et à ceux de la famille, est l'absence d'hommes à la maison. Lorsque les maris doivent quitter le foyer familial pour aller chercher un travail ailleurs (en ville ou même à l'étranger) à cause d'une carence de postes de travail dans le village, deux de nos interlocutrices (Int.8 ; Int.9) ont décidé de recourir au MC, plutôt que vivre en attendant toujours le retour du mari pour avoir accès à l'argent. Avec des visites d'un week-end par mois, elles avouent préférer prendre en charge leur famille de manière autonome pour continuer à survivre indépendamment, sans devoir attendre le mari.

Les deux femmes (Int.8 ; Int.9) avaient déjà un petit commerce avant de faire la demande d'un micro-prêt. Toutefois, ceci n'était pas suffisant pour mener une vie sans soucis : int.8

possédait une boulangerie où elle vendait *embasha*<sup>76</sup> à l'emporter, mais avec l'augmentation du prix de la farine elle ne gagnait plus rien, elle n'arrivait à ce permettre que le minimum indispensable pour survivre. En augmentant les prix, les clients ne voulaient plus acheter chez elle. A cause d'un manque financier, elle devait renoncer à beaucoup de choses : « *avant de demander le prêt c'était très difficile, on ne pouvait rien se permettre, moi je travaillais beaucoup, mais le salaire ne suffisait pas pour un mois et mes enfants ne mangeaient pas bien* » elle poursuit, « *si j'avais besoin de quelque chose, je devais demander l'argent à mon mari, donc je ne m'achetais rien pour mon propre plaisir, je devais toujours attendre mon mari* » (Int. 8). Elle décide ainsi de faire recours au microcrédit pour créer un petit « snack-bar », dans un espace chez elle, en proposant des plats pour le petit-déjeuner et le souper. Avec cette activité elle a un revenu plus haut qui lui permet de vivre sans devoir attendre le salaire du mari. Elle nous explique :

*Il [mon mari] travaille aussi et il nous aide financièrement pour les frais de la maison et de la vie, mais maintenant je ne dois plus attendre son salaire, j'ai mon salaire à moi, je suis indépendante de lui puisque l'argent que je gagne maintenant me suffit [...] si je devrais attendre mon mari à chaque fois, une fois par mois, je ne pourrai pas me permettre plusieurs choses comme, par exemple, permettre à ma fille et mes trois neveux d'aller à l'école et toutes les autres paiements mensuels que j'ai.* (Int. 8)

Elle avoue être très fière d'elle même, d'avoir pu créer et gérer cela toute seule. De même, Int.9 se dit aussi contente d'avoir pu bénéficier d'un soutien financier de la part d'une IMF. Avant elle possédait déjà une activité commerciale qui fonctionnait bien, c'est-à-dire un stand devant son habitation où elle vendait du savon, des tissus de pyjamas à coudre, etc. Cependant, malgré son succès, le revenu n'était pas suffisant pour s'occuper indépendamment de sa famille, elle devait toujours attendre son mari pour bénéficier d'un soutien financier supplémentaire. Durant la période où elle ne travaillait pas, puisqu'elle venait d'accoucher son troisième fils, c'était le mari qui s'occupait d'apporter l'argent à la famille, mais qui était toujours « *le minimum nécessaire pour le pain quotidien* ». Ce soutien n'étant pas pour elle « *une sécurité financière, je n'ai plus voulu toujours attendre son argent et j'ai décidé de prendre un prêt pour améliorer mon magasin et m'en sortir toute seule [...] maintenant que je suis indépendante je ne dois plus l'attendre pour acheter les choses nécessaires ; maintenant il y a plus de mouvement, on s'entraide* » (Int.9).

---

<sup>76</sup> Pain traditionnel éthiopien.

Le thème de l'indépendance est très présent dans les discours de ces deux amies. Le microcrédit prend ainsi la forme d'un outil permettant de construire une activité génératrice de meilleurs revenus, afin de ne plus devoir attendre le mari, souvent vu comme la seule source d'argent. Par le biais du MC, la dépendance de la femme envers l'homme semble s'atténuer en donnant place à une femme indépendante, libre et autonome : « *je me sens plus libre et indépendante parce que je ne dois plus attendre mon mari* » (Int. 9). Cette expérience permettant à Int.8 et Int.9 de prendre un rôle plus important dans la famille est aussi vécue par d'autres femmes. Outre à prendre une place plus importante dans la famille, dans certains cas elles deviennent même la seule source de revenu en remplaçant le rôle que jusqu'à lors était réservé aux hommes. Ce qui les pousse à vivre cette inversion des rôles s'avère être des forces majeures, tel que : la retraite du mari, la séparation du couple ou encore le décès du partenaire. Ainsi, il ne s'agit pas ici d'une recherche d'indépendance par une volonté personnelle, mais plutôt d'une stratégie de survie qui les pousse à devenir indépendantes. Souvent, ces femmes se retrouvent à être les seules de la famille à s'occuper de tout : des enfants, des ménages et du travail pour gagner de l'argent. Les revenus dont elles bénéficient étant trop bas pour subvenir aux besoins de toute la famille, les pousse à faire une demande de crédit afin de créer, voire élargir, leur activité génératrice de revenu. Le décès du mari, nous raconte Int.14, a fait que « *j'avais des problèmes pour survivre uniquement avec ma retraite [soutien financier minimal étatique octroyé mensuellement à partir de la retraite], c'est difficile de grandir des enfants toute seule, un aide est donc très utile* ». Avec un enfant ayant des problèmes de santé, la situation semble être encore plus difficile pour cette dernière : « *je dois m'occuper de lui et payer tous les frais de l'hôpital* ». La création d'un nouvel emploi est une solution que Int.17 a aussi adopté :

*Je fais tella<sup>77</sup> à la maison et je travaille au marché ou je vends du blé parce que ce qu'on gagnait avant c'était très peu [...] c'est moi que je m'occupe de tout, mon mari est très fatigué et en plus il a aussi des problèmes de vue.*

Avec six enfants et un mari malade à la retraite, Int.17 a dû se mobiliser pour devenir indépendante et prendre en charge sa famille. Le microcrédit lui a été utile pour être plus productive dans le domaine professionnel et créer un business fonctionnant et générant un revenu pour subvenir aux besoins familiaux ; « *je vis plus tranquillement* », avoue-t-elle.

---

<sup>77</sup> *Tella* est une bière traditionnelle originaire d'Éthiopie, communément faite avec des grains de *teff* (plante originaire d'Erythrée et Éthiopie, cultivée comme céréale et ingrédient de base aussi de l'injera) ou d'orge.

Int.11 recouvre un rôle important parmi la population féminine du village de Debre Zeyit, grâce à son grand succès dans l'utilisation du microcrédit, elle ainsi est devenue mentor d'autre quatre femmes. Auparavant, elle était habituée à rester à la maison sans travailler,



Image 8: Int. 11 travaille le "ghebs"(ingrédient pour faire "tella")

la famille vivait grâce au salaire de son mari. Lorsqu'il s'est retrouvé à la retraite, elle a commencé à faire du *tella* « pour avoir un peu plus d'argent pour élever mes enfants ». Depuis ce soutien financier elle a pu créer un business au domicile, consistant à cuisiner, à la création de *tella* et à la préparation du café. La proportion de clients a augmenté de plus en plus, ce qui l'a poussé à intensifier son travail.

Avec ses résultats, elle a pu également construire une pièce en plus qu'elle loue pour avoir des sources de revenu majeures. Son mari cherche à contribuer en travaillant indépendamment en tant que cordonnier. Les rôles de la femme et de l'homme semblent s'être inversé : la femme détient la source plus importante de revenu et elle gère un commerce de manière individuelle pour subvenir aux besoins familiaux, alors que son mari, contribue comme il peut de son côté. Int.11 raconte qu'avec ce que son mari gagnait avec sa retraite, ils ne vivaient pas aisément, surtout parce qu'« il gagnait juste une partie parce qu'il a eu un accident »<sup>78</sup>. Afin de pouvoir améliorer le niveau de vie de sa famille, elle,

A fait face à sa timidité, à sa peur de se socialiser avec les autres. Avant elle était souvent à la maison, elle ne parlait pas beaucoup, maintenant grâce au microcrédit elle s'est ouverte beaucoup plus. C'est même elle qui conseille aux autres femmes de faire recours au microcrédit (Coordinatrice SACO, Debre Zeyit).

Les crédits octroyés aux femmes ont révélé leur capacité à s'émanciper et à prendre confiance en soi. Ainsi, après leur intégration dans ces programmes financiers, les bénéficiaires ont développé des aptitudes à prendre des décisions qui concernent leur mode de vie ainsi que l'organisation de leur travail. Cela a contribué à leur donner un nouveau statut au sein de leurs familles, et a renforcé leur « pouvoir de négociation au sein du foyer, leur permettant ainsi d'influencer un plus grand nombre de décisions stratégiques »

---

<sup>78</sup> En étant accidenté, il avait diminué son pourcentage de travail qui a évidemment eu un impact sur son bénéfice de la retraite.

(Cheston & Khun, 2006 : 16). Ce changement de statut dépend directement de leur accès au capital et de leur capacité à produire un petit revenu indépendant contribuant aux besoins du foyer. Ce capital leur permet à la fois de « gagner le respect de leurs maris » sans avoir à leur demander de l'argent au risque de querelles conjugales.

#### 5.4.3.3 Le microcrédit comme moyen pour assurer une sécurité financière

Au contraire de ce que la scène internationale affirme publiquement, le MC n'atteint pas vraiment les plus démunis de la société. C'est effectivement ce que nous avons pu constater dans le cadre de notre étude de terrain<sup>79</sup>, durant lequel nous apercevons que les personnes que nous avons rencontré ne font pas partie de la population la plus pauvre du pays. Malgré ce constat, il faut spécifier que la plupart des familles des personnes interviewées vit avec un revenu très bas, qui leur permet à peine de survivre. Par conséquent, l'accès aux biens et aux services qui ne sont pas de première nécessité, comme les habits ou les meubles, est quelque chose d'inconcevable, et il l'est encore moins envisager de créer une épargne par la mise à côté mensuelle d'une partie du revenu. Ceci ne reste qu'un rêve pour certaines personnes. Cet argent qui leur permettrait d'avoir une sécurité financière, par exemple en cas d'un imprévu, n'est pas cumulable pour ces personnes. Ils vivent ainsi avec le minimum indispensable pour leur survie et avec l'espoir qu'aucun inattendu survient. Toutefois, vivre dans cet état est synonyme de « préoccupation » puisque « *s'il y a quelque chose qui nous arrive à moi ou à ma famille, au travail ou si on a besoin de quelque chose d'urgence, il faut avoir une sécurité : de l'argent* ». Pour pouvoir vivre avec un sens de tranquillité, la sécurité financière semble être pour une bonne partie des femmes un élément crucial. En effet, si nous suivons cette logique, nous constatons que certaines d'entre elles, non seulement celles vivant en situations précaires, mais également celles qui mènent une vie relativement modeste, c'est par ces sensations d'insécurité qui se sont décidées à faire une demande de crédit. La sécurité financière engendré par le MC peut prendre aussi un autre sens : au lieu de garder l'argent en cas de besoin, ceci peut être utilisé pour payer les dettes avec les créanciers privés. C'est le cas de Int.1, laquelle, avant de bénéficier du MC, lors des achats pour son magasin auprès des grandes entreprises, elle ne leur payait qu'une seule partie lors de la livraison, étant donné qu'elle n'arrivait pas leur acquitter la totalité. Pour la

---

<sup>79</sup> Toutefois, il faut tenir compte du fait que notre terrain d'étude est très limité et ne concerne qu'une minuscule partie de la population éthiopienne qui bénéficie des services microfinanciers.

partie restante, les livreurs lui ont toujours fait confiance en lui accordant un crédit qu'elle devait rembourser par la suite, dès qu'elle avait les moyens pour le faire. Avec cette méthode, elle a toujours eu la pression et le stress de devoir rendre la somme restante, qui finalement avait pris la forme d'un crédit. Elle affirme que la somme reçue de l'IMF n'est pas « *suffisante, c'est mieux que rien, mais ça sert juste pour faire bouger mon marché. Avec cette somme, je pourrai toute de suite payer la partie qui me reste à payer quand j'achète en grandes quantités, sans devoir ainsi m'endetter* ». Ainsi, elle pourra payer ce qu'elle doit aux entreprises en évitant « *d'avoir la pression de devoir tout rembourser toute de suite [au contraire des IMF] [...] je suis plus tranquille maintenant* ». Pour Int.1, le recours au prêt n'est donc pas dû par une volonté d'élargir son magasin, mais plutôt de retrouver un sens de tranquillité et de stabilité qu'elle n'avait pas auparavant.

Dans un contexte de pauvreté comme celui qui touche les villages de Mojo, Debre Zeyit et Sebeta, l'accès à un emploi ne peut pas se faire à n'importe quelle condition : de nombreux travailleurs acceptent des emplois instables, précaires, sans protection et au péril de leur santé ou de leur vie ; aussi, la majorité de ces emplois se situent dans l'économie informelle, en ne garantissant non plus un revenu décent et stable pour permettre aux familles d'assurer une couverture sociale élémentaire. Les leviers pour agir contre ce phénomène sont variées : qu'il s'agisse de travailler à la mise en place de systèmes de sécurité sociale efficaces, de lutter contre le travail déshonnête ou encore d'améliorer la sécurité au travail (Solidarité mondiale, s.d<sup>80</sup>). Aujourd'hui, le microcrédit figure parmi les outils utilisés dans les programmes de développement pour réduire la pauvreté tant au Nord qu'au Sud. En luttant contre l'exclusion bancaire, ce service permet aux populations pauvres d'accéder à de petits revenus, ainsi que d'initier et de soutenir de nouvelles activités génératrices de revenus. Il se révèle ainsi être aussi un moyen pour aider les personnes travaillant dans des conditions d'insécurité financières à sortir de ces situations. Le microcrédit a servi en tant qu'appui aux travailleuses qui avaient un emploi n'assurant pas un revenu régulier, comme nous raconte Int.3 : « *mon magasin est rentable à périodes, des fois ça marche bien, je vends bien, et d'autres fois moins bien. Le microcrédit me permet d'assurer une sécurité financière* ». C'est aussi le cas de Int.5 qu'avant d'utiliser le

---

<sup>80</sup> Disponible sur [http://www.solmond.be/IMG/pdf/Fiche\\_2-Securite\\_des\\_revenus-DEF.pdf](http://www.solmond.be/IMG/pdf/Fiche_2-Securite_des_revenus-DEF.pdf).



microcrédit pour se construire une nouvelle activité productrice, avait un travail qui ne lui permettait pas d'avoir un revenu régulier :

*Je travaillais à temps partiel dans une usine chinoise ici à Mojo, je travaillais pendant deux semaines et puis rien pour une période. C'était une usine qui travaille le cuir, donc si je travaillais ou pas ça dépendait s'il y avait du cuir ou pas. (Int.5)*

En n'ayant pas une sécurité financière avec cet emploi incertain, inconstant et également peu rétribué, elle nous raconte avoir préféré entreprendre une nouvelle activité lui garantissant un salaire plus assidu et consistant.

#### 5.4.3.4 Le microcrédit comme moyen de remplacement des « biddir »<sup>81</sup>

Souvent, les travailleurs, notamment ceux vivant dans des petits villages, sont des petits exploitants contraints à la pénurie de fonds de roulement pour pouvoir acheter le nécessaire pour travailler, que ce soit les ingrédients pour faire *injera*<sup>82</sup>, *tella*, autres nourritures, ou encore pour acheter les nécessaire pour les bêtes ou les produits en grande quantité pour la vente au magasin. En outre, ils ont besoin d'argent pour répondre à leurs dépenses domestiques quand se présente la mauvaise vente en hiver. Par conséquent, le crédit est une alternative importante pour surmonter ces problèmes. Les sources accessibles les plus immédiates de crédit aux petits entrepreneurs sont les parents et les voisins. En Ethiopie, le crédit est utilisé comme stratégie pour encourager les petits commerces à améliorer leur productivité qui nécessite des intrants achetés. Cependant, le désavantage qui se présente est le taux d'intérêt provenant de ces sources informelles privées, qui s'avère être plus élevé par rapport au crédit institutionnel.

Comme nous avons vu, l'utilisation des prêts informels des privés est une pratique qui était, et qui est encore aujourd'hui, beaucoup exercée en Ethiopie, « *il y a eu un moment où c'était vraiment la mode, mais après avoir appris à épargner, les gens ont commencé à moins l'utiliser* » (Int.13). Lorsque cette stratégie était encore largement répandue, et les IMF moins visibles et connues, quelques unes des sujets rencontrés en ont fait usage. Int.1 nous explique :

---

<sup>81</sup> Les « *biddir* » consistent dans les prêts privés informels.

<sup>82</sup> L'*injera* est une sorte de crêpe, mais en réalité considérée comme du pain, qu'habituellement on mange avec une grande variété de sauces. C'est caractéristique de la cuisine traditionnelle éthiopienne, et l'on trouve également en Erythrée.

*Ça [les prêts privés] ce sont des petits Birr [devise locale], genre 2000, 3000, 5000 Birr ... Les crédateurs privés donnent des petites sommes d'argent avec un temps de remboursement très court, ils te donnent deux semaines pour rembourser. Alors que le microcrédit [les institutions de microfinance] donne plus d'argent et on a plus de temps pour le rembourser en comparaison au prêts privés : on rend d'abord une partie après un mois, ensuite un autre au deuxième mois, etc. (Int.1)*

Cette ancienne utilisatrice nous raconte avoir dû faire recours aux crédits informels pour pouvoir payer le nécessaire pour son magasin, vu qu'elle n'y arrivait pas par ses propres moyens. Lorsqu'elle a pris connaissance des prêts des IMF par le biais de son amie, elle n'était pas trop intéressée puisqu'elle pensait que c'était très compliqué d'obtenir un crédit, convaincue que les modalités et critères étaient les mêmes d'une banque classique. A l'heure actuelle, après sa première expérience, elle avoue qu'elle l'aurait demandé avant si elle avait su que c'était aussi accessible à des gens avec des grandes difficultés financières. Avec ce soutien financier institutionnel elle dit avoir moins de pression de devoir toute de suite rembourser le prêt, comme c'était le cas avant. Elle doit moins serrer la ceinture avec le nouveau temps de remboursement accordé par l'IMF. D'autres femmes apprécient le passage de prêts privés aux prêts institutionnels pour la raison suivante :

*Quand je demandais des prêts privés, ils me donnaient très peu, juste quelques centaines de Birr et les intérêts étaient le double de ce que je prenais. Aujourd'hui je remercie Dieu qui m'a sauvé de cette pratique, j'arrive à gagner plus avec les prêts que je prends aujourd'hui [microcrédit d'une IMF] et avec des intérêts plus bas de 12 pour cent (Int.13).*

En effet, les intérêts que les prêteurs privés demandent sont inabornables pour la plupart de ses bénéficiaires, ce qui les oblige à renoncer à beaucoup de choses pour pouvoir repayer ses dettes, tandis que d'autres finissent par se sur-endetter. Plutôt que continuer à vivre dans ces conditions et avec des risques persistants de faillite, depuis la découverte des IMF, une grande partie des emprunteurs ont abandonné tout lien avec ces pratiques pour « faire des affaires » avec des institutions formelles, comme elle avoue Int.8 : « *je préfère un prêt d'une MFI que des privés, comme ça je me sens plus libre et autonome dans ce que je fais* ». Le sentiment de « liberté » ressort encore une fois dans plusieurs témoignages des femmes rencontrées : au contraire des prêts privés, un crédit auprès d'une IMF semble être un moyen pour ces femmes de s'en sortir sans la pression et le contrôle hebdomadaire, voire journalier, de la part de ses créanciers. Le contrôle persistant des prêteurs privés, les visites assidues pour rappeler le remboursement et le haut taux d'intérêt fait sentir les emprunteurs dépendants de leur livreur d'argent, sous inspection et privés de leur liberté quant à la

manière de mener leur activité. Dans un petit village comme Mojo, nous racontent Int.8 et In.9, les rumeurs circulent très vite et partout, les gens savent tout de tout le monde :

*Lorsque tu bénéficies d'un biddir tu sais que les gens que tu croise au village sont au courant de ta demande et en conséquence de ta situation financière. Sans ces prêts et ces obligations on se sent plus libres, tu as moins de pensées et surtout pas la sensation de malaise quand tu rencontres la personne qui t'as prêté l'argent et à laquelle tu dois encore rembourser. On est beaucoup plus tranquilles et plus à l'aise sans cela [biddir]. [...] Le microcrédit, à différence des prêts privés, te fais sentir mieux, tu as plus de temps pour rendre l'argent, une année pour tout rendre c'est bien ! (Int.9)*

#### 5.4.3.5 Le microcrédit comme moyen d'amélioration de la qualité de vie

De manière générale, toutes les bénéficiaires d'un micro-prêt interviewés parlent de ce soutien financier comme un moyen pour améliorer leur vie. En effet, il est aussi médiatisé et vendu comme stratégie pour sortir de la pauvreté. Cependant, parmi ces femmes nous retrouvons deux principaux profils de bénéficiaires voulant améliorer leur niveau de vie : le premier est formé par celles qui vivent modestement-bien et qui visent à une vie où elles ne se font rien manquer, alors que le deuxième profil correspond aux femmes qui n'ont pas une vie facile puisqu'elle ne peuvent que se permettre le minimum indispensable. Il y a plusieurs familles éthiopiennes qui correspondent au deuxième profil et qui vivent dans des situations précaires à cause d'un revenu très limité. Par la médiatisation et la divulgation de cette pratique financière, toujours plus de femmes visent à son utilisation avec l'espoir que ceci puisse les aider à générer plus de revenu, afin d'améliorer leur vie et celle de la famille qui les entoure. Pour le moment, celles qui ont remarqué des changements dans la qualité de vie de leur famille sont nombreuses : les transformations qui sont ressenties résident surtout dans un meilleur accès aux besoins fondamentaux et un développement de leur commerce qui est devenu plus important au niveau de la génération de revenu. D'autres ne voient aucun changement pour le moment, hormis d'un mouvement d'argent qui leur donne l'espoir d'améliorer gentiment leur commerce afin « *de gagner plus de salaire et dans le l'avenir pouvoir permettre à ma famille plus* » (Int.3).

Avec une famille très nombreuse et l'assistance financière de la retraite comme seule source financière mensuelle, la vie s'avère être très difficile. C'est l'histoire de Int.14 qui a perdu son mari il y a quelques années, et depuis elle s'est retrouvée toute seule à devoir subvenir aux besoins de sa famille. Jusqu'à il y a quatre ans, elle faisait son possible en cuisinant et vendant *injera*, toutefois ceci n'était pas suffisant. Le style de vie que sa famille menait et le soutien de ses amies et voisines, l'ont convaincu à faire une demande de prêt pour améliorer son marché : ceci est devenu réalité et aujourd'hui elle dit pouvoir se permettre

plus dans sa vie et s'occuper également des frais médicaux de son fils malade. Aussi, avec les résultats de la construction d'un magasin, Int.15 a pu commencer à payer l'école à sa fille qui est maintenant scolarisée, et vivre mieux avec moins de problèmes financiers. Une autre expérience est celle Int.18 qui a vécu une période très difficile durant sa vie : avec huit enfants, un mari duquel elle s'est séparé et qui ne contribue pas financièrement, ainsi qu'un travail sporadique à cause d'un manque d'argent pour acheter le nécessaire pour la vente, elle a eu des très grandes difficultés. Elle nous raconte :

*Mes enfants travaillent un peu pour m'aider, ils vendaient des choses dans la rue, moi je travaillais seulement quand j'avais l'argent nécessaire pour pouvoir vendre, mais on n'avait pas de l'argent pour nous, j'ai dû arrêter de travailler parce que je n'avais plus rien. [...] Sans l'argent je ne pouvais rien faire, mais maintenant avec cet argent qui nous ont prêté on peut construire quelque chose et rendre meilleure notre vie. (Int.18)*

L'objectif principal lorsque ces femmes parlent d'amélioration de vie est celui de se permettre plus des choses qu'avant n'étaient pas envisageable pour toutes, comme : « *permettre à mes enfants d'étudier dans des écoles et d'acheter des choses pour la maison dont nous avons besoin* » (Int.7), ou encore « *acheter plus de nourriture qu'avant, parce que on n'avait pas beaucoup d'argent, on achetait le minimum* » (Int.11). Parmi la liste mentionnée des améliorations survenus dans leur vie, l'accès à une meilleure nutrition et à la scolarisation des enfants sont les raisons plus cités par ces femmes lorsqu'elles nous expliquent en quoi leur vie est ou espèrent puisse améliorer. Avec une progéniture nombreuse, les frais scolaires et pour la nourriture s'avèrent être excessives pour certaines familles vivant avec des problèmes financiers, dans ces cas la priorité est toujours et inévitablement donnée à la nutrition. En outre, pour des raisons majeures, certaines familles sont obligées de s'occuper d'autres proches, comme c'est le cas de Int.8 qui explique : « *ma sœur et son mari sont mort, donc outre à ma fille, j'élève aussi leurs enfants, c'est très difficile* ». Cependant, malgré ces difficultés, l'éducation des enfants semble toujours garder une place très importante dans les pensées de ces femmes « *le microcrédit m'a beaucoup aidé, notre style de vie a beaucoup changé, on peut se permettre plus de choses et surtout je peux permettre à ma fille et mes neveux d'aller à l'école* » (Int.7).

Les prêts accordés à ces femmes sont perçus comme une vraisemblable occasion pour générer plus de revenu et pour améliorer leur vie ainsi que celle de leurs enfants ; un moyen pour vivre mieux et avoir une meilleure qualité de vie répondant à d'autres besoins que les nécessités vitales :

*Avant j'étais une femme de ménage qui s'occupait de la maison et des enfants, c'était mon mari qui amenait l'argent à la maison, mais ce n'était que le juste pour le pain quotidien ; alors que maintenant que moi aussi j'ai mon activité commerciale on gagne un peu plus et on se permet plus. (Int.4)*

Toutefois, ces améliorations ne sont pas envisageables pour tout le monde, par exemple parce que « *les dépenses et la vie coute de plus en plus aujourd'hui* » (Int.4).

#### **5.4.4 Divergences dans les discours des femmes**

Dans le chapitre précédent que nous venons d'étudier, nous avons dégagé les thématiques principales qui ressortaient davantage dans les discours de ces femmes. Pour l'analyse de ce que le microcrédit représente pour ces dernières, nous avons procédé par la création de thématiques communes. Durant l'analyse des données empiriques, nous avons aussi remarqué dans les arguments des interviewés une variation dans leurs arguments selon leur lieu d'habitation et leur niveau de scolarisation. Dans ce nouveau sous-chapitre, nous irons donc analyser les mêmes interviews, mais en les classant selon deux principaux critères : le lieu d'habitation et la scolarisation des interlocutrices.

##### *5.4.4.1 Ville versus village*

Le lieu d'habitation de la personne semble être un critère de différenciation dans les discours faits par ces femmes. Vivre dans la région d'Amhara ou dans la région de Oromia peut être différent pour ce qui concerne le domaine du microcrédit. Plutôt que parler de région, ça sera plus correct de faire cette distinction entre ville (Addis Abeba) et village (Debre Zeyit, Mojo, Sebeta). Nous avons observé une différence non seulement dans les modalités d'utilisation de ces prêts, mais aussi dans la représentation qu'elles ont de cet outil financier.

1. En revenant un peu sur ce que nous avons traité dans la partie précédente, une première différence que nous constatons entre les discours des villageoises et ceux des habitants de la ville se trouve dans la représentation du microcrédit. Les premières le décrivent surtout comme un moyen de sortie de leur état de misère et de privation des biens, comme outil assurant une sécurité financière pour améliorer leur qualité de vie, ou encore pour devenir indépendante et autonome dans la prise en charge de sa famille. Ici, elles visent à sortir d'un état de pauvreté qui touche toute la famille et qui les permet de vivre avec le minimum indispensable. En outre,

ces familles sont souvent très nombreuses, avec beaucoup d'enfants, ce qui rend encore plus difficile la prise en charge de tous les éléments du foyer familial.

Le deuxième groupe voit également cette pratique comme moyen d'amélioration de leur qualité de vie, mais à différence du premier ceci arrive déjà à bénéficié, sans l'utilisation du microcrédit, des choses qui vont au-delà des besoins fondamentaux pour leur survie. Elles visent surtout à une carrière dans le monde du business. Elles parlent d'élargir leur commerce, d'avoir plusieurs emplois afin de prendre une place importante dans le monde du travail. Le discours de ces femmes semble plutôt se concentrer sur une volonté de réalisation de soi-même.

2. On remarque la différence selon le facteur « région d'habitation » aussi dans les sommes d'argent qui sont livrés par les IMF pour le prêt : en ville le montant livré à ces femmes est entre 80000 ETB (qui équivaut environ à 3600 CHF) et 150000 ETB (qui équivaut environ à 6760 CHF) par personne, alors que dans les trois villages que nous avons visités la somme est beaucoup plus basse, à savoir entre 1000 ETB (qui équivaut environ à 45 CHF) et 4000 ETB (qui équivaut environ à 180 CHF). Toutefois, il faut également tenir compte du fait que les personnes interviewées bénéficient de l'aide de différentes institutions dont chacune a sa propre méthodologie et ses propres critères d'évaluation pour calculer quelle somme d'argent livrer. En outre, cela dépend aussi des sommes que l'institution a à disposition dans leur budget. Nonobstant cet enjeu, nous pouvons toujours confirmer cette différence grâce à la comparaison faite entre les trois femmes interviewées à Addis Abeba et les femmes rencontrées à Mojo, toutes membres de l'IMF Metemamen. La différence reste importante entre ces deux groupes de femmes. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que la vie en ville coûte beaucoup plus chère que dans les petits villages. Le loyer est un premier exemple de différence de frais, suivi par les produits que ces femmes vendent : à Addis Abeba les femmes rencontrées s'occupent surtout de la vente de produits plus chers comme les habits, chaussures, vernis et nécessaire pour la construction. Une de ces jeunes femmes (Int.2) possède un internet café qui nécessite l'achat d'ordinateur et le paiement régulier de l'électricité pour avoir accès à internet, par exemple. Alors qu'à Mojo, elles s'occupent principalement de la vente de *injera*, de la préparation du café traditionnel et de la nourriture. D'autres activités peuvent consister dans des petites

échoppes où elles vendent un peu tout (boissons, produits pour la maison, fruits, etc.), il s'agit donc de produits moins chères en comparaison à ceux que nous retrouvons dans les business des citadines. En outre, à Mojo elles travaillent toutes depuis chez elles, ce que leur évite d'avoir des charges supplémentaires prétendues dans la location d'un espace commercial.

3. Une dernière différence qui a attiré notre attention est le type d'activité que ces femmes ont créée, voir amélioré. A Addis Abeba il s'agit surtout de commerces plus « modernes » et de plus en plus à la mode dans la grande capitale, comme des internet café, la vente d'habits « occidentaux » et l'importation de ces derniers. Nous avons également remarqué que ces femmes sont très jeunes et très ouvertes aux nouveautés, ce que les poussent vers des nouvelles activités plus en vogue. Dans les villages que nous avons visité, la situation est un peu différente : en effet, dans l'organisation de leur activité commerciale les femmes semblent rester plus liées aux traditions, tout en suivant la mode et ce que les clients cherchent et demandent. Ceci se présente sous formes de petits cafés au domicile où les femmes préparent typiquement la cérémonie du café traditionnel éthiopien, les plats typiques ou encore par la préparation de *injera* pour le vendre soit aux privés soit aux clients commerciaux (p.ex. des hôtels). Il s'agit de nouvelles activités, mais qui maintiennent le traitement de produits locaux. La création d'une petite échoppe est une pratique très présente dans ces villages, ce qui permet aussi de garder une des activités traditionnelles.

#### 5.4.4.2 Selon le niveau de scolarisation

Le niveau d'étude se révèle aussi être un critère de différenciation dans l'utilisation du micro-prêt. Ce critère est très lié au premier facteur que nous avons traité, c'est-à-dire la région d'habitation. En effet, en se basant sur l'échantillon que nous avons étudié, nous constatons que les personnes vivant en ville ont toutes eu un parcours scolaire bien développé et complet, à différence des femmes vivant dans les villages pour lesquelles les études se sont arrêtés bien avant. En tenant compte de cette relation « scolarisation – lieu d'habitation », nous pouvons également affirmer que le modèle d'activité de l'entreprise peut varier selon le niveau de scolarisation : les femmes qui ont un capital scolaire moins élevé, opterons plus pour un emploi traditionnel sans vraiment viser à sa propre réalisation

en tant que femme d'affaires, mais plutôt comme femmes assurant le bien-être de sa famille. Le travail qu'elles entament reste humble et très pratique, requérant plutôt une expérience de terrain que des études théoriques ; il s'agit d'une activité qu'elles ont pu apprendre par exemple durant leur jeunesse, en aidant leurs parents ou en observant chez les autres. Les activités commerciales des entrepreneuses de Addis Abeba demandent d'abord un passage par un premier niveau d'études ou des expériences préalables dans le domaine, avant de pouvoir se lancer dans l'activité. Ces femmes formées cherchent à s'améliorer de plus en plus dans leur domaine de travail, à s'expérimenter et apprendre davantage de ce qu'il y a dans le monde du business, il s'agit donc plus d'un vouloir d'accomplissement.

#### **5.4.5 Système de gestion de l'activité entrepreneuriale**

Après avoir examiné les expériences et l'impact du microcrédit dans la vie des ces micro-entrepreneuses, l'enquête a continué à explorer les expériences des femmes dans la gestion de leurs entreprises. Le regard se pose notamment dans la compréhension de la prise de décisions et la gestion financière de l'activité.

##### *5.4.5.1 Prises de décisions*

Les résultats de la recherche montrent que dans les prises de décisions concernant leur activité commerciale les femmes entrepreneuses sont largement indépendantes. Les décisions, de majeure ou mineure importance, qui affectent les activités de leur business sont prises par elles-mêmes. Bien que la plupart des femmes déclarent prendre les décisions concernant leur commerce de manière autonome et indépendante, une partie d'entre elles avouent avoir déjà demandé une aide à leur entourage pour certaines questions touchant notamment la gestion technique ou financière du business. En effet, certaines décisions peuvent être difficiles à prendre pour certaines femmes à cause d'un manque de coaching technique ou menagerial, ou aussi à cause d'un manque d'expérience. Certaines des femmes rencontrées profitent d'un support de leurs amis, voisines, ou groupes solidaires, ainsi que de l'assistance de l'institution (p.ex. SACOs s'axe beaucoup dans l'accompagnement des bénéficiaires). La solidarité villageoise est très présente en Ethiopie, notamment dans les petits villages où, comme nous avons pu voir par la présentation des pratiques traditionnelles de solidarité communautaires (*Eqqub, Idder, Mehaber*), l'entraide est primordiale. Parmi les femmes ayant encore des rapports conjugales avec leurs maris, nous remarquons dans certains cas un engagement de ces derniers dans les prises de décision.



Lorsque la femme veut emprunter auprès d'une institution en offrant une sorte de garantie matérielle, comme la maison, elle aura besoin du consentement du mari car en Ethiopie les titres de propriété sont généralement au nom des deux conjoints. Par conséquent, une décision commune est exigée pour être en mesure d'offrir une garantie à l'IMF ou pour l'utilisation de locaux pour l'entreprise. Dans cette même logique, une interviewée argumente cette union gestionnaire en raison du rôle de garant : « *lorsque j'ai demandé le prêt, mon mari a pris le rôle de garant. Donc vu qu'en cas de problème mon mari est aussi concerné, certaines décisions importantes on le prend ensemble* » (Int. 5).

#### 5.4.5.2 Gestion financière

L'argent généré par le travail entrepreneurial et celui du microcrédit ne subissent pas une distinction l'un de l'autre dans la gestion financière, « *c'est la même chose* » nous avoue une des interlocutrices (Int.9). La provenance de l'argent ne semble donc pas avoir une réelle importance dans son utilisation. Ce qui n'empêche pas pour certaines de maintenir un contrôle régulier des finances du travail en enregistrant les dépenses et les entrées pour calculer leurs profits : « *Au fur et à mesure que je vends quelque chose, je l'écris ici, comme ça je vois s'il y a des changements ou pas. On remarque le changement mensuellement* » (Int.3). Il se peut que les femmes engagées dans des micro-entreprises efficaces et bien développées (p.ex. les activités des femmes vivant à Addis Abeba, Int.1 ; Int.2 ; Int.3) ont dû devenir plus responsables dans des questions telles que la tenue des dossiers, en raison de la plus grande échelle de leur entreprise et une plus grande exposition aux exigences formelles de licence et de l'impôt.

Outre aux prises de décisions, l'utilisation de l'argent interne au commerce est aussi, pour la plupart des femmes, réglée par les elles-mêmes. Cette liberté confirme le fait que lorsque les femmes commencent à générer leur revenu personnel, elles ont plus de pouvoir dans les prises de décisions qui les concernent. Nous pourrions argumenter que leur empowerment économique est la base aussi de leur empowerment social.

## 5.4.6 Autre pratiques liées au microcrédit

### 5.4.6.1 Remboursement des micro-prêts

Les femmes rencontrées déclarent avoir toutes trouvées une manière pour réussir à rembourser les crédits qu'elles ont avec leur IMF, même si ceci parfois demande de renoncer à quelque chose, elles font toujours le possible pour réussir. « *Nous n'avons pas le choix* », déclarent-elles (Int.8 ; Int.9), « *si on ne paye pas, ils [les IMF] peuvent faire exécuter une saisie, ils ont tout noté au début de notre engagement* ». Cette forme de pression de remboursement les convainc à s'engager et faire l'effort pour éviter de créer des dettes. Dans deux villages, Mojo et Debre Zeyit, nous avons découvert au cours des entretiens d'avoir en face de nous des femmes faisant partie d'un groupe solidaire institué comme un modèle pour les autres du village.

Le rapport de la Banque mondiale « Finance For All » considère l'inclusion financière comme un processus qui permet la suppression progressive de la finance informelle, jugé à la fois inefficace et injuste (Banque mondiale, 2007, cité par Guérin, Morvant-Roux & Servet, 2009). Il est vrai que certaines formes de financement informel sont une source d'enfermement dans la pauvreté et la servitude. Cependant, parmi les femmes rencontrées, certaines, malgré elles avouent trouver le MC comme bon substitut des crédits informels (comme nous avons pu voir dans le sous-chapitre dédié au « microcrédit comme moyen de remplacement des « *biddir* » »), n'arrivent pas s'en empêcher. Les discours soutenus par certains auteurs (Guérin *et al.*, 2009) selon lesquels en réalité certains clients ne pensent pas en termes de substitution, mais plutôt de multiplication des sources financières nous font penser aux discours tenus par deux jeunes interlocutrices (Int.1 ; Int.2). Ce faisant, plusieurs études soulignent que les clients de la MF jonglent entre les pratiques de différentes sortes de finances et financement croisé : « *microfinance is used to pay back the informal, and vice versa* » (Sinha & Matin, 1998, cité par Guérin *et al.*, 2009 ; Zeller *et al.*, 2001, cité par Guérin *et al.*, 2009 : 24). Ces auteurs nous expliquent que dans les régions rurales du Mexique, ce « jonglage » est la règle plutôt que l'exception. Les prêteurs informels sont régulièrement sollicités pour un « prêt relais » et réciproquement la microfinance est en partie utilisée pour les rembourser (Morvant-Roux, 2006). Nous retrouvons cette manière de fonctionner également parmi la population éthiopienne. On l'a vu, les ménages les plus pauvres vivent avec la pression de devoir rembourser les prêts informels utilisés pour les besoins du travail, sans pour autant avoir un revenu

supplémentaire durable. Pour assurer le remboursement, certaines ne voient pas d'autre choix que d'utiliser les crédits de la banque afin de rembourser le prêt.

#### 5.4.6.2 Stratégies liés au micro-épargne

En mettant tout l'argent gagné dans les paiements mensuels pour le remboursement, la création d'un revenu supplémentaire grâce auquel c'est possible créer une source d'épargne, demande beaucoup de temps, comme nous l'explique Int.11 :

*Six mois pour rembourser le prêt est une période trop courte si on a reçu un grand crédit et si en même temps, en plus de ça, on veut investir cet argent dans une activité qui donne des vrais résultats.*

D'après son avis, l'argent qui lui a été prêté représente une grande somme pour pouvoir la rembourser à toute vitesse en six mois et en même temps pouvoir entraîner un développement commercial. Elle explique encore :

*Ils [les prêts] sont des petites sommes pour pouvoir rejoindre notre objectif, il faut vraiment beaucoup de temps. En effet, certaines arrêtent de travailler avec cette institution et demandent chez d'autres pour avoir des crédits plus grands, mais d'autres ne le font pas parce qu'elles ont peur d'aller en faillite et donc préférèrent rester dans cette institution. (Int. 11)*

Vu la difficulté de créer de l'épargne, les IMF étudiées cherchent de contribuer dans la création de ce dernier. Ainsi, « two types of individual savings include compulsory savings (which stay with the MFI until the client leaves the program) and voluntary savings (which the client can withdraw any time) » (Sebstad, 2003 : 9). La première, est une pratique d'épargne et une condition obligatoire à la participation d'un prêt. Elle doit être régulière et elle est demandée avec une fréquence mensuelle. Les institutions demandent mensuellement la partie pour le remboursement du prêt et, outre à cela, il y a une petite somme à payer pour ce qu'ils appellent le *kuteba*<sup>83</sup>. C'est une forme de compte épargne organisé par les institutions afin que les bénéficiaires puissent avoir un peu d'argent à côté.

Selon les données que nous avons récoltées, cette épargne forcée se révèle problématique pour diverses raisons. D'une part, le retrait de l'épargne accumulée n'est pas possible en tout temps : la totalité de l'épargne accumulée par chaque membre leur sont retournés uniquement à la fin de la relation entre bénéficiaires et IMF. Il est dès lors impossible pour un membre de retirer cet argent en constante circulation, ces personnes sont donc obligées

---

<sup>83</sup> Kuteba qui signifie « épargne ».

d'atteindre la fin de leur obtention d'un soutien financier afin de pouvoir toucher le montant épargné durant la période de fonctionnement. Cette interdiction de retirer l'épargne et de devoir atteindre une période qui peut varier entre six mois et plusieurs années (selon le nombre des prêts faits) semble paradoxalement dénier l'activité de micro-épargne de son avantage central, à savoir la réduction de la vulnérabilité en cas de besoin urgent de capitaux. Dans un tel cas, seul le recours au microcrédit est possible. Pour éviter ce genre d'effet pervers, certains auteurs encouragent les institutions de microfinance à plus de flexibilité quant aux possibilités d'épargne et de retrait (Imran, Rutherford & Maniruzzaman, 2000).

Au final, l'étude des pratiques de micro-épargne nous révèle que les règles et les intentions émises par les IMF, et qui semblent de prime abord intégrées par les bénéficiaires de services microfinanciers, ne le sont parfois qu'en apparence. La volonté des IMF de transmettre l'habitude d'épargner pour « sortir » les gens de la pauvreté risque fort de tomber à plat si cet objectif est présenté comme une fin en soi sans que les multiples réalités vécues par les individus qui participent à la microfinance ne soient prises en compte.

Le côté positif que certaines femmes (Int.9) entrevoient quand même dans cette modalité de faire de l'épargne, c'est le fait que :

*Quand tu fais une deuxième demande de crédit, ils [IMF] ne vont pas te retenir encore une partie comme assurance, comme ils ont fait la première fois, ce qu'ils font c'est garder directement cette somme qu'ils ont retenue mensuellement pour ton épargne.*

L'enquête de terrain que nous avons menée en Ethiopie nous a permis d'analyser la manière dans laquelle les femmes s'approprient et conçoivent la stratégie de la microfinance, et plus particulièrement du microcrédit. Au terme du passage en revue des multiples manières dont elles l'appréhendent et l'approprient, ainsi que des ambiguïtés qui traversent leur utilisation du MC, nous pouvons affirmer l'existence d'une variété des mécanismes de manœuvre du prêt. Les motivations qui poussent ces femmes à faire appel à cet outil s'avèrent aussi être variées. Néanmoins, il est important de souligner que cette enquête présente aussi des limites objectives sur lesquelles il est nécessaire de s'attarder.

## 5.5 LIMITES DE LA RECHERCHE

L'enquête de terrain a évidemment ses propres biais qui peuvent être de type méthodologique ou liés à la manière dont les entretiens se sont déroulés. Ceux-ci peuvent être directement associés à la production des données, donc les détecter et les exposer permet de poser un regard critique sur les résultats obtenus. Sur le terrain de cette présente recherche, nous avons pu saisir quelques limites que nous allons exposer ici dans ce chapitre.

### **La durée du terrain**

Nous commençons par présenter la principale critique vu la forte influence qu'elle peut avoir sur les limites suivantes, à savoir la durée de l'étude. En effet, nous estimons qu'une durée plus importante sur le terrain pourrait probablement éviter ou réduire les autres limites. Alors que la présence du chercheur sur la longue durée est le facteur principal qui permet de faciliter l'instauration d'un rapport de proximité, ce qui devrait engendrer une ouverture plus facile, ainsi qu'élargir l'échantillon, notre présence sur le terrain est de brève durée. Avec un séjour d'étude en Ethiopie de trois semaines, en tenant compte des premiers jours d'exploration et de l'organisation du terrain, l'immersion dans chaque village s'avère être très courte : environ une journée par village et quelques heures par interviewée pour les trois femmes vivant à Addis Abeba. La facilité de dédier plus de temps aux femmes de la capitale était due à la question logement : en habitant durant notre séjour dans la capitale éthiopienne, les visites dans la ville étaient plus fréquentes et facile à organiser que celles en périphérie. En outre, étant donné la courte distance depuis notre demeure et les villages visités (maximum une septantaine de kilomètres), loger hors domicile aurait été inadéquat et compliqué<sup>84</sup>. Ainsi, les brèves journées à disposition pour être en compagnie de nos interlocutrices poussent notre méthodologie à donner plus d'attention aux entretiens formels en laissant peu de temps à disposition pour se dédier à l'observation. Etant donné que notre principal objectif était celui de récolter les témoignages des interlocutrices, la diminution de la proportion accordée à l'observation ne perturbe pas excessivement l'étude en soi. De plus, la difficulté rencontrée en cours de route à Sebeta, lorsque nous sommes arrivés en retard à cause de la difficulté à rencontrer le responsable qui doit nous amener

---

<sup>84</sup> A cause des problèmes de santé de l'interprète.

auprès des femmes, et en conséquence le peu de temps qui nous restait à disposition, nous pousse à adapter notre méthodologie en improvisant un « *focus group* ».

### **La présence du chercheur**

*« La situation de l'ethnographe apparaît ainsi comme le modèle paradigmatique d'une distance séparant ceux qui sont affectés dans leur chair de ceux qui, par leur engagement, leur proximité affective, leur empathie ou leur désir ardent de comprendre, le sont aussi, mais différemment »*

Broqua (2009, [en ligne])

Jeudy-Ballini (1994) expose l'idée que le chercheur peut être perçu sur le terrain en tant que « outsider ». Dans notre cas, nous estimons que le fait que le terrain choisi pour cette recherche correspond à notre pays d'origine, avec lequel nous entretenons déjà un lien en arrière-plan avec le terrain d'étude, permet d'apaiser notre perception par les autres en tant que « outsider ». En outre, le fait de connaître déjà la culture du pays et en partie la langue, nous permet d'être en quelque sorte partie intégrante de la société, d'être par exemple membre d'un groupe d'appartenance (dans ce cas, appartenance aux origines éthiopiennes). Le fait d'avoir un pied dans cette culture tout en ne connaissant que partiellement ses usages est un avantage pour la recherche, car cela nous permet de ne pas être traitée comme un invité d'honneur, tout en pouvant encore apprendre du terrain. Ceci renvoie au concept de « partial insider » traité par Abu Lughod (1988). Ainsi, le statut d'« outsider » est, même si partiellement, tout de même présent par le fait que, comme le dit le terme, nous avons une provenance externe de leur village. L'intrusion de personnes externes produit inévitablement un biais qui ne peut pas être complètement maîtrisé. Ainsi, après un début de rencontre silencieux et timide, nous réalisons qu'un moyen de réduire ce biais est celui d'installer un climat de confiance et d'interconnaissance, par exemple en rencontrant pour une durée plus étendue et intense nos interlocutrices. Ceci n'a malheureusement pas été possible dans le cadre de cette recherche étant donné que nous n'en avons pris conscience que tardivement.

### **L'échantillon**

Ce biais est lié à la méthode choisie pour sélectionner les interlocutrices. L'organisation nécessaire a priori à cause du peu de temps à disposition, nous oblige à laisser le choix aux intervenants des IMF. Malgré leur effort dans la différenciation de l'échantillon sur la base de l'âge, la durée de l'engagement avec l'IMF, la région et donc l'appartenance ethnique,

entre autres, ce choix engendre une analyse des dynamiques sociales qui se centre essentiellement sur des groupes sociaux aux critères « standardisés » et probablement avec une bonne réussite et impression du MC. L'étude est moins présente, voire inexistante, pour les personnes plus pauvres vivant en extrême pauvreté, les membres des IMF qui ont par exemple eu des difficultés à rembourser les prêts ou encore pour ceux qui ont fait un échec. Il serait toutefois très intéressant, dans un autre travail, de se pencher plus spécifiquement sur la façon dont les communautés autochtones s'approprient les mécanismes de la microfinance.

### **La non-confidentialité**

Nous décidons de faire se dérouler les entretiens au poste de travail principalement pour qu'elles puissent se sentir chez elles, en éloignant ainsi notre rencontre d'un entretien formel. Aussi, ce choix est fait également pour que nous puissions nous faire une idée de leur activité et les voir également en action. Toutefois, lors de situations d'entretiens il s'avère parfois difficile d'obtenir les conditions d'un entretien confidentiel. Le lieu de notre rencontre engendre souvent des situations de perturbation, par exemple lorsqu'un collaborateur ou un client intervenaient. En outre, en l'absence de portes dans certains endroits et une isolation acoustique pratiquement inexistante, le bruit extérieur est très présent dans la pièce destinée à l'entretien. Les interventions fréquentes et le contexte du déroulement des rencontres s'avèrent être source de dérangement qui coupe la parole de l'interlocutrice et l'oblige souvent à devoir se concentrer à nouveau pour retrouver le fil du discours. Ainsi, parfois l'attention et la concentration ne sont donc pas totales dans l'entretien.

### **La langue et la traduction**

Bien que le recours à une interprète ait été primordial durant notre terrain, ceci présente plusieurs inconvénients. En premier lieu se pose la fidélité de la traduction : nonobstant la confiance que nous avons envers l'interprète et la minimale compréhension de l'amharique qui nous permet de vérifier si la traduction est effectivement correcte, le fait qu'elle ne soit pas une interprète experte et du domaine spécifique joue un rôle important dans ce travail d'interprétation. D'autre part, ne sont pas à exclure des erreurs d'interprétation de part et d'autre étant donné que la traduction ne s'effectue pas mot à mot. Ainsi, une partie de l'information se perd inévitablement. La présence d'un interprète influence aussi la spontanéité des échanges : au lieu de mener des échanges directs entre interviewé-

interviewer en prenant une forme d'un discours « normal », la présence du traducteur réduit souvent l'entretien à une dynamique de type question-réponse. Toutefois, l'intérêt et la sensibilisation portés aux expériences des interlocutrices de la part de notre mère, l'ont amenée à engendrer par elle-même des questionnements, des réflexions et des ajouts personnels. Cette façon d'agir d'un côté a influencé l'entretien, mais de l'autre côté a apporté une forme plus spontanée en le rendant ainsi moins un va-et-vient de questions et réponses.

Pour terminer, nous retenons que la communication en langue locale aurait été très utile pour approfondir notre perception de l'expression des femmes et limiter ce barrage communicatif. En revanche, l'avantage que nous pouvons tirer du fait de ne pas tout comprendre, est que nous aiguïsons notre sens de l'observation. L'expression corporelle ou la réaction initiale de l'interlocuteur face à une question posée (hésitation, incompréhension, etc.) nous fournit de précieuses informations non-verbales pour l'interprétation des données.



## **6 DISCUSSION : MISE EN PERSPECTIVE DU DISCOURS GLOBAL AVEC LA REALITE LOCALE**

---

Dans cette dernière partie du travail, nous tenterons de mettre en perspective les résultats émergés par les analyses des données empiriques avec les discours portant sur le microcrédit que nous retrouvons sur le plan international. Est-ce qu'il existe une coïncidence entre la réalité locale en Ethiopie et les discours présentés au niveau global ? Après avoir passé en revue le caractère éluif du service microfinancier dans l'appropriation et ses effets dans le cadre d'un contexte spécifique, une conclusion nette et catégorique est difficile à émettre. La « complexité » de cet outil et son appropriation variant selon le pays, la culture et même l'institution, ne nous permettent pas de prendre part ni de sa vision optimiste ni négative, mais seulement de confirmer la possibilité de l'une ou l'autre interprétation. Jusqu'à récemment, les recherches qui se sont consacrées à l'examen de l'expérience des personnes ayant reçu des microcrédits ont souvent rencontré des complications<sup>85</sup> qui leur a empêché d'en tirer une conclusion précise. Même pour les rares études qui se sont sérieusement attaquées à ce problème et qui ont pu parvenir à des résultats, la validité a toujours été controversée<sup>86</sup>. Au vu de cette difficulté de donner un bilan tranché, notre réflexion se contentera de mettre en avant les aspects intéressants constatés sur le terrain pour les confronter avec la manière dans laquelle ils sont formulés et exposés par les défenseurs de la microfinance.

Pour ce faire, nous commencerons d'abord par s'arrêter sur le terme utilisé pour ensuite passer en revue les aspects marquants de l'impact de la microfinance au niveau individuel, sur la base de trois des objectifs recensés dans la partie théorique. Ensuite, nous exposerons le paradoxe que nous avons pu dégager quant aux discours sur le concept d'autonomie fait par les promoteurs des agents des IMF et de développement en général. La compréhension du MC comme stratégie économique et sociale anticipera le dernier axe d'analyse de ce chapitre qui démentira la figure dichotomique du crédit et l'épargne.

---

<sup>85</sup> Par exemple dans l'identification d'un groupe de contrôle à des fins de comparaison.

<sup>86</sup> Pour un résumé des études sur l'impact du microcrédit menées jusqu'en 2005 et un exposé de leurs limites méthodologiques, voir Goldberg (2005).

## 6.1 LE TERME « MICRO »

Le préfixe « micro » est un terme caractéristique du vocabulaire du domaine de la microfinance, son nom suffit pour le révéler. Les autres termes utilisés, *microcrédit*, *microépargne*, *microassurance* confirment ce qui précède. Mais pourquoi des micro-prêts ? Parce que : « microfinance is only 'micro' because the assets of those living in poverty are micro » (UNCDF, 2005 : 3). Les affiliés de la MF espèrent de ce fait un changement ascendant selon lequel l'amélioration des situations individuelles parviendra au final à la progression des économies nationales : « one small loan can change a family. Several can strengthen a community. Thousands can transform an entire economy. [...] Though microfinance operates one household at a time, the hope and opportunities it brings resonate throughout entire societies » (UN, 2004 : 1).

Avec une interprétation plus large, l'emploi de cette formule « micro » pourrait être traduite comme un indice d'un changement plus grand et général des programmes développementalistes. Ainsi, ceux-ci seront devenus des projets aux ambitions à petite échelle mettant plutôt en avant les « initiatives par le bas » (approches *bottom-up*) en considérant les destinataires d'aide au développement comme acteurs, à la place des grands projets « macro » (approche *top-down*) abandonnés à cause de ses nombreux échecs et d'un endettement étatique massif. Malgré le changement depuis le « macro » vers le « micro », nous remarquons que les montants livrés par les IMF étudiés ne sont pas en réalité si « micro » comme le terme laisse sous-entendre : dans ce contexte, la parole « micro » est « un préfixe signifiant très petit »<sup>87</sup> et devrait logiquement correspondre à des très petites sommes d'argent. Au contraire ces dernières s'avèrent être de montants assez élevés. Le fait qu'elles ne s'adressent pas vraiment aux plus pauvres des pauvres, comme nous l'avons fait remarquer dans la partie théorique destinée aux critiques<sup>88</sup>, pourrait expliquer cette incohérence entre le terme utilisé et ce qui lui correspond dans la pratique.

---

<sup>87</sup> Disponible sur [www.le-dictionnaire.com](http://www.le-dictionnaire.com).

<sup>88</sup> Et sujet sur lequel nous reviendrons au cours de ce chapitre.

## 6.2 IMPACT DU MICROCREDIT

Comme nous l'avons déjà dit, l'évaluation scientifique de l'impact du MC s'avère être très compliqué. La réussite des personnes ayant obtenu des services microfinanciers ne peut pas être attribuée au MC sans prendre en considération les facteurs individuels. Ils peuvent exister d'autres explications plausibles qui justifient l'amélioration des conditions de cette bénéficiaire, comme l'énergie et la volonté, avec lesquelles elles s'en tireront de toute façon mieux que d'autres, avec ou sans prêt (CGAP, 2010). Dans le cadre de notre recherche de terrain, la prise en considération des facteurs supplémentaires énoncés était inconcevable pour notre type d'étude. Nous irons donc analyser l'impact du MC en se basant sur les perceptions que nous avons eu en Ethiopie, tout en cherchant de tenir compte de ces éléments.

### 6.2.1 Lutte contre la pauvreté : plutôt promotion sociale et endettement ?

Nous pouvons affirmer suite à nos analyses, que malgré les intentions proclamées de « lutter contre la pauvreté par le micro-crédit », les IMF étudiées n'atteignent pas cet objectif. Elles en atteignent toutefois un autre, non négligeable, qui est celui d'une ouverture progressive de son public à certaines pratiques de consommation adoptées par les petites classes moyennes. Ainsi, l'étude sur le terrain montre que, dans sa pratique du MC, les pauvres socialement non crédibles sont exclus de cette pratique : si une personne ne peut pas garantir le prêt de façon matérielle (avec un logement, une voiture, des meubles, etc.), elle devient automatiquement suspecte de non remboursement et par conséquent privée de la possibilité de bénéficier d'un prêt de la part de l'IMF. De ce fait, le crédit s'adresse, pratiquement pour tout notre échantillon (hormis Int.14), à des métiers qui sont déjà dans une dynamique économique échappant au seuil de la pauvreté. En outre, le taux d'intérêt joue également un rôle déterminant dans l'objectif pionnier du MC de réduire la pauvreté. Son élévation ne favorise pas une certaine forme d'accumulation. Les fois où ceci est possible, les bénéfices que ces femmes arrivent à acquérir sont en premier lieu la satisfaction des besoins vitaux que jusqu'à là étaient misérablement satisfaits, et un

deuxième lieu, mais destiné uniquement à une minorité, la complaisance de leurs désirs de confort et de distinction sociale<sup>89</sup>.

En tenant compte de ce que nous venons de dire, une « ambiguïté socioéconomique » (Laroussi, 2009) semblerait être à la base du fonctionnement du MC : autoproclamé pour lutter contre la pauvreté, en utilisant la stratégie de l'insertion par la sphère de l'économie, ce service ne vise pas ses potentiels bénéficiaires parmi les populations qui y sont le moins intégrées. A ce stade, la question du rapport entre économie et éthique se pose (Théret, 2008). Comme le fait bien remarquer Laroussi (2009) « le micro-crédit : doit-il s'inscrire dans les règles strictes du marché et de la rentabilité, ou est-il un outil au service d'un développement harmonieux visant la régression de la pauvreté ? ». Les pauvres et plus particulièrement les femmes pauvres ont un besoin croissant de ressources monétaires pour assurer la subsistance de leurs familles. Par l'accès régulier à des prêts, la dette qu'auparavant était avec les prêteurs informels, ne s'est pas annulé, mais elle se fait juste avec un autre bailleur. Bien que les sentiments d'angoisse et préoccupation se dissolvent, ceci n'est qu'un changement pour des questions temporelles de remboursement, la liberté de la dette n'est certes pas achevée : l'endettement jusqu'à ce que les comptes soient résolues, sera toujours présent. Ainsi, si le MC peut avoir un impact positif puisque, comme l'explique Boukraa (2002, cité par Laroussi, 2009) « toute dette favorise le tissage de liens sociaux et d'ouverture sur la communauté » (p. 511) il peut aussi amener à contraindre les femmes à l'endettement, avec un risque de les maintenir dans un état de détresse. Peemans-Poullet (2000) dans son analyse favorise le terme « microendettement » pour faire référence au MC et exposer ainsi sa vision du MC comme un forme d'endettement de tous les pauvres. La question de l'efficacité du MC comme dispositif de lutte contre la pauvreté peut donc être mise en discussion sous différentes formes : est-ce qu'il ne s'agit pas en réalité d'un jeu, « l'économie marchande globalisée », conduit par des grands pouvoirs, où les pauvres disposent des « miettes » afin qu'ils puissent aussi en être des participants, même si modestement ? (Comelieu, 1994, cité par Hofmann & Marius-Gnanou, 2007). Ou peut-être, pourrait-il se révéler être une manière de minimiser l'endettement des pays peu développé en passant par les femmes pauvres ? (Peelmans-Poullet, 2000).

---

<sup>89</sup> L'achat de quelque objet, ou habits ou encore l'accès à la scolarisation des enfants sont entendu ici comme promotion sociale, mais ne correspondent pas dans ces cas à une mobilité de la catégorie sociale.

### 6.2.2 *Empowerment* ou instrumentalisation des femmes ?

Commençons par réitérer notre mise en garde contre la tendance à une vision homogénéisante de la microfinance. Les femmes ne sont pas catégorisables et il convient donc d'insister sur les trajectoires individuelles de chacune. Nous l'avons vu, nous assistons de plus en plus à la présence de femmes qui prennent un rôle plus important dans le couple : il ne s'agit plus seulement de s'occuper des ménages et des enfants, mais aussi de la création d'un revenu pour subvenir aux besoins de toute la famille. Dans la plupart des cas de notre étude il s'agit d'un engagement indispensable et nécessaire, par exemple car le mari ne travaille pas (pour des raisons de santé ou parce qu'il ne veut simplement plus travailler) ou parce qu'il n'est pas présent (car il travaille et vit à l'étranger ou pour d'autres raisons qui font qu'il n'est pas partie intégrante du foyer familial). En s'engageant dans toutes ces activités, la femme devient de plus en plus « bonne à tout faire » avec le risque que l'homme en tire profit en déchargeant ses obligations morales sur la femme. Ce mécanisme risque une accumulation démesurée des responsabilités attribuées aux femmes pouvant aboutir à une surcharge de travail voire au dénigrement de leurs besoins propres au bénéfice du bien-être de leurs familles. Nous rejoignons l'analyse de Hofmann et Marius-Gnanou (2007), qui expliquent : « le fait que les programmes de microcrédit s'adressent presque exclusivement aux femmes afin de surmonter l'irresponsabilité des hommes concernant l'épargne et le remboursement des crédits. Mais ce n'est pas pour autant que la condition de la femme s'améliore, loin de là. Le risque est réel que ces programmes déresponsabilisent davantage les hommes et augmentent la pression sur les femmes » (227). L'insistance sur la femme comme digne de confiance pour un remboursement fiable et plus capable de coopérer en groupe, incite à ce type de processus et comprend un important risque d'« instrumentalisation » des femmes où ces dernières tendent à être progressivement considérées comme outil de développement.

Dans ce sens, le MC devient une grande responsabilité à assumer pour sa bénéficiaire. Le registre « *empowerment* sous condition » (Boukraa, 2002, cité par Laroussi, 2009 ; B'chir et Rahmouni, 2005, cité par Laroussi, 2009) nous semble pertinent dans ce cadre de figure. Donc, au final, nous nous posons les questions suivantes : qu'en est-il de l'*empowerment* des populations vulnérables visées par les agences de développement ? Est-il réel ou seulement apparent ? Il ne s'agit pas plutôt d'une surresponsabilisation des femmes ?

### 6.2.3 Développement d'un emploi durable ou dépendance ?

Conformément au discours qui élève les populations défavorisées du statut de bénéficiaire à celui d'« acteurs » responsables de leur propre développement, ces populations sont censées abandonner leur attitude passive face aux programmes d'aide pour participer activement à l'amélioration de leur existence. L'idée des services microfinanciers est donc qu'après avoir revêtu un effet positif signifiant dans leur activité, ces personnes puissent continuer à mener leur activité indépendamment. Le développement d'une activité génératrice d'un revenu durable ne semble pourtant pas être quelque chose de facilement réalisable : le très peu d'argent qu'ils arrivent à cumuler est dans la plupart destiné à une consommation immédiate. Un autre point concerne la question des compétences : le manque de compétences spécifiques dans le domaine entrepreneurial est un autre obstacle empêchant le bon développement d'une activité, suivi par un manque d'espace pour l'expansion de l'activité. En effet, souvent le commerce est mené dans leur propre domicile vu les difficultés<sup>90</sup> pour louer un espace commercial.

Il est aussi vrai que les sommes attribuées favorisent surtout le financement des petites activités, informelles et de survie. Pour ces types de commerces, le temps de profit d'une aide financière afin d'arriver à développer une activité fonctionnant indépendamment, s'avère être longue. Au vu de ces difficultés, par le biais des IMF, les entrepreneuses continuent à faire appel à des prêts sur une longue durée, en engendrant une forme de dépendance économique. Dans les systèmes de prêts, les IMF concernés par cette étude proposent des prêts dits « progressifs ». Ils consistent dans l'attribution tout d'abord de sommes réduites avec la possibilité conditionnelle par la suite, et selon le bon remboursement, de demander des crédits plus importants. Nos interlocutrices nous ont bien exposé leur volonté de demander toujours plus d'argent afin de pouvoir aboutir à l'objectif d'élargir leur activité. Toutefois, ce désir semble être incontrôlable pour certaines qui nous avouent leur désir persistant, quant il s'agit d'argent, de vouloir toujours plus. En leur livrant des sommes de plus en plus hautes, les IMF satisfont indirectement leur avidité intarissable, en les rendant dépendantes d'eux.

---

<sup>90</sup> Economiques, pour trouver un espace, pour avoir l'autorisation, etc.

Les pratiques du microcrédit suscitent, de manière toutefois différente, d'autres formes de dépendance : le fort contrôle (par les remboursements mensuels, l'état d'avancement dans le développement du business, etc.) et parfois les conseils donnés par l'institution octroyant des crédits<sup>91</sup>, font que ces femmes n'arrivent pas s'en passer de leur créancier. Pour éviter ce type de fonctionnement qui ne correspond pas à l'objectif ultime d'autofinancement promis par les agents internationaux de développement, l'OECD (1997, cité par Chane Wube, 2010) explique que « concerted efforts are needed to enable female entrepreneurs to make better economic choices and to transform their businesses into competitive enterprises, generating income and employment through improved production » (p. 14).

### 6.3 L'INJONCTION PARADOXALE : ENTRE AUTONOMIE ET DEPENDANCE

En prenant le rôle d'acteurs responsables de leur propre développement, les clientes des IMF n'ont pas un encadrement qui implique la présence et l'imposition continue de l'association. Cependant, à travers le seul fait que l'institution joue un rôle dans leur vie, que ce soit par des contrôles financiers ou sur leur état de développement, cela implique qu'elles n'ont plus une indépendance complète qu'elles auraient s'elles avaient gagné cet argent sans devoir le rembourser. L'autonomie est toujours appelée pour régler son compte au « problème de la dépendance » alors que le contrôle, plus discret, mais tout aussi actuel, s'insinue dans la trame de la vie quotidienne de ces personnes. D'après nos résultats et les discours promus sur la scène internationale, nous remarquons que les acteurs sociaux cherchent à vouloir nous montrer une autonomie des bénéficiaires qui resterait intacte avec le recours à ce dispositif, la personne continuerait à vivre sa vie de manière libre et autonome. Cette vision de l'autonomie laisse croire à la possibilité de chacun de s'en sortir individuellement, cependant, nous observons dans la pratique une tendance à recourir à des stratégies collectives comme le soutien externe apporté aux bénéficiaires, par exemple par le contrôle financier qui est mis en place dans le cadre de ce dispositif avec les remboursements mensuels, ou encore les conseils donnés pour l'amélioration de leur activité, etc. Nous pourrions ainsi parler d'une autonomie conditionnée et octroyée par l'institution. Amyot (2012) nous expose cette même idée en parlant des « incapables » pour définir les personnes âgées devenues d'un côté dépendantes à cause du processus de

---

<sup>91</sup> Dans notre étude, nous faisons référence uniquement à la SACOs.

vieillesse, mais qui va dans la même logique de notre contexte spécifique. Les pauvres, « incapables » dans la gestion de leur micro-entreprise à cause d'un manque d'éducation et d'expérience « nécessitent des aides, des soutiens, des étayages dont le but affiché est de leur permettre de poursuivre leur existence dans les meilleures conditions, mais leur vie finit par en être conditionnée » (p. 127). Nous pourrions ainsi supposer qu'au niveau de ces institutions s'opère une injonction paradoxale : d'une part elles demandent au bénéficiaire de faire preuve d'autonomie et d'une mobilisation de ses capacités, et d'autre part elles lui reconnaissent un manque de compétences et d'autonomie car elles font appel à leur travail. Cette organisation implique une forme de dépendance qui fait que le bénéficiaire « à la fois obtient de services régénérateurs d'autonomie, mais dans le même temps supporte des contraintes qui concourent à l'en priver » (Alaphilippe, 2007 : 81). Il s'agit donc d'une autonomie « relative » qui nécessite toujours d'être compensée par une dépendance. Cette idée pourrait même amener à une question provocatrice : est-ce que cette injonction paradoxale ne cacherait pas une stratégie des institutions pour légitimer leur action et leur raison d'être, définissant des problèmes et en même temps des mesures pour y remédier ?

#### 6.4 LE MICROCREDIT COMME STRATEGIE SOCIALE OU ECONOMIQUE ?

Les appréciations diverses de l'outil de microfinance relèvent de deux visions de la microfinance (Gentil et Servet, 2002), envisagée soit comme un moyen du capitalisme néolibéral soit comme une ressource potentielle pour la création d'économies locales. Là encore, difficile de trancher sans tomber dans l'optimisme ou le pessimisme. Alors que les objectifs d'ordre économique sont les plus exposés dans le discours de la MF, c'est surtout en termes sociaux que cette dernière semble avoir les effets les plus prometteurs : la microfinance peut en effet offrir différentes opportunités sociales (confiance en soi, socialisation, solidarité communautaire, mobilité sociale). Barthélémy (1999, cité par Laroussi, 2009) pousse nos analyses plus en profondeur quant à ces deux logiques de gains du MC. Selon cet auteur, les deux stratégies, l'une économique et l'autre sociale, ne sont pas explicitement énoncées par les bailleurs auprès de leurs clients ; il explique : « la logique dominante d'un projet qui se veut de nature économique à base d'emprunts et de rentabilité et qui est, dans la réalité, surtout social » (p.513). La cause de cette imprécision stratégique est due à son avis « d'une partie de la faiblesse que l'on relève dans la médiocre organisation et le manque de rigueur du suivi » (1999, cité par Laroussi, 2009 : 513) des bénéficiaires.



## 6.5 LA FAUSSE DICHOTOMIE DU CREDIT ET DE L'EPARGNE

Le succès de la Grameen Bank a parfois fait oublier que dans la plupart des sociétés, même les personnes relativement démunies avaient déjà accès à diverses formes de crédits solidaires et épargne avant l'émergence des pratiques de la MF. Or, cette forme ancienne d'économie solidaire se différencie dans un contexte de globalisation de l'économie marchande : « alors que les banques sont au cœur d'un phénomène d'accumulation au sein duquel la monnaie remplit sa fonction de réserve, les tontines rendent impossibles cette accumulation en favorisant la circulation de la monnaie » (Lelart & Lespes, 1985, cité par Hofmann & Marius-Gnanou, 2007, [en ligne]). Analysées ainsi, ces formes anciennes d'épargne et de crédit ont un caractère presque subversif dans le contexte actuel de généralisation du système néo-libéral. Cependant, il existe des mécanismes internes et des manières de manier l'argent par les populations locales qui ne sont pas pris en compte dans ces argumentations.

Pendant longtemps, les pauvres étaient considérés comme incapables d'épargner. Bien qu'il soit vrai que la capitalisation monétaire est souvent limitée lorsqu'on bénéficie d'un micro-prêt, nous pouvons arguer que les pauvres lorsqu'ils arrivent à épargner, ils le font surtout pour se prémunir contre les futurs aléas de la vie et pour anticiper certaines dépenses (Rutherford, 2001). Ceux-ci comprennent les dépenses récurrentes (p.ex. frais de scolarité, logement) et les coûts de cycle de vie (naissance, les mariages, les funérailles, etc.). Les raisons d'épargne peuvent être aussi d'autre sorte et parfois contradictoires, compte tenu de la tension permanente entre les obligations sociales et les désirs individuels. D'autre part, comme nous l'avons pu constater par notre terrain, les options d'épargne, et les critères utilisés pour y accéder, varient et le crédit reçu s'incarne dans ces stratégies : le résultat est une multitude de pratiques complémentaires (Guérin *et al.*, 2009).

Pour finir, nous présumons que la disjonction entre l'épargne et le crédit n'a pas totalement considérée ces divers actions et impressions propre à un ancrage local. Nous rejoignons ainsi la représentation de Rutherford (2001) qui donne le sens au crédit d'une obligation dans l'avenir de devoir épargner. Les IMF ne sont que l'une des nombreuses stratégies que les clients utilisent lorsqu'ils jonglent les diverses possibilités accessibles de financement, tant du système formel, qu'informel.

## 7 CONCLUSION

---

Dans le cadre de notre mémoire nous avons décidé d'orienter nos réflexions sur le sujet d'un dispositif qui acquière depuis quelques années de plus en plus d'importance dans les discours de l'aide au développement et qu'actuellement occupe une position de choix au sein de l'agenda international de lutte contre la pauvreté. Ce travail nous a permis d'analyser sous un nouvel angle une thématique qui, comme nous l'avons vu, a été traitée par plusieurs auteurs, non seulement dans le champ académique mais également dans le cadre de documentaires, d'articles de presse, de rapports d'organismes internationaux de développement, etc. Les différents documents choisis pour cette étude nous ont donc servi pour analyser la manière dans laquelle le microcrédit se présente et se fait connaître sur le plan global. La prise en compte des critiques nous a permis de prendre une distance objective et d'intérioriser ainsi les différents aspects du microcrédit, tant positifs que négatifs. Pour comprendre comment les institutions de la microfinance et ses acteurs sociaux articulent les discours sur ce sujet, nous avons décidé de mener une enquête de terrain dans le milieu d'étude. Nous nous sommes donc rendus en Ethiopie où, par une combinaison de différentes méthodes, des entretiens et de l'observation, nous avons procédé par la récolte de données. Pour que nous puissions répondre à notre objectif de recherche, à savoir « comment est-ce que le microcrédit, présenté sur la scène internationale comme un outil efficace pour le développement, se présente-t-il dans la réalité locale des populations défavorisées éthiopiennes qui s'approprient de cette stratégie ? », et donc saisir la stratégie microfinancière avec un ancrage local typique de la population éthiopienne, lors de notre retour en Suisse – après avoir effectué une sélection sur les nombreux résultats obtenus – nous avons procédé à l'analyse de ces derniers. La manière de s'approprier de ce service, ainsi que l'impact que celui-ci a sur les vies de ses utilisateurs, nous a été dévoilé par les résultats de cette recherche. Ensuite, en mettant en perspective les objectifs promus par les acteurs de développement avec nos résultats propres de la réalité éthiopienne, nous avons pu voir comment ceux-ci s'articulent l'un avec l'autre. En créant des axes d'analyses pour les aspects qui nous ont le plus frappé (par la l'articulation des discours globaux et locaux), cette discussion finale nous a fourni un élément de plus pour comprendre, d'un point de vu général, les apports de ce service micro-financier.

Après avoir traité les concepts clés du débat international sur le microcrédit comme moyen de développement, et ensuite avoir passé en revue les multiples représentations et ambiguïtés dans l'appropriation du microcrédit en Ethiopie, nous concluons qu'il ne saurait y avoir un bilan tranché sur la réussite ou l'échec de ce dispositif. Vanter ou rejeter cet outil en bloc n'est pas possible puisque sa compréhension nécessite une analyse fine des complexités dont il est objet et de la prise en compte inévitable de l'ancrage local qui traduit des usages différenciés de cet outil. D'où l'importance d'étudier ces phénomènes à partir d'un contexte local spécifique, l'Ethiopie dans notre cas. Pour pouvoir cerner le plus finement possible ces logiques complexes, nous avons essayé de prendre le plus de distance possible afin de dégager les contributions de ce qui est désormais considéré par un grand nombre de personnes comme un « outil de développement » parmi les plus efficaces.

Au-delà de l'impact économique du microcrédit et de son rôle dans le développement de l'économie formelle, notre analyse des données empiriques s'est portée principalement sur les visions et les modes de gestion de ce dispositif de la part des utilisatrices et sur ce que ces modes nous apprennent sur la construction ou la gestion des relations sociales. Nous avons voulu ainsi présenter le microcrédit en Ethiopie sous plusieurs aspects. La relation de l'économie et du social constituent un point important de nos analyses. Ce que nous pouvons dire, c'est qu'alors que les apports d'ordre économique sont les plus mis en avant dans le discours du microcrédit (et de la microfinance en général), nos résultats empiriques portent surtout sur des réflexions en termes sociaux qui permettent de déceler les effets les plus encourageants de cet outil. Par exemple, la manière dans laquelle les membres des IMF s'approprient du microcrédit nous a permis de constater comment, en créant leurs propres stratégies et emplois, cet outil peut avoir un impact sur le développement des solidarités communautaires. De plus, par nos analyses autour de l'impact sur la question de l'émancipation de la femme, nous avons démontré le rôle à jouer du microcrédit sur le développement de l'autonomie personnelle, ainsi que sur l'émancipation sociale de la femme éthiopienne. Par une transformation graduelle du rôle traditionnel de la femme responsable du foyer familial, elle endosse aujourd'hui de plus en plus une double fonction dans la société, à savoir celle du travail domestique et celle du travail comme source de revenu. De ce fait, au travers de l'attribution d'une plus grande quantité de tâches à la femme, la majorité des organismes de microcrédit renforcent indirectement la perpétuation et ainsi la reproduction des rôles traditionnels au lieu de promouvoir l'égalité entre les

sexes. Force est de constater que, malgré les avantages déterminants que la femme micro-entrepreneure peut acquérir, ils existent d'autres effets possibles dont il faut tenir compte. L'émancipation de la femme n'est pas pour autant un résultat automatique. Un autre point concerne la question de la mobilité sociale des populations bénéficiaires de ce service financier. L'un des reproches adressés au microcrédit est qu'il ne permet pas forcément à ses utilisateurs de s'élever dans l'échelle de la stratification sociale. Ainsi, comme nous l'avons pu concevoir par nos analyses, les contributions positives visibles du microcrédit se traduisent surtout par l'amélioration des conditions de vie de nos interlocutrices par un meilleur accès aux besoins fondamentaux, et moins par un changement de leur catégorie sociale et l'acquisition d'un statut social plus aisé. Il est aussi vrai que les sommes attribuées favorisent principalement la création ou le développement de petites activités qui permettent de garder la tête hors de l'eau et sont souvent utilisées pour la consommation immédiate, et d'autres pratiques qui ne coïncident pas avec les objectifs du microcrédit. Les microcrédits sont même considérés dans certains cas comme des investissements non-productifs, ce qui représente un risque de surendettement, dont les personnes dans une situation de précarité se passeraient volontiers. Toutefois, le terrain d'étude nous a montré que parmi les cibles des IMF d'Ethiopie, nous retrouvons de plus en plus des activités de production assez structurées (mais pas assez pour pouvoir accéder à un prêt d'une banque classique), lesquelles avec un soutien financier externe visent à une élévation de la catégorie sociale.

Un aspect intéressant qui a particulièrement attiré notre attention dans le cas éthiopien se centre sur la notion de dépendance vis-à-vis des bailleurs, et plus globalement de ce système financier dont le microcrédit serait générateur. Nos analyses montrent que l'autonomie présentée par les interviewés est en réalité une autonomie conditionnée : en effet elle existe seulement grâce à l'arrangement – économique ou de suivi qu'il soit – créée par l'institution. Celle-ci confère à ses bénéficiaires les moyens de se gérer par eux-mêmes et les ressources pour pallier un manque financier. L'autonomie et les compétences entrepreneuriales sont donc construites et apparaissent plus comme des artifices que comme une réussite individuelle. Finalement, afin de mener sa propre vie de manière autonome, la personne bénéficiant de ce dispositif semble en réalité nécessiter d'un soutien externe.

Bien que l’Ethiopie soit considérée parmi les cinq économies les plus dynamiques au monde, nous avons montré que des fortes inégalités traversent encore sa population, notamment au détriment des régions rurales. Les régions d’action occupées par la microfinance dans le paysage éthiopien touchent tant la population de la ville que les villageoises. Cet outil est utilisé par les pauvres comme par les moins pauvres, ces derniers paraissant même aboutir à des résultats plus satisfaisants par rapport aux investissements dans des activités productives. Tenons donc compte que la stratégie de la microfinance s’adresse à toutes sortes de catégories d’individus, chacun avec des ambitions et un niveau social propres, et pas uniquement aux plus vulnérables, ce qui en complexifie la compréhension et empêche toute généralisation.

Finalement, en comparant la réalité locale d’Ethiopie avec l’imaginaire du microcrédit, ce qui ressort c’est surtout un décalage entre les objectifs prometteurs du discours officiel du service microfinancier et les résultats de nos données empiriques. Il n’existe pas de lien automatique entre microcrédit et chacun des objectifs qu’il se propose d’atteindre, au contraire, sont plausibles des réactions positives ou perverses, d’où la difficulté de parvenir à une conclusion catégorique. Notre travail défend donc la position que la réalité du microcrédit est bien plus complexe que les discours officiels de ses promoteurs.

De manière générale, les services microfinanciers sont de plus en plus reconnus comme des leviers efficaces de développement, pourtant, il est également important de souligner que, malgré ils peut s’avérer être un filet de sureté pour les plus démunis, ils ne devrait pas être considérée comme un outil unique de lutte contre la pauvreté parce qu’elle ne saurait pas à eux seuls réduire de manière significative les inégalités dont subissent ceux que nous qualifions des « pauvres ». Même le fondateur de la célèbre Grameen Bank l’avoue : « le crédit, à lui seul, ne saurait mettre fin à la pauvreté » (Yunus, 2000, cité par Hofmann & Marius-Gnanou, 1997, [en ligne]). Une des leçons à retenir, en finalisant cette recherche, est donc l’importance qu’on doit accorder à un encadrement adéquat qui doit s’accompagner à cette stratégie pour un bon fonctionnement des choses ; la microfinance n’est qu’un élément important qui doit entrer en synergie avec d’autres facteurs afin d’obtenir des changements concrets et durables.

# BIBLIOGRAPHIE

## *Ouvrages et articles*

Abraham, Y. M., & Raufflet, E. (2008). Concilier responsabilité sociale et rentabilité. *Gestion*, 33(4), 14-21.

Abu Lughod, L. (1988). Fieldwork of a Dutiful Daughter. In S. Altorki & F. El-Solh (Eds.), *Arab Women in the Field : Studying your own society* (pp. 139-161). Syracuse : Syracuse University Press.

African Development Group (avril 2011). République fédérale démocratique d’Ethiopie. Document de stratégie pays 2011-2015. En ligne <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Ethiopie-Document%20de%20stratégie%20pays%202011-2015.pdf>.

Al-Bagdadi, H., & Brüntrup, M. (2002). Microfinance Associations. The case of the Association of Microfinance Institutions Ethiopia (AEMFI). Eschborn : Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ).

Alaphilippe, D. (2007). La dynamique de l'autonomie. In D. Alaphilippe, R. Fontaine & M. Personne (Eds.). *Difficultés et réussites de la vie en établissements pour personnes âgées. Pratiques gérontologiques* (pp. 81- 115). ERES.

Allemand, S. (2011). *La microfinance : la fin de l'exclusion ?* Paris : Ellipses.

Amyot, J-J. (2012). Vieillesse, contrôle social et idéologie sécuritaire. Entre autonomie et dépendance. *Vie sociale*, (1), 125-143.

Antrobus, P. (2007). *Le mouvement mondial des femmes*. Montréal : L’Atelier.

Armendáriz, B., & Labie, M. (Eds.). (2011). *The Handbook of Microfinance*. New Jersey : World scientific.

Banque mondiale (2001). *World Development Report 2000-2001 : Attacking Poverty*. *World Development Report*. New York : Oxford University Press.

Barnes, C., & Osmond, T. (2005). L'après-État-nation en Éthiopie. Changement de forme plus que d'habitudes ? *Politique africaine*, (99), 6-21. En ligne <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2005-3-page-6.htm>.

Bateman, M. (2012, 13 septembre). Why Doesn’t Microfinance Work ? Conférence à l’Université de Kwa-Zulu Natal, South Africa. En ligne <http://ccs.ukzn.ac.za/files/MF%20Lecture%20KZN%20University%202013th%20September.pdf>.

- Both, P. L. (2004). *International relations of Ethiopia: the strategy of a developing state*. Bloomington (Indiana): Author House.
- Beaud, S., & Weber, F. (1998). *Guide de l'enquête du terrain, produire et analyser des données ethnologiques*. Paris : Editions de la Découverte.
- Befekadu, W.G. (2013). Ethiopia: EPRDF, Developmental State, and Rent Seeking. University of Utah. En ligne <http://www.aigaforum.com/articles/EPRDF-DS-RS.pdf>.
- Bekele, E., & Worku, Z. (2008). Women Entrepreneurship in Micro, Small and Medium Enterprises : The Case of Ethiopia. *Journal of International Women's Studies*. 10(2), 3-19. En ligne <http://vc.bridgew.edu/jiws/vol10/iss2/2>.
- Belgian Non-Governmental Actors (NGAs). (2015). *Joint Context Analysis Ethiopia*. En ligne <http://www.vliruos.be/media/6401824/ethiopia.pdf>.
- Bounouala, R., & Rihane, C. (2014). Commercial banks in microfinance : entry strategies and keys of success. *Investment Management and Financial Innovations*, 11(1), 146-156.
- Broqua, C. (2009). L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant. *Genèses*, 75 (2), 109-124.
- Brunel, S. (2008). *A qui profite le développement durable?* Paris: Larousse.
- Calvès, A. E. (2009). « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement. *Revue Tiers Monde*, (4), 735-749.
- Chambers, R. (1994b). Participatory rural appraisal (PRA) : analysis of experience. *World development*, 22 (9), 1253-1268.
- Chane Wube, M. (2010). *Factors affecting the performance of women entrepreneurs in micro and small enterprises. The case of Dessie Town*. Master of Arts in Technical and Vocational Education Management non publié, Université de Bahir Dar, Bahir Dar.
- Cheston, S., & Kuhn, L., (2006). *Le renforcement du pouvoir d'action des femmes par la microfinance*. En ligne [http:// www.microcreditsummit.org/papers/fr\\_cheston+kuhn-ew.pdf](http://www.microcreditsummit.org/papers/fr_cheston+kuhn-ew.pdf).
- Chu, M., Benzing, H., & Mcgee, C. (2007). Ghanian and Kenyan entrepreneurs : a comparative analysis of their motivations, success characteristics and problems. *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 12 (3), 295-322.
- Consultative Group to Assist the Poor (CGAP). (2010, janvier). Le microcrédit aide-t-il vraiment les pauvres ? *Focus Note*, (59).

Daley-Harris, S. (2006). *Etat de la campagne du sommet du microcrédit. Rapport 2006*. En ligne <http://www.microfinancegateway.org/sites/default/files/mfg-fr-publications-diverses-rapport-campagne-du-sommet-du-microcredit-2006.pdf>.

De Poix, S., & Planel, S. (2009). Les justices de l'Etat en Ethiopie. Lieux, époques et institutions du juste et de l'injuste. *Annales de géographie*, (665-666), 138-156.

Denzin, N. K., & Lincoln, Y. S. (1994). *Handbook of qualitative research*. Thousand Oaks: Sage Publications.

Desta, A. (2014). *From Economic Dependency and Stagnation to Democratic Developmental State: Essays on the Socio-Political and Economic Perspectives of Ethiopia*. University of California: the Red Sea Press Inc.

Federal Democratic Republic of Ethiopia Population Census Commission. (s.d). *The 2007 Population and Housing Census of Ethiopia : Statistical Report at Country Level*. En ligne [http://www.csa.gov.et/newcsaweb/images/documents/pdf\\_files/regional/Oromya1.pdf](http://www.csa.gov.et/newcsaweb/images/documents/pdf_files/regional/Oromya1.pdf).

Ethiopian Welfare Monitoring Unit (2002). *Development and Poverty Profile of Ethiopia : analysis Based on the 1999/2000 Household Income, Consumption, Expenditure and Welfare Monitoring Survey*. Addis Ababa : Ethiopian Ministry of Finance and Economic Development.

Fontana, A., & Frey, J. (1994). The art of science. In Y.L. Denzin & Lincoln Y.S. (eds.) *The handbook of qualitative research* (361-376). Thousand Oaks : Sage Publications.

Fouillet, C., Guérin, I., Morvant-Roux, S., & Servet, J. M. (2016). De gré ou de force : le microcrédit comme dispositif néolibéral. *Revue Tiers Monde*, (1), 21-48.

Gascon, A. (2009). «L'Éthiopie tendra les mains vers Dieu»: 2000 ans d'État éthiopien. *L'Espace Politique*, (7). En ligne <http://espacepolitique.revues.org/1257>.

Gentil, D. (2003). Les logiques de la microfinance. In S., Mappa (Ed.) *La coopération internationale face au libéralisme* (pp. 379-407). Paris : Karthala.

Gentil, D., & Servet, J. M. (2002). Microfinance : petites sommes, grands effets ? Introduction. *Revue Tiers Monde*, 43(172), 729-735.

Gloukoviezoff, G., & Rebière, N. (2013). *Microcrédit contre pauvreté*. Ivry-sur-Seine : L'Atelier.

Groulx, L-H. (1997). Querelles autour des méthodes. *Socio-anthropologie*, (2) En ligne <http://socio-anthropologie.revues.org/30>.

Guèye, B. (1999). *Où va la participation ? Expériences de l'Afrique de l'Ouest francophone*. London : International institute for environment and development (IIED).



Guérin, I. (2002). Les sommets mondiaux du microcrédit : où en est-on cinq ans après ? In D. Gentil & J-M Servet (Eds.) *Microfinance : petites sommes, grands effets ? Revue Tiers Monde* (867-877), 43(172).

Guérin, I., Fouillet, C., Hillenkamp, I., Martinez, O., Morvant-Roux, S., & Roesch, M. (2007). *Microfinance : effets mitigés sur la lutte contre la pauvreté. Annuaire suisse de politique de développement*, 26(2), 103-119.

Guérin, I., Morvant-Roux, S., & Servet, J-M. (2009). Understanding the diversity and complexity of demand for microfinance services : lessons from informal finance. *Working paper 10 – Rural Microfinance and Employment (RuMe)*, 1-30.

Guérin, I., & Palier, J. (Eds.). (2005). *Microfinance challenges : empowerment or disempowerment of the poor ?* Pondichéry : IFP, collection sciences sociales.

Guérin, I., & Servet J.M. (2004). *Exclusion et Liens Financiers – Rapport du Centre Walras 2003*. Paris : Economica.

Gulli, H. (1998). *Microfinance and poverty : Questioning the conventional wisdom*. Washington D.C : Inter-American Development Bank. En ligne <https://publications.iadb.org/bitstream/handle/11319/428/Microfinance%20and%20Poverty.pdf%3Bjsessionid=1B6E9768F21DE7DDCD2CD6EC03520935?sequence=2>.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). (2004). *Les droits de l'homme et la lutte contre la pauvreté : cadre conceptuel*. New York et Genève : Nations Unies.

Henkel, H., Stirrat, R., Cooke, B., & Kothari, U. (2001). Participation as spiritual duty ; Empowerment as secular subjection. In B. Cooke & U. Kothari (Eds.), *Participation : The new tyranny ?* (pp. 168-184). London et New York : Zed Books.

Hofmann, E., & Marius-Gnanou, K. (2004, 16-17 septembre). L'empowerment des femmes entre relativisme culturel et instrumentalisation dans des évaluations de la microfinance en Inde (version provisoire). *Premières journées du GRES. Bordeaux IV*. En ligne <http://harribey.u-bordeaux4.fr/colloques/hofmann-mariusgnanou.pdf>.

Hofmann, E., & Marius-Gnanou, K. (2005). Empowerment des femmes et microfinance en Inde : entre relativisme culturel et instrumentalisation. In I. Guérin, K. Marius-Gnanou, T. Pairault & J-M Servet (Eds.), *Microfinance en Asie : entre traditions et modernités* (pp. 195-213). Paris : Karthala.

Hofmann, E., & Marius-Gnanou, K. (2007). Le microcrédit est-il le faux-nez du néolibéralisme ? *Les Cahiers d'Outre Mer*, (2), 217-233. En ligne <https://com.revues.org/2387>.

Imran, M., Rutherford, S., & Maniruzzaman, M. (2000). Exploring Client Preferences in Microfinance : some Observations from SafeSave. *Focus Note Consultative Group to Assist the Poorest (CGAP)*, (18), 1-11.

Jahan, R. (1996). The Elusive Agenda : mainstreaming Women in Development [with Comments]. *The Pakistan Development Review*, 35(4), 825-834.

Jeudi-Ballini, M., (1994), Voir et regarder. *Gradhiva*, 15, 59-74.

Kabeer, N., & Ego, C. (2005). *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et Objectifs du Millénaire pour le développement. Manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention*. Presses de l'Université Laval.

Kereta, B. (2007). Outreach and Financial Performance Analysis of Microfinance Institutions in Ethiopia. *African Economic Conference*, United Nations Conference Center (UNCC), Addis Ababa.

Labie, M. (2004). Microfinance : un état des lieux. *Mondes en développement*, (2), 9-23.

Lammerink, M., & Wolffers, I. (Eds.). (1998). *Approches participatives pour un développement durable : exemples d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie*. Paris : Karthala.

Laroussi, H. (2009). Femme Et Micro-Crédit En Tunisie Le Micro-Crédit, Outil De Valorisation De La Femme Au Sein De La Famille ? *Revue Tiers Monde*, (3), 501-516.

Lavigne Delville, P. (2011). Pour une anthropologie symétrique entre « développeurs » et « développés ». *Cahiers d'études africaines*, (202-03), 491-509. En ligne <http://www.cairn.info/revue-cahiers-d-etudes-africaines-2011-2-page-491.htm>.

Littlefield, E., Morduch, J., & Hashemi, S. (2003). Is microfinance an effective strategy to reach the Millennium Development Goals ? *Focus Note*, (24), 1-11.

Long, N. (1994). Du paradigme perdu au paradigme...retrouvé ? Pour une sociologie du développement orientée vers les acteurs. *Bulletin de l'APAD*, (7). En ligne <http://apad.revues.org/2183>.

Mayoux, L. (1998). L' « empowerment » des femmes contre la viabilité? Vers un nouveau paradigme dans les programmes de micro-crédit. In Y. Preiswerk (Ed.) *Silences pudiques de l'économie. Économie et rapports sociaux entre hommes et femmes*. Genève: Institut universitaire d'études du développement.

Mayoux, L. (2006, septembre). *Women's empowerment through sustainable microfinance : Rethinking 'best practice'. Discussion draft*. En ligne <http://www.chs.ubc.ca/archives/files/Women's%20Empowerment%20Through%20Sustainable%20Micro-Finance%20Rethinking%20Best%20Practice.pdf>

Melke, D. A. (2013). Promising democratic developmental state in Africa: Evidences from Ethiopia. *International Journal of Educational Research and Development*, 2 (7), 168-177.

Ministry of Finance and Economic Development (MoFED). (2010). *Growth and Transformation Plan 2010/2011 – 2014/2015*. Addis Abeba.

Ministry of Finance and Economic Development (MoFED). (2013a). *Development and Poverty in Ethiopia: 1995/96–2010/11*. Addis Ababa.

Montalieu, T. (2002). Les institutions de micro-crédit : entre promesses et doutes Quelles pratiques bancaires pour quels effets ? *Mondes en développement*, (3), 21-32.

Morvant-Roux, S. (2006). *Processus d'appropriation des dispositifs de microfinance : un exemple en milieu rural mexicain*. Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Lumière Lyon 2, Lyon.

National Planning Commission and the United Nations in Ethiopia. (2015, octobre). *Millenium Development Goals Report 2014 Ethiopia. Assessment of Ethiopia's Progress towards the MDGs*. Addis Ababa.

Nations Unies. (2005, 21 mars). *Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous. Rapport du Secrétaire général*. Assemblée générale A/59/2005. En ligne <http://www.un.org/french/largerfreedom/a592005f.pdf>.

Nations Unies. (2010). *Objectifs du Millénaire pour le développement. Rapport 2010*. New York. En ligne <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report2010.pdf>.

Ofcansky, T. P., Berry, L. V., & Library of Congress. (1993). *Ethiopia: A country study*. Washington, D.C: Federal Research Division, Library of Congress. En ligne <http://countrystudies.us/ethiopia/>.

Ohno, K. (2009). Ethiopia: Political Regime and Development Policies. *National Graduate Institute for Policy Studies (GRIPS) Development Forum*, Tokyo.

Okely J., (2012). *Anthropological Practice : Fieldwork and the Ethnographic Method*. London : Berg.

Olivier de Sardan, J. P. (1995). La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie. *Archives de la revue Enquête*, (1), 71-109.

Parker, J. (2001). Microfinance, subventions et instruments non financiers dans le cadre de la réduction de la pauvreté : quel est le rôle du microcrédit ? *Focus Note du Consultative Group to Assist the Poorest (CGAP)*, (20), 1-17.

Peemans-Poullet H., (2000). La miniaturisation de l'endettement des pays pauvres passe par les femmes. *Chronique Féministe*, (71-72), 60-66.

Péladeau, N., & Mercier, C. (1993). Approches qualitative et quantitative en évaluation de programmes. *Sociologie et sociétés*, 25(2), 111-124.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2012, février). Development Brief. Democratization in Developmental State: The Case of Ethiopia. Issues, challenges and prospects. *UNDP Ethiopia*, (1/2012).

Prunier, G. (Ed.). (2007). *L'Ethiopie contemporaine*. Paris: Karthala.

Punch, M. (1994). Politics and ethics in qualitative research. *Handbook of qualitative research*, 2, 83-98.

Rahman, A. (1999). *Women and Microcrédit in Rural Bangladesh, Anthropological Study of the Rhetoric and Realities of Grameen BANK Lending*. Boulder (CO) : Westview Press.

Richardson, P., Howarth, R., & Finnegan, G. (2004). *The challenges of growing small businesses: Insights from women entrepreneurs in Africa*. Geneva: International Labour Office.

Routley, L. (2004). Developmental States in Africa? A Review of On-going Debates and Buzzwords. *Development Policy Review*, 32(2), 159-177.

Rutherford, S. (2001). *The Poor and their Money*. Oxford : Oxford University Press.

Sample, B. (2011). Moving 100 Million Families Out of Severe Poverty : How Can We Do It? 2011 Global Microcredit Summit. Auxiliaiy session paper. En ligne <http://www.microcreditsummit.org/resource/19/moving-100-million-families-out.html>.

Sebstad, J. (2003). *A short study on microfinance in Ethiopia*. Study prepared for SIDA, Addis Ababa. En ligne [http://www.sida.se/contentassets/d30074e716f041a594f8ab3378cd0e37/short-study-on-microfinance-in-ethiopia\\_472.pdf](http://www.sida.se/contentassets/d30074e716f041a594f8ab3378cd0e37/short-study-on-microfinance-in-ethiopia_472.pdf).

Sen, A. (2000). *Repenser l'Inégalité*. Paris : Seuil.

Sen, G. (1997, décembre). Empowerment as an Approach to Poverty. Background Paper to Human Development Report 1997. *Working Paper Series*, (97.07). En ligne [http://ieham.org/html/docs/empowerment\\_as\\_an\\_approach\\_to\\_poverty.pdf](http://ieham.org/html/docs/empowerment_as_an_approach_to_poverty.pdf).

Serageldin, I., & Steeds, D. R. (Eds.). (1997). Rural Well-being : From Vision to Action. Proceedings of the Fourth Annual World Bank Conference on Environmentally Sustainable Development. Environmentally and socially sustainable development proceedings Series, 15. Washington : World Bank Publications.

Servet, J. M. (2006). *Banquiers aux pieds nus*. Paris : Odile Jacob.

Servet, J. M. (2010). *Le grand renversement. De la crise au renouveau solidaire*. Paris : Desclée de Brouwer.

Solidarité mondiale. (s.d). Sécurité des revenus. Le cas du microcrédit. En ligne [http://www.solmond.be/IMG/pdf/Fiche\\_2-Securite\\_des\\_revenus-DEF.pdf](http://www.solmond.be/IMG/pdf/Fiche_2-Securite_des_revenus-DEF.pdf).

Stevenson, L., & St-Onge, A. (2005). *Support for Growth-oriented, Women Entrepreneurs in Ethiopia, Kenya, and Tanzania. An Overview Report*. Geneva : International Labour Office.

Théret, B. (2008, décembre). L'argent de la mondialisation: en quoi pose-t-il des problèmes éthiques? Un point de vue régulationniste commonsien. *Sociétés politiques comparées*, (10).

Tommasoli, M. (2004). *Le développement participatif : Analyse sociale et logiques de planification*. Paris : Karthala.

United Nations (UN). (1997, 18 décembre). Role of microcredit in the eradication of poverty. Report of the Secretary-General. *General Assembly Resolution 52/194*. En ligne <http://www.un.org/ga/documents/gares52/res52194.htm>.

United Nations (UN). (2000, 18 septembre). United Nations Millennium Declaration. *General Assembly Resolution A/res/55/2*. En ligne [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/55/2](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/55/2).

United Nations (UN). (2004). Microfinance and Microcredit : How can \$100 change an economy ? (DPI/2359). En ligne [http://www.yearofmicrocredit.org/docs/MicrocreditBrochure\\_eng.pdf](http://www.yearofmicrocredit.org/docs/MicrocreditBrochure_eng.pdf).

United Nations Capital Development Found (UNCDF). (2005). Microfinance and the Millennium Development Goals, A reader's guide to the Millennium Project Reports and other UN documents. *International Year of Microcredit*. En ligne [http://www.yearofmicrocredit.org/docs/mdgdoc\\_MN.pdf](http://www.yearofmicrocredit.org/docs/mdgdoc_MN.pdf).

United Nations Children's Found (UNICEF) Ethiopia. (s.d). Chapter three: gender Equality. En ligne [http://www.unicef.org/ethiopia/Chapter\\_3\\_\(72dpi\).pdf](http://www.unicef.org/ethiopia/Chapter_3_(72dpi).pdf).

Valfort, M. A. (2007). Le vote éthique, une réponse efficace aux conflits ethniques? *Revue économique*, 58(3), 757-766.

Yunus, M. (1998). Poverty alleviation : Is economics any help ? Lessons from the Grameen Bank experience. *Journal of International Affairs*, 52(1), 47-65.

Yunus, M. (2007). *Banker to the Poor*. India : Penguin Books.

Zanetti, U. (1996). Les langues de l'Éthiopie et de la Corne de l'Afrique. In Van der Stappen, X. (Ed.), *Æthiopia. Peuples d'Éthiopie* (p. 214-219). Tervuren (Belgique): Le Musée royal.

### **Revue de presse**

Duflo, E. (2010, 11 janvier). Microcrédit, miracle ou désastre ? *Le monde*. En ligne [http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/01/11/microcredit-miracle-ou-desastre-par-esther-duflo\\_1290110\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/01/11/microcredit-miracle-ou-desastre-par-esther-duflo_1290110_3232.html).

Losson, C. (2015, 28 juillet). Éthiopie: le coup de fouet économique. *Libération*. En ligne [http://www.liberation.fr/planete/2015/07/28/ethiopie-le-coup-de-fouet-economique\\_1355355](http://www.liberation.fr/planete/2015/07/28/ethiopie-le-coup-de-fouet-economique_1355355).

Magada, D. (2012, 7 septembre). Ethiopia's Female Business Champions. *African Business Magazine*. En ligne <http://africanbusinessmagazine.com/uncategorised/ethiopias-female-business-champions/>.

Solomon, S., & Dan J. (2015, 10 décembre). Several Killed in Ethiopia Oromia Protests. *Voice of America (VOA)*. En ligne <http://www.voanews.com/content/several-killed-in-ethiopia-oromia-protests/3097737.html>.

The Reporter. (2015, 22 août). Ethiopia : Female Entrepreneurship Thrives in Ethiopia. *All Africa*. En ligne <http://allafrica.com/stories/201508242025.html>.

### **Sites Internet**

African Economic Outlook. (2013). *Perspectives économiques en Afrique*. En ligne <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr>, consulté le 4 mars 2016.

Agence française de développement (AFD). (s.d). L'AFD et la microfinance. En ligne [http://www.afd.fr/home/projets\\_afd/appui-secteur-prive/accessibilite-financiere2/Microfinance](http://www.afd.fr/home/projets_afd/appui-secteur-prive/accessibilite-financiere2/Microfinance), consulté le 5 décembre 2015.

Alhofethiopia (2013, 2 octobre). Gender Roles in Ethiopia. En ligne [alhoferethiopia.weebly.com/blog/gender-roles-in-ethiopia](http://alhoferethiopia.weebly.com/blog/gender-roles-in-ethiopia), 12 mars 2016.

Association of Ethiopian Micro-finance Institutions (AEMFI). (2015). En ligne <http://www.aemfi-ethiopia.org>, consulté le 22 mai 2015.

Babyloan Le blog. (2012, 4 octobre). Les objectifs du Millénaire pour le développement et le microcrédit. En ligne [blog.babyloan.org/non-classe/les-objectifs-du-millenaire-pour-le-developpement-et-le-microcredit.html](http://blog.babyloan.org/non-classe/les-objectifs-du-millenaire-pour-le-developpement-et-le-microcredit.html), consulté le 28 février 2016.

Central Intelligence Agency (CIA). (s.d). The world factbook. En ligne <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/et.html>, consulté le 4 mars 2016.

Durant, G. (2012, 29 septembre). Where to Shop for Clothes in Addis Ababa, Ethiopia. En ligne <http://www.uncharted101.com/where-to-shop-for-clothes-in-addis-ababa-ethiopia/>, consulté le 2 avril 2016.

Ethiopian Government Portal. (s.d). En ligne [www.ethiopia.gov.et](http://www.ethiopia.gov.et), consulté le 8 mars 2016.

Le dictionnaire. (s.d). En ligne [www.le-dictionnaire.com](http://www.le-dictionnaire.com), consulté le 22 avril 2016.

Le guide du microcrédit. (2012, 20 avril). En ligne <https://sites.google.com/site/guidedumicrocredit/le-mecanisme/en-pratique>, consulté le 16 novembre 2015.

Making Finance Work in Africa. (s.d). Ethiopie : Présentation du secteur financier. En ligne <https://www.mfw4a.org/fr/ethiopie/le-secteur-financier.html>, consulté le 29 avril 2016.

Meade, J. (2001). An examination of the Microcrédit Movement. En ligne <http://www.connexions.org/CxLibrary/Docs/CX6992-MeadeMicrobank.htm>, consulté le 13 mars 2016.

Microcredit Summit Campaign. (s.d). En ligne [www.microcreditsummit.org](http://www.microcreditsummit.org), consulté le 22 novembre 2015.

Mix Market. (s.d). En ligne <http://mixmarket.org/>, consulté le 14 avril 2016.

ONG « Appui au Développement Autonome » (ADA). (s.d). Qu'est-ce que la microfinance ? Vidéo disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=fxZLkeuEkm0>, publié le 18 février 2013, consulté le 12 avril 2015.

Population Data Net. (s.d). En ligne <http://www.populationdata.net/index2.php?option=palmares&rid=1>, consulté le 4 mars 2016.

Portail Microfinance. (s.d). En ligne <http://www.microfinancegateway.org/fr>, consulté le 24 janvier 2016.

The World bank. (2016). Data. Ethiopia. En ligne <http://data.worldbank.org/country/ethiopia?display=default>, consulté le 7 mars 2016.

United Nation (UN). (2003, 23 décembre). General Assembly greenlights programme for the international Year of Microcredit 2005. En ligne <http://www.un.org/press/en/2003/dev2452.doc.htm>, consulté le 22 novembre 2015.

United Nations Women (UNWOMEN). (2013). Ethiopia. Leave no Women Behind. En ligne [http://www.unwomen.org/mdgf/B/Ethiopia\\_B.html](http://www.unwomen.org/mdgf/B/Ethiopia_B.html), consulté le 1 juin 2016.

United States Agency for International Development (USAID). (s.d). Gender equality and women's empowerment (Ethiopia). En ligne <https://www.usaid.gov/ethiopia/gender-equality-and-womens-empowerment>, consulté le 12 mars 2016.

Yunus, M. (1997). We Will Create A Poverty Free World. Opening Statement at the Microcredit Summit, February 2-4, 1997, Washington D.C. Grameen Dialogue, (30). En ligne <http://www.grameen.com/dialogue/dialogue30/index.html>, consulté le 7 mars 2016.

Yunus, M. (2010). Le microcrédit et l'entreprise sociale pour un monde sans pauvreté. Discours durant une conférence organisée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). En ligne <https://www.youtube.com/watch?v=ooRWzcD8Akw>, consulté le 22 novembre 2015.



# ANNEXES

## Annexe 1 : Guide d'entretien

### A. MA PRÉSENTATION

- Nom
- Etudes
- Contexte de recherche
- Anonymat
- Permission pour enregistrement

### B. PRÉSENTATION INTERVIEWÉ

- Nom
- Age
- Famille
  - Est-ce que votre mari travaille ? Si oui, quoi ?
  - Vos enfants travaillent aussi ?
- Quelles études ?
- Description parcours professionnel
- Pouvez vous nous décrire une journée type ?
- Travail
  - De quoi s'agit-il ?
  - Lieu
  - Indépendante ? Collaborateurs ?
  - Depuis quand ?
  - Fonctionnement ?

### C. INSTITUTION DE MICROFINANCE

- Connaissance du microcrédit ?
  - Quand ? Comment ?
- Et l'institution de microfinance ?

### D. LE MICROCRÉDIT

- Raison de la demande du prêt ?
- Quels objectifs ?
- Chronologie et dynamiques
- Combien avez vous reçu ? (Première fois, deuxième, troisième, ...)
- Depuis quand vous bénéficiez d'un crédit ?
- Pouvez nous expliquer quelles sont les dynamiques pour recevoir un micro-prêt ?
- Avec quelle fréquence ?
- Est-ce que la somme que l'IMF vous a accordé est suffisante ?

- Quelles sont les difficultés rencontrées ?

#### **E. GESTION DE L'ARGENT ET DU CRÉDIT**

- Comment vous gérez l'argent dans la famille ?
- Et pour celui du prêt ?

#### **F. SITUATION ACTUELLE**

- Quelle est la situation actuelle de votre activité ?
- Quels sont les changements après avoir obtenu le prêt ?
  - Au niveau financier
  - Au niveau du travail
  - Qualité de vie
  - Au niveau social
- Quels sont vos sentiments actuellement ?
  - Comment vous vous sentez ?

#### **G. IMAGINATION DE L'AVENIR**

- Au niveau travail
- Quels projets ?
- Savings ?
- Remboursement prêt
- Indépendance de l'IMF
- D'autres prêts ?